



Conférence
sur l'avenir
de l'Europe

L'avenir est **entre** **vos mains**

Contribution citoyenne à
la Conférence sur l'avenir
de l'Europe

Sommaire

Préfaces de Clément BEAUNE et Marc FESNEAU	3
Introduction.....	5
Présentation des principaux résultats.....	9
Présentation des panels des conférences régionales	11
Engagements et partis pris méthodologiques	13
1^{ère} PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS DES CONFERENCES REGIONALES SUR L'AVENIR DE L'EUROPE	20
1. Synthèse des résultats de la concertation	20
2. Comment les citoyens perçoivent-ils l'Europe aujourd'hui ?.....	33
3. Quelle Europe souhaitée en 2035 ?.....	37
4. Quels changements attendus pour l'Europe d'ici 2035 ?.....	54
5. Sélection de photos.....	106
2^E PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS DE LA CONSULTATION EN LIGNE « PAROLE AUX JEUNES»	109
Conclusion	119
ANNEXES	122
Annexe I — Retour sur le processus délibératif	123
Annexe II — Méthodologie de recrutement des participants	128
Annexe IV — Rapport final des garants.....	134



Préface de Clément Beaune

Lancée le 9 mai 2021 à Strasbourg, lors de la Journée de l'Europe, par le Président de la République, le Président du Parlement européen, le Président du Conseil et la Présidente de la Commission européenne, la Conférence sur l'avenir de l'Europe se déploie désormais dans tous les pays de l'Union.

Cet exercice inédit doit permettre de donner la parole aux citoyens européens, afin qu'ils puissent définir l'horizon politique de l'Europe pour les années et décennies à venir. Pour nous, et pour les futures générations.

Quels que soit notre pays et notre langue, nous pouvons toutes et tous exprimer nos souhaits et nos attentes pour l'Europe de demain sur la plateforme de la Conférence, au sein des panels citoyens et dans les nombreux événements organisés sur le continent.

En France, le Gouvernement a souhaité mener un exercice de participation citoyenne ambitieux dont les résultats nourrissent les conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Le volet national de la Conférence s'est ainsi déployé en deux dispositifs complémentaires. Dix-huit conférences regroupant des citoyens tirés au sort se sont déroulées dans l'ensemble des régions françaises et une large consultation en ligne a été menée auprès de 50 000 jeunes Français.

Ce rapport en présente les résultats. Ces positions reflètent fidèlement les travaux menés par les citoyens. Elles ne correspondent pas nécessairement aux priorités définies par le Gouvernement. Mais, comme nous nous y sommes engagés, nous les transmettrons à la Conférence sur l'avenir de l'Europe telles quelles pour nourrir et enrichir le débat européen.

A partir du 1^{er} janvier 2022, la France assurera la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Dans cette responsabilité, nous veillerons à ce que les travaux de la Conférence soient menés dans les meilleures conditions, afin que le Comité exécutif et l'Assemblée Plénière puissent rendre leurs conclusions au printemps 2022.

Les citoyens français et européens ayant formulé leurs souhaits et leurs propositions pour l'Europe seront régulièrement informés des suites qui leur seront données, via un comité de citoyens ayant participé aux deux consultations.

Préface de Marc Fesneau

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est un dispositif délibératif inédit qui a permis à 746 citoyens tirés au sort de réfléchir et de débattre ensemble des changements qu'ils souhaitent pour l'Europe. La richesse des propositions qu'ils ont formulées illustre la puissance de l'intelligence collective au service de l'intérêt général.

Ainsi, les priorités que notre pays portera demain dans les instances européennes seront d'autant plus solides qu'elles émaneront des citoyens eux-mêmes.

Les conclusions de cette concertation sont aujourd'hui rendues publiques, en toute transparence.

Pour la première fois, un comité de suivi citoyen aura la charge d'observer, sur le long terme, la manière dont les propositions issues de la concertation française seront accueillies et prises en compte au niveau européen.

Ces travaux seront accessibles à toutes et tous sur la plateforme « participation-citoyenne.gouv.fr », nouvel outil numérique spécifiquement dédié aux démarches participatives et aux suites qui leur sont données.

Introduction

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est un exercice de participation citoyenne inédit permettant de consulter les citoyens des 27 États membres de l'Union européenne afin de les remettre au centre des décisions qui seront prises pour les années et décennies à venir. Les citoyens de l'UE sont ainsi invités à faire entendre leur voix, pour proposer des changements et des modalités d'actions concrètes permettant à l'Europe de définir une ambition nouvelle et de relever les défis mondiaux auxquels elle fait aujourd'hui face.

Le Gouvernement français soutient les initiatives du trio de présidences de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, en encourageant notamment ses citoyens à contribuer largement à la plateforme en ligne et à organiser des événements partout sur le territoire.

En parallèle de ces initiatives européennes, le Gouvernement a souhaité mener un exercice participatif au niveau national.

Avec l'appui du Ministère chargé des relations avec le Parlement et de la participation citoyenne (MRPCC) et l'expertise du Centre interministériel de la participation citoyenne (CIPC), le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) a ainsi organisé un exercice citoyen fondé sur des partis pris méthodologiques forts (cf. infra « Engagements pris et partis pris méthodologiques »). Le MEAE s'est appuyé dans la mise en œuvre du dispositif sur un consortium prestataire composé de Roland Berger, Wavestone, Missions Publiques et Harris Interactive. Les préfetures régionales ont enfin joué un rôle clé dans l'organisation des 18 conférences, sur tout le territoire.

Dans le cadre de cette consultation, une question unique a été posée aux participants : « **En tant que citoyens français, quels changements souhaitez-vous pour l'Europe ?** » (cf. Annexe IV « Mandat de participation »).

Cet exercice national a pris la forme de 18 conférences régionales, dans les 13 régions métropolitaines et les 5 régions ultramarines françaises, qui se sont tenues sur trois week-ends en septembre et en octobre 2021 et ont chacune réuni entre 30 et 50 citoyens tirés au sort (746 au total). La synthèse de ces 18 panels régionaux a ensuite été réalisée lors d'une conférence nationale, qui s'est tenue du 15 au 17 octobre 2021 au Conseil économique, social et environnemental (CESE à Paris) et qui a réuni 98 citoyens volontaires parmi les participants aux conférences régionales.

En complément, et afin de mettre en lumière la parole des jeunes Français en amont de l'année européenne de la Jeunesse en 2022, une consultation en ligne intitulée « *Parole aux Jeunes* » a été organisée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en partenariat avec Make.org. Plus de 50 000 jeunes de 15 à 35 ans ont ainsi exprimé leurs idées et leurs priorités pour l'Europe de 2035.

Ce rapport présente les principaux résultats des deux consultations menées par le Gouvernement.

Méthodologie de la consultation

Le recrutement des citoyens participants aux conférences régionales a conjugué une sélection aléatoire des participants par tirage au sort de leur numéro de téléphone, et une sélection ciblée des profils pour atteindre un panel le plus représentatif possible de la diversité de chaque territoire.

Lors des panels régionaux, les participants se sont exprimés en alternant des temps de travaux en groupe, par table de 6 à 8 citoyens accompagnés par un facilitateur et des temps de présentation en assemblée plénière. Des experts étaient présents pendant les temps de réflexion pour répondre aux questions des citoyens et apporter un éclairage, tout en veillant à garder une position de neutralité.

Les citoyens ont tout d'abord été invités à échanger sur leur perception actuelle de l'Europe. Ils ont ensuite exprimé leurs **souhaits pour l'Europe de 2035**, en groupe puis en plénière. Ces discussions ont permis d'identifier entre 3 et 8 souhaits par région. Pour chacun de ces souhaits, les citoyens ont ensuite formulé les **changements** qu'ils jugeaient nécessaires pour atteindre l'Europe souhaitée, puis les ont illustrés par des propositions concrètes à mettre en œuvre. Ce processus a permis d'engendrer un total de 515 changements et 1 301 propositions concrètes au niveau national.

Chaque conférence régionale a donné lieu à l'écriture d'un rapport de synthèse régionale remis à tous les participants en amont de la conférence nationale.

La conférence nationale de synthèse a réuni 98 citoyens tirés au sort parmi les participants aux 18 conférences régionales. Afin d'assurer une diversité du panel national, 6 citoyens ont été tirés au sort parmi les volontaires des conférences régionales en métropole et à la Réunion et 4 citoyens pour les conférences ultramarines, en respectant la parité et une diversité d'âge dans chaque tirage au sort régional (cf. Annexe II).

En préparation de la conférence nationale, les 515 changements identifiés lors des conférences régionales ont été analysés et rapprochés lorsque leur intention sous-jacente apparaissait similaire ou proche, de manière à constituer 14 groupes de changements traduisant un souhait commun pour l'Europe (cf. Partie 6). Ces 14 souhaits d'Europe ont servi de base de travail aux 98 participants de la conférence nationale, qui ont eu pour mission d'enrichir les travaux effectués en régions et de confronter les souhaits d'Europe, les changements et les propositions avec l'aide d'une vingtaine d'experts pour aboutir à une liste de changements prioritaires. Chaque groupe a

finalement sélectionné 3 changements clés dont le premier fut soumis au vote de l'ensemble des 98 citoyens, établissant un classement final des 14 changements prioritaires. Un rapport de synthèse consolide l'ensemble des travaux de cette conférence.

La consultation en ligne « Parole aux Jeunes » menée en partenariat avec Make.org, s'est tenue de mai à juillet 2021. Plus de 50 000 participants y ont pris part et ont déposé près de 3 000 propositions pour l'Europe. Sur la base de l'ensemble des réactions des jeunes citoyens, 35 idées majeures ont pu être identifiées dont 22 ont été largement plébiscitées et 13 ont fait l'objet de controverses parmi les participants (cf. Partie 11).

Point de sortie et devoir de suite

Le présent rapport sera remis au Gouvernement par les citoyens le 29 novembre 2021, en présence des élus français membres de l'Assemblée plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il sera remis au trio de Présidences de la Conférence lors de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE).

A l'issue de la conférence de synthèse nationale au CESE, et afin de répondre aux fortes attentes des citoyens tirés au sort, un comité de suivi citoyen incarnant le droit de suite des participants a été mise en place. Ce comité, composé de 15 membres - 14 représentants des conférences régionales et un représentant de la consultation « Parole aux Jeunes » - aura pour mission d'informer les citoyens sur le devenir de leurs propositions. A chaque réunion de l'Assemblée plénière de la Conférence, l'un ou l'une des membres du comité de suivi participera en tant que représentant de l'exercice français pour mettre en lumière les propositions exposées dans ce rapport, tout en construisant une position commune avec l'ensemble des citoyens européens représentés.

L'ensemble des documents de la consultation française sera public et accessible à tous sur la plateforme de participation citoyenne de l'État français : mandat de participation, synthèses régionales, synthèse nationale, rapport des garants et rapport final.

Les citoyens tirés au sort devaient répondre à la question :
« En tant que citoyens français, quels changements souhaitez-vous pour l'Europe ? »

TOP 10 DES CHANGEMENTS PRIORITAIRES POUR L'EUROPE DE 2035



1. Développer la **sobriété énergétique** pour consommer moins en arrêtant le superflu



2. Renforcer la **défense et la sécurité communes** de l'Union européenne



3. Favoriser la **performance économique collective** à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'UE



4. Mettre en place un **pouvoir citoyen** à plusieurs échelons : participation, décision, contrôle



5. Tendre vers une **fédération d'États d'Europe** dotée de compétences fortes dans des domaines d'intérêt commun



6. Proposer des **programmes d'échanges** tout au long de la vie



7. Partager les cultures européennes par des **manifestations et des événements fédérateurs**



8. Harmoniser la **santé** et la rendre accessible à tous les Européens par une politique commune de santé



9. Développer et piloter au niveau européen les **filières stratégiques** pour assurer notre souveraineté



10. Améliorer la **protection des milieux et des écosystèmes** et créer des **zones protégées** au cœur des zones urbaines, périurbaines et rurales

Consultation en ligne « Parole aux jeunes »



Le 9 mai 2021, le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes a lancé une consultation « **Parole aux Jeunes** » menée par Make.org qui s'est déroulée entre mai et juillet 2021.

50 000 jeunes âgés de 15 à 30 ans ont répondu à la question : « **Quelles sont vos priorités pour l'Europe de demain ?** », avec 2 918 propositions déposées.

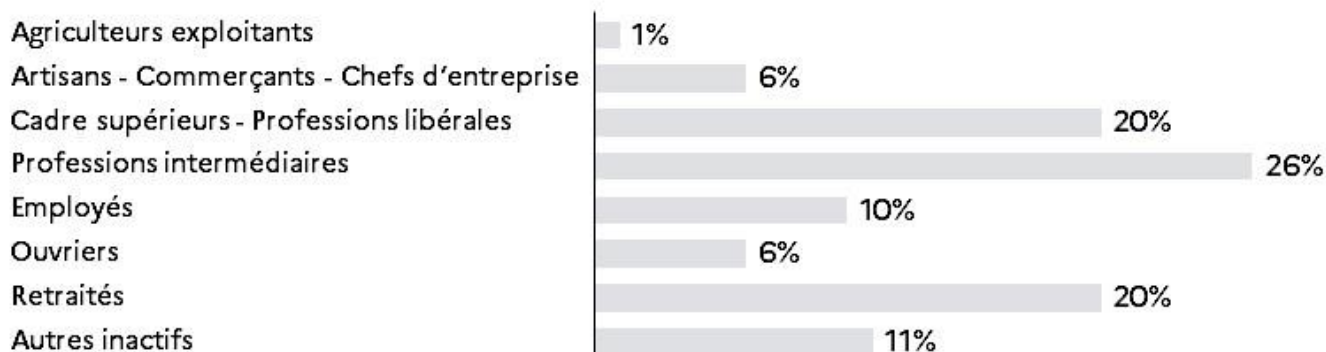
Les **idées plébiscitées par les Jeunes français** dans le cadre de cette consultation en ligne s'intègrent à la contribution citoyenne à la Conférence sur l'avenir de l'Europe (cf. détails dans la 2^e partie de ce rapport)

Un panel diversifié de 746 citoyens

Panorama des participants aux 18 conférences régionales



60% 40%

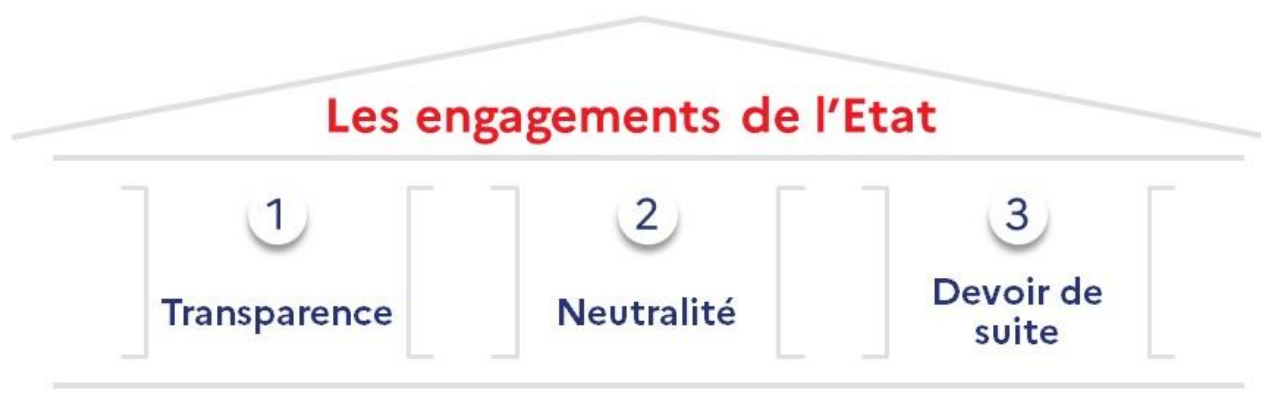


Des conférences sur l'avenir de l'Europe partout en France

18 conférences régionales, 13 en métropole et 5 en outremer



Engagements et partis pris méthodologiques



Partis pris méthodologiques



Territorialisation et proximité

- > Consultations organisées dans 13 régions métropolitaines et 5 régions d'outre-mer
- > Une consultation nationale de synthèse



Diversité des profils et tirage au sort

- > Tirage au sort par génération aléatoire de numéros de téléphone
- > Panels représentatifs de la diversité de la population et des points de vue sur l'Europe



Transparence de la démarche

- > Supervision par un collège de 3 garants
- > Publication en ligne de l'ensemble des documents de synthèse



Débat ouvert sans thématique imposée

- > Liberté totale des thèmes traités laissée aux citoyens
- > Absence de cadrage thématique



Expertise inversée

- > Pas d'apport d'information préalable
- > Réflexion collective basée sur le vécu et les opinions des citoyens, apport d'expertise sur demande des citoyens



Collégialité et gouvernance agile

- > Gouvernance hebdomadaire avec l'ensemble des parties prenantes



Devoir de suite

- > Mise en place d'un comité de suivi citoyen
- > Engagement du gouvernement à porter la parole citoyenne dans l'exercice européen

a. Engagements de l'État en matière de démocratie participative

Le volet français de la conférence sur l'avenir de l'Europe s'inscrit dans le cadre des engagements pris par l'État en matière de démocratie participative, qui se fondent sur trois principes : **la transparence, la neutralité et le devoir de suite.**

Une démarche participative engage l'organisateur à respecter une méthodologie rigoureuse. La méthode de participation citoyenne doit permettre aux citoyens de participer dans les meilleures conditions et d'exprimer leur point de vue de manière libre et argumentée.

Transparence

L'équipe d'organisation de la conférence s'est engagée à rendre toutes les informations sur la concertation accessibles aux citoyens :

- Le cadre dans lequel s'inscrit la concertation ;
- Les engagements pris à l'égard des citoyens ;
- Les finalités de la concertation ;
- Les résultats de la concertation.

La méthodologie de la conférence sur l'avenir de l'Europe a ainsi été établie avec l'objectif constant de garantir la transparence de la démarche pour les citoyens. La méthodologie de recrutement des citoyens tirés au sort, les partis pris méthodologiques et le traitement réservé à la parole citoyenne ont été exposés clairement. Les participants ont également reçu par courriel la synthèse de leur conférence régionale à l'issue de celle-ci. En outre, tous les documents de travail et de sortie seront rendus publics à l'issue du dispositif sur la plateforme de la participation citoyenne de l'État¹.

Neutralité

Lors d'une concertation, l'équipe organisatrice doit veiller à rester neutre dans l'animation des échanges ainsi que dans la rédaction des synthèses présentant les résultats. Les parties prenantes au dispositif – animateurs, facilitateurs, experts – ne doivent pas exprimer leur propre opinion ou chercher à orienter le débat de façon subjective.

L'objectif de neutralité a été poursuivi à toutes les étapes d'élaboration de cette consultation, en garantissant notamment une sélection non biaisée des participants, une liberté totale dans les débats et une absence d'influence du commanditaire ou des

¹ www.participation-citoyenne.gouv.fr

parties prenantes sur la parole citoyenne. Cet impératif de neutralité s'est matérialisé par un processus de recrutement des participants objectif et transparent, par des partis pris méthodologiques cohérents (expertise inversée, absence de cadrage thématique des débats) et une attention particulière portée à la posture des divers intervenants (animateurs, facilitateurs, experts). Enfin, l'équipe organisatrice a veillé à valoriser toutes les prises de paroles et à n'effectuer aucun filtrage des propositions citoyennes.

Un **collège de 3 garants**, nommé par les Présidents de l'Assemblée nationale et du Parlement européen et par le Gouvernement, a en outre veillé au respect de l'expression et de la prise en compte de tous les avis.

Devoir de suite

Les citoyens, qu'ils aient participé ou non à la concertation, ont le droit d'être informés de ce qui a été retenu de leurs propositions et des avis qui en sont issus, et pour quelles raisons. C'est ce que l'on appelle le **devoir de suite**.

Il est défini par le Centre interministériel de la participation citoyenne (CIPC) et la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP) comme l'engagement pris par le décideur public d'apporter aux citoyens une réponse claire et lisible des suites prévues à la concertation. Concrètement, le devoir de suite consiste à revenir vers les citoyens pour leur expliciter la manière dont leurs contributions sont prises en compte et ont un impact sur la décision et sur les pratiques de l'administration.

Le Gouvernement s'est saisi de ce devoir de suite dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, et a annoncé un dispositif ambitieux de suivi à l'issue de la conférence nationale décrit dans la partie suivante de ce rapport (cf. « *Partis pris méthodologiques* »).

b. Partis pris méthodologiques

Ces trois engagements de l'État se sont traduits dans la méthodologie de consultation sous la forme de **sept partis pris méthodologiques forts**.

1. Territorialisation et proximité

Le volet national de la Conférence sur l'avenir de l'Europe a pris la forme de 18 conférences régionales, dans les 13 régions métropolitaines et les 5 régions ultramarines françaises, suivies d'une conférence nationale à Paris. Par ce choix d'organiser des panels au niveau local, le souhait était de **recueillir une parole au plus près des citoyens**. Ce parti pris a également enrichi la consultation en donnant à voir les lignes de consensus et de dissensus entre les territoires sur différents sujets.

2. Diversité des profils des citoyens et recours au tirage au sort

Un objectif de recrutement de 50 citoyens par conférence régionale a été fixé en amont de la démarche, à l'exception des conférences ultramarines de Martinique, Mayotte, Guadeloupe et Guyane, avec 30 à 40 citoyens chacune, et de la conférence du Grand Est dans laquelle étaient également présents 5 citoyens allemands des trois Länder frontaliers. Une **génération aléatoire** de numéros de téléphone a permis de tirer au sort les citoyens conviés à participer aux conférences régionales.

Pour être éligibles, les citoyens tirés au sort devaient avoir plus de 18 ans et être Français ou résidents permanents en situation régulière. Chaque panel régional de citoyens devait être **représentatif de la diversité de la population régionale**, et regrouper une **diversité de points de vue sur l'Europe**. La méthodologie précise du recrutement par tirage au sort est exposée en Annexe II.

3. Transparence de la démarche

Un **collège constitué de trois garants** nommés par le Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Parlement européen a suivi l'ensemble du processus afin d'en assurer la neutralité et la régularité. Les garants ont notamment : contrôlé la sincérité du recrutement de citoyens tirés au sort, formulé des recommandations pour le choix des experts et s'est assuré en se rendant sur place de la bonne tenue des débats. A l'issue du dispositif, les garants rendront publique leur opinion sur la consultation. Ce document sera mis en ligne sur la plateforme de la participation citoyenne de l'État.

Seront également publiés sur la plateforme de la participation citoyenne de l'État : les synthèses des dix-huit conférences régionales, le document récapitulatif de l'ensemble

des changements exprimés lors des conférences régionales, la synthèse de la conférence nationale, et enfin le rapport final remis au Gouvernement.

4. Un débat ouvert sans thématique imposée

Dans le cadre de cette consultation nationale, une question unique a été formulée à l'attention des citoyens participants : « *En tant que citoyens français, quels changements souhaitez-vous pour l'Europe ?* ».

Par le déroulé et la méthodologie mise en place, les citoyens ont pu déterminer par eux-mêmes la mise sur agenda des changements souhaités, sans être contraints par une thématique spécifique ou un cadrage normatif préalable.

Le souhait était ainsi de permettre aux citoyens des conférences régionales de bénéficier d'une totale liberté dans les thèmes qu'ils souhaitaient traiter. Le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour le volet national de la Conférence sur l'avenir de l'Europe a ainsi fait le choix de développer une approche complémentaire de l'exercice européen qui est lui structuré autour de neuf thèmes : changement climatique et environnement ; santé ; une économie plus forte, justice sociale et emploi ; l'UE dans le monde ; valeurs et droits, État de droit, sécurité ; transformation numérique ; démocratie européenne ; migration ; éducation, culture, jeunesse et sport ; autres idées².

Les thèmes des échanges des conférences régionales ont ainsi été définis par les citoyens eux-mêmes et non par le commanditaire de l'exercice.

5. Expertise inversée

Afin d'influencer le moins possible les participants dans le processus d'identification de leurs souhaits pour l'Europe, le choix a été fait de **ne pas procéder à un apport d'information ou d'expertise préalables** (par exemple sur le projet actuel de l'Union européenne, ses compétences ou le fonctionnement des institutions) mais de partir des questionnements des citoyens eux-mêmes. Ce parti pris méthodologique se fonde sur le principe d'« *expertise inversée* » selon lequel la **réflexion collective** se construit à partir des vécus et opinions des citoyens, qui interrogent ensuite des experts pour étayer leurs discussions et consolider leurs hypothèses de travail.

Pour mener à bien cet objectif, des **experts** ont été mobilisés dans les différentes régions (trois en moyenne), notamment issus du monde académique et des centres

² <https://futureu.europa.eu/processes?locale=fr>

d'information Europe Direct des territoires concernés. Ils étaient présents le samedi et le dimanche pour répondre aux questions des citoyens, n'intervenant qu'à leur demande. Des **vérificateurs de faits** (*fact checkers*) étaient également joignables afin de vérifier rapidement les questions factuelles adressées par les citoyens.

Lors de la conférence nationale de synthèse au CESE, 19 experts de haut niveau issus du monde académiques, de think tanks et des corps diplomatiques étaient présents auprès des groupes de travail. Ces experts ont accompagné un groupe durant tout le week-end, leur permettant d'approfondir les changements exprimés en régions.

6. Collégialité et gouvernance agile

L'ensemble du processus a été **co-construit** par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), avec l'appui sur la stratégie participative du Centre Interministériel de la Participation Citoyenne (CIPC) de la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP) et du Ministère chargé des relations avec le Parlement et de la Participation Citoyenne (MRPC). Le dispositif a été mis en œuvre par un consortium prestataire composé de Roland Berger, Wavestone, Missions Publiques, et Harris Interactive pour le pilotage de la démarche, l'animation des conférences, le tirage au sort des citoyens et la rédaction des rapports et synthèses, en collaboration avec les préfetures régionales pour l'organisation locale des conférences régionales.

Une **gouvernance spécifique** a été mise en place autour d'une équipe projet présidée par le MEAE, et regroupant le CIPC, le MRPC et le consortium prestataire.

7. Devoir de suite et articulation avec l'exercice européen

À l'occasion de la conférence nationale, plusieurs éléments constitutifs du **devoir de suite** incombant aux institutions françaises suite à l'exercice mené pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe ont été annoncés :

- **Mise à disposition de l'ensemble des informations** sur la démarche, du présent document ainsi que des rapports de synthèse des conférences régionales et nationale, de manière transparente et accessible à tous sur la nouvelle plateforme de la participation citoyenne, lancée à l'occasion de la restitution au Gouvernement ;
- Organisation d'un **événement de restitution au Gouvernement** du rapport final du volet national de la conférence sur l'avenir de l'Europe en novembre 2021 ;
- Mise en place d'un **comité de suivi citoyen** qui veillera à la conformité des suites de la démarche par rapport aux propositions formulées. Ce comité sera composé de 15 citoyens, dont 14 participants des conférences régionales et un participant de la consultation « *Parole aux Jeunes* » ;

- **Remise de la contribution française à la Conférence sur l'avenir de l'Europe aux institutions européennes** en janvier 2022 ;

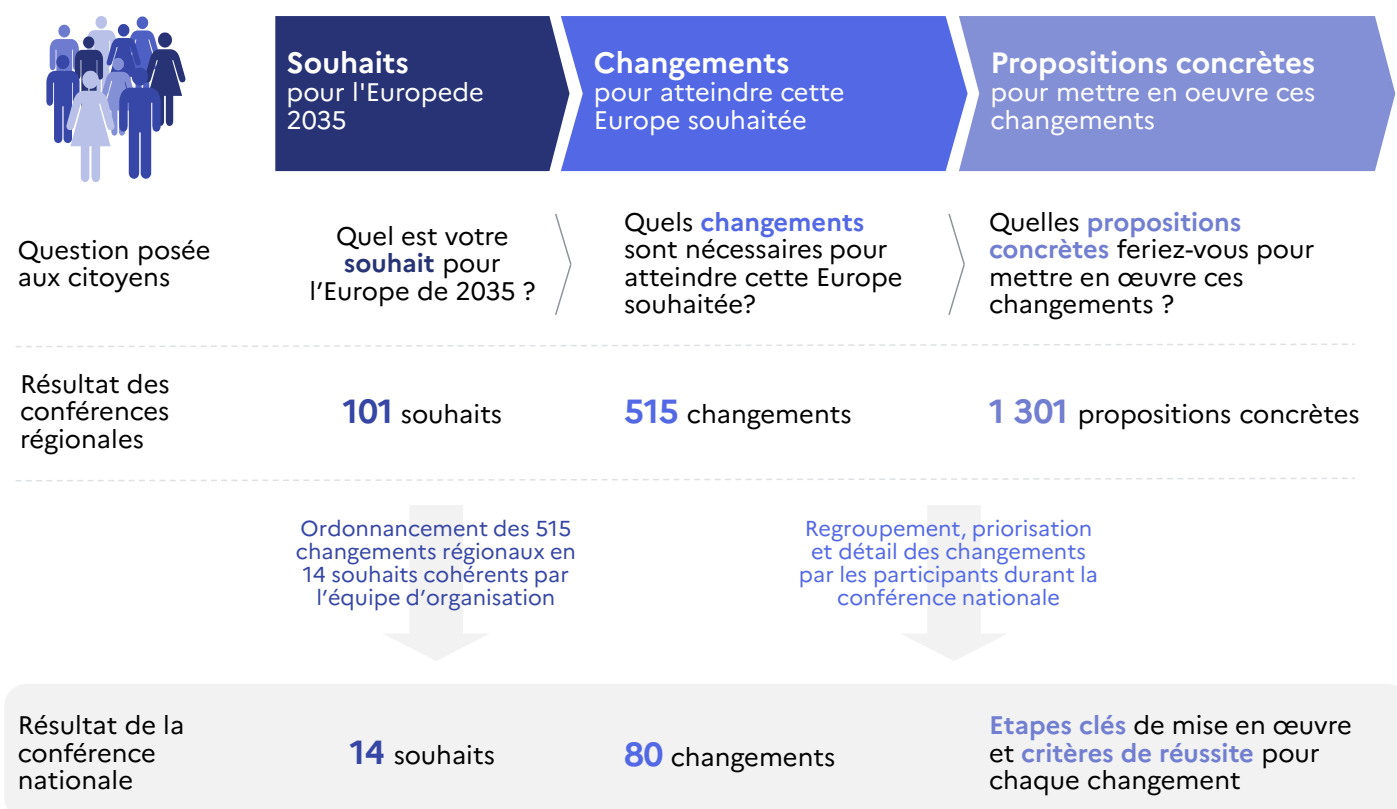
Les propositions des citoyens français seront portées à la réflexion collective des États membres et des institutions européennes. En tant que pays assurant la présidence du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022, il appartiendra à la France de porter la voix de ses citoyens tout en œuvrant pour définir une position commune à l'échelle du continent.

Première partie : Présentation des résultats des conférences régionales sur l'avenir de l'Europe

1. Synthèse des résultats de la concertation

Dans chacune des 18 conférences régionales, les citoyens ont exprimé individuellement, puis en groupe, leurs souhaits pour l'Europe de 2035. Entre 3 et 8 groupes de souhaits ont ainsi émergé dans chaque région, permettant d'aboutir à un total de **101 Europe souhaitées sur tout le territoire français**. Les citoyens ont ensuite formulé des changements qu'ils jugeaient nécessaires pour atteindre l'Europe souhaitée, puis les ont illustrés par des actions concrètes. Ce processus a permis de générer un total de **515 changements et 1 301 actions concrètes** dans toute la France.

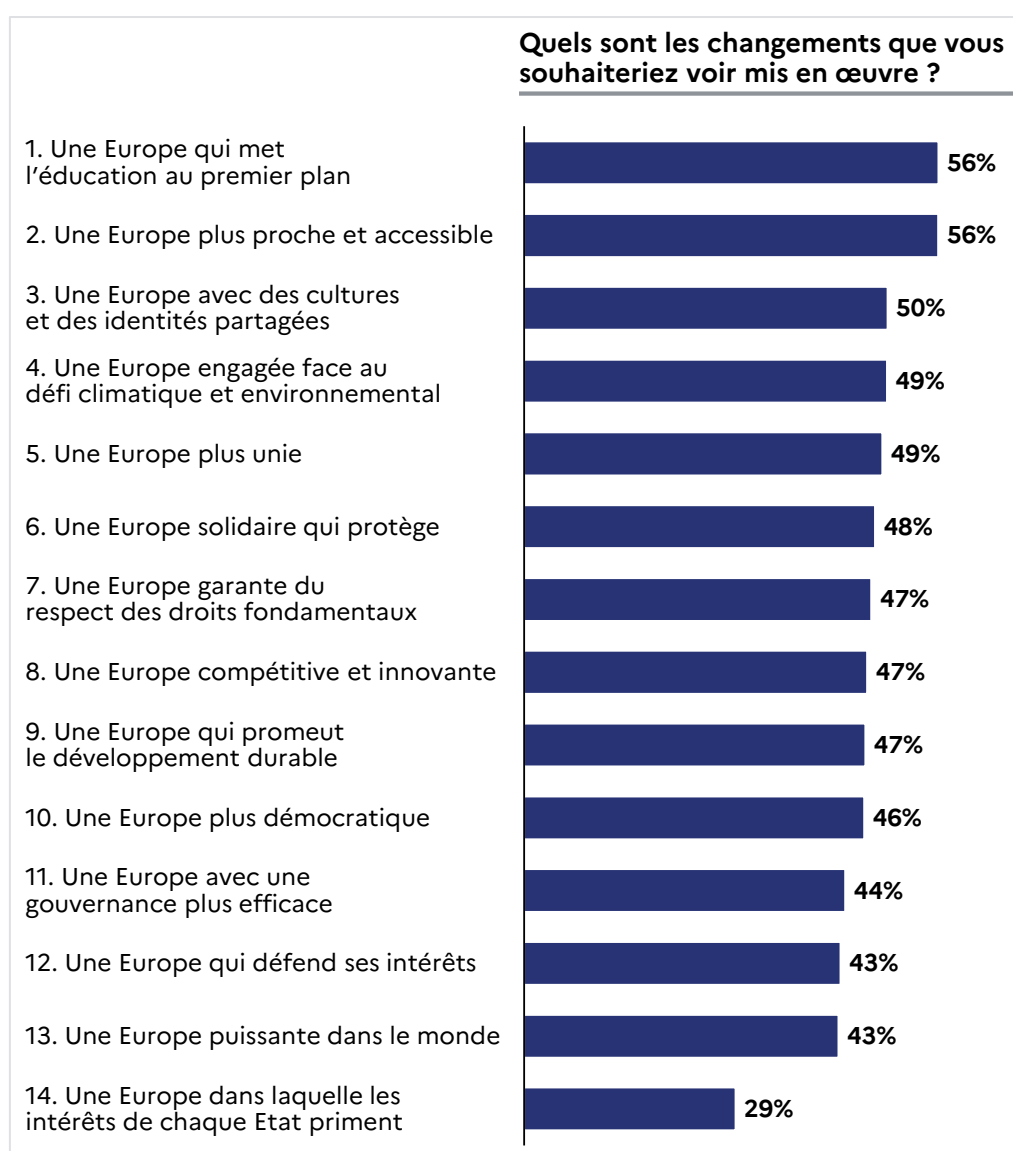
Dans les semaines qui ont séparé les conférences régionales et la conférence nationale, un travail de regroupement de 515 changements en groupes cohérents a été effectué par l'équipe projet. Tous les changements exprimés en région ont été soumis à une analyse lexicologique et rapprochés lorsque leur intention sous-jacente paraissait similaire ou proche, de manière à constituer pour la conférence nationale des groupes de travail ayant un souhait commun pour l'Europe. Finalement, **les changements identifiés en région ont été regroupés en 14 souhaits d'Europe distincts**.



a. Classement des 14 souhaits d'Europe

À l'issue de chaque conférence régionale, les citoyens participants ont voté pour exprimer leur soutien aux changements identifiés par les différents groupes de travail.

Sur la base des regroupements effectués en amont de la conférence nationale de synthèse, il est possible de déterminer – grâce aux votes sur les changements dans chaque région – les souhaits d'Europe ayant été les plus plébiscités par les citoyens. Ainsi, les souhaits « *une Europe qui met l'éducation au premier plan* » et « *une Europe plus proche et accessible* » ont été largement plébiscités, avec des changements soutenus en moyenne par 56% des citoyens lors des conférences régionales.



Classement des souhaits d'Europe par taux de popularité

b. Présentation des 14 changements prioritaires issus de la conférence nationale

Lors de la conférence nationale de synthèse, les 100 citoyens participants ont travaillé sur l'un des 14 groupes de souhaits établis. A l'issue des travaux, chaque groupe a sélectionné pour représenter son souhait d'Europe **un changement prioritaire à mettre en place d'ici 2035**. Ces 14 changements prioritaires ont ensuite été proposés au vote des 100 citoyens lors du dernier jour de la conférence nationale. Le résultat de ce vote est exposé ci-dessous, par ordre décroissant selon le nombre de voix obtenues pour chaque changement.

Le changement qui a obtenu le plus de vote des 100 citoyens de la conférence nationale est « *Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu* ».

14 changements clés pour l'Europe de 2035

- 1 Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu
- 2 Renforcer la défense et la sécurité communes de l'Union européenne
- 3 Favoriser la performance économique collective à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'Union européenne
- 4 Mettre en place un pouvoir citoyen à plusieurs échelons : participation, décision, contrôle
- 5 Tendre vers une fédération d'Etats d'Europe dotée de compétences fortes dans des domaines d'intérêt commun
- 6 Proposer des programmes d'échanges tout au long de la vie
- 7 Partager les cultures européennes par des manifestations et des événements fédérateurs
- 8 Harmoniser la santé et la rendre accessible à tous les Européens par une politique commune de santé
- 9 Développer et piloter au niveau européen les filières stratégiques pour assurer notre souveraineté
- 10 Améliorer la protection des milieux et des écosystèmes et créer des zones protégées au cœur des zones urbaines, périurbaines et rurales
- 11 Mettre en place des relais européens dans les territoires pour écouter et conseiller les citoyens
- 12 Unifier le mode d'élection du Parlement européen pour les vingt-sept Etats et améliorer la proximité des citoyens en remplaçant le scrutin actuel par un scrutin uninominal au niveau des régions
- 13 Définir une politique commune permettant d'améliorer l'accueil et l'intégration sociale et professionnelle des migrants (y compris des migrants en situation irrégulière)
- 14 Préserver les spécificités (labels alimentaires, productions artisanales, traditions) des différentes régions européennes, afin d'éviter l'uniformisation des modes de vie et d'assurer la traçabilité et la qualité des produits

Pour chaque changement prioritaire, les citoyens du groupe concerné ont donné une définition du changement, ont proposé des actions concrètes à mettre en œuvre pour sa réalisation et ont indiqué quels en étaient les critères de réussite à l'horizon 2035.

Changement 1 – Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu

Souhait d'Europe associé : Une Europe engagée face au défi climatique et environnemental

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : Développement des énergies renouvelables, baisse de la consommation d'énergie

Ce changement vise à encourager la diminution de la consommation d'énergie en Europe et le développement des énergies renouvelables. Sa priorisation par les citoyens transcrit leur volonté d'inscrire l'Europe et ses habitants dans une **démarche résolue** face au défi climatique et environnemental.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Ce changement se matérialise par le développement de **programmes de recherche** ambitieux sur les sources d'énergies renouvelables et le **déploiement de fonds d'investissement** européens prenant des participations directes dans des entreprises du secteur.

Pour les citoyens, ce changement serait couronné de succès si était mis en place des **objectifs contraignants** de baisse de la consommation d'énergie et d'**indicateurs clés de sobriété**, tels que la baisse du parc européen de voitures ou de la consommation de viande. L'ambition est également de réussir à établir des **quotas de consommation par secteur** tenant compte des fluctuations de consommation des entreprises et respectant la confidentialité de leurs données.

Changement 2 – Renforcer la défense et la sécurité communes de l'Union européenne

Souhait d'Europe associé : Une Europe puissante dans le monde

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : Armée européenne, autonomie stratégique

Ce changement répond à la volonté unanime des citoyens d'atteindre l'**autonomie** en matière de défense et de sécurité en Europe, afin de ne pas dépendre de puissances étrangères.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Le succès de ce changement se traduirait avant tout pour les citoyens par la nomination d'un **Commissaire européen** responsable de la défense et de la sécurité.

En matière de défense, la création d'une **armée permanente**, réactive et projetable partout dans le monde permettrait à l'Europe de protéger ses frontières et d'intervenir, le cas échéant, à la demande de pays tiers.

Sur le plan de la sécurité, l'Europe devrait aux yeux des citoyens garantir la **sécurité de ses approvisionnements** et protéger sa **recherche stratégique**, dans des secteurs prioritaires comme le secteur spatial, la cyber sécurité, le secteur médical ou encore l'environnement. Une meilleure **protection des frontières** extérieures devrait également permettre d'enrayer l'immigration illégale et les trafics.

Changement 3 – Favoriser la performance économique collective à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'Union européenne

Souhait d'Europe associé : Une Europe qui défend ses intérêts

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : *Préférence européenne, protection des savoir-faire, développement de champions européens*

Ce changement vise à atteindre trois objectifs : renforcer une politique de « **préférence européenne** » au sein de l'Union, garantir la **protection des biens et savoir-faire** essentiels, et créer des « **champions européens** ».

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

La réalisation de ces objectifs passe tout d'abord par la mise en œuvre d'une **politique de « préférence européenne »** dans le cadre des appels d'offres, et par l'instauration d'une **taxe carbone** sur les importations.

La protection des savoir-faire se traduirait par un contrôle accru des rachats et des investissements étrangers, et le développement d'aides à la **relocalisation**.

Enfin, la création de « champions européens » implique d'encourager les **alliances industrielles** européennes dans les secteurs stratégiques et de dynamiser l'investissement public en capital-risque.

La réussite de ce changement se matérialise pour les citoyens par le développement d'alliances industrielles européennes dans des secteurs clés, l'augmentation du nombre de relocalisations d'entreprises et l'amélioration de la balance commerciale.

Changement 4 – Mettre en place un pouvoir citoyen à plusieurs échelons : participation, décision, contrôle

Souhait d'Europe associé : Une Europe plus démocratique

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : augmentation de la participation électorale, baromètre de satisfaction européen, généralisation des consultations citoyennes

Par ce changement, les citoyens proposent de développer une « *expérience citoyenne complète* » pour les Européens, en augmentant leur **implication** à toutes les étapes des processus de décision. Il traduit la volonté des citoyens de **faire entendre leur voix** et d'influer sur les politiques publiques affectant leur quotidien.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Il s'agit principalement pour les citoyens de développer et de pérenniser les initiatives de participation citoyenne. Dans ce but, plusieurs leviers pourraient être mis en œuvre : la constitution d'une **chambre consultative permanente**, l'inscription du **pouvoir citoyen** dans les traités européens ou encore la création d'un **label** certifiant les lois ayant fait l'objet d'une consultation citoyenne.

La réussite de ce changement se manifesterait par la progression d'indicateurs comme la **participation électorale**, l'**intérêt** et la **confiance** exprimés en l'Union européenne ou encore la **fréquentation des sites internet européens**. L'augmentation du nombre de décisions prises après une consultation citoyenne et le recours accru aux **initiatives européennes citoyennes** (IEC) apparaissent également comme des marqueurs de réussite.

Changement 5 – Tendre vers une fédération d'Etats d'Europe dotée de compétences fortes dans des domaines d'intérêt commun

Souhait d'Europe associé : Une Europe plus unie

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : unification institutionnelle, président élu, renforcement des compétences de l'UE

Ce changement reflète l'ambition des citoyens d'**unifier** les institutions politiques européennes. Le modèle affiché est celui d'une fédération d'États avec l'objectif de **renforcer les compétences** partagées ou exclusives de l'Union européenne, sans néanmoins tendre vers un État fédéral.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Sur le plan interne, ce changement pourrait passer par le développement de la **participation citoyenne**, la création de **ministères de l'Europe** au sein des États membres et à plus long terme l'**élection** du président de la Commission européenne au **suffrage universel**.

Sur le plan externe, le renforcement de la voix européenne à l'étranger serait concrétisé par une **incarnation** à travers un **représentant unique de l'Europe** sur la scène internationale.

Cette fédération d'États bénéficierait également d'un **budget européen** accru, avec l'ambition d'atteindre 10% du PIB (contre 2% actuellement).

Changement 6 – Proposer des programmes d'échanges tout au long de la vie

Souhait d'Europe associé : Une Europe qui met l'éducation au premier plan

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : échanges scolaires, Erasmus

Largement plébiscité, ce changement traduit l'importance aux yeux des citoyens des rencontres et des expériences vécues à l'étranger, en tant que puissant ferment du sentiment européen. L'ambition fixée est de passer « d'une connaissance académique à une **approche vécue, expérimentée et sensible de l'Europe** » et de comprendre l'éducation au sens large comme la **formation tout au long de l'existence**.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

La réussite d'un tel changement tient essentiellement à la mise en place d'une **offre de mobilité élargie**, incluant entre autres les échanges scolaires, les jumelages, les voyages et la mobilité professionnelle. Pour les citoyens, cette offre doit être accessible à tous, en particulier aux personnes à faibles ressources ou en situation de handicap. Par exemple, le programme Erasmus pourrait concerner tous les Européens sans limites d'âge ou de ressources. Ces programmes doivent être imaginés comme **diversifiés, inclusifs et accessibles** avec des démarches administratives simplifiées.

Au-delà des mobilités, l'importance de **développer des passerelles entre systèmes éducatifs** (équivalences de diplômes, etc.) et de renforcer l'attractivité de l'Europe pour éviter la fuite des talents à l'étranger a également été mentionnée.

Changement 7 – Partager les cultures européennes par des manifestations et des événements fédérateurs

Souhait d'Europe associé : Une Europe avec des cultures et des identités partagées

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : festival européen, jour férié européen, exposition universelle de l'Europe

Ce changement ambitionne de **faire naître et vivre un esprit européen** par des expériences communes, des événements et des manifestations festives.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Les événements imaginés par les citoyens se veulent **ludiques, fédérateurs et populaires** pour être partagés par le plus grand nombre. Pour ce faire, ils devraient associer **tous les publics** (notamment enfants, public scolaire, jeunes et étudiants Erasmus) et prendre place dans **des lieux divers** (maisons de retraites, écoles, administrations publiques, prisons, etc.).

Deux événements en particulier ont été envisagés pour rassembler les Européens : une **exposition universelle de l'Europe** qui permettrait de représenter tous les États membres et une **refonte de la journée de l'Europe**, le 9 mai, qui comprendrait notamment un événement pédagogique pour « *que nous n'oublions pas la paix liée à l'Europe et ses valeurs* ». En parallèle, des représentants européens pourraient aller à la rencontre des écoliers du continent dans leurs établissements afin de renforcer la proximité et la compréhension de l'Europe des citoyens dès leur plus jeune âge.

Changement 8 – Harmoniser la santé et la rendre accessible à tous les Européens par une politique commune de santé

Souhait d'Europe associé : Une Europe solidaire qui protège

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : couverture santé universelle, harmonisation de la prise en charge, santé comme droit fondamental

Pour garantir l'accès à la santé pour tous les Européens et répondre au « *besoin de protection et de solidarité* », un **système de santé supranational** a été unanimement proposé. Celui-ci reposerait sur un financement équitable entre les États membres et s'inspirerait des meilleurs systèmes de l'Union. Un tel changement traduit la volonté des citoyens de voir l'Europe prendre un rôle plus actif dans la protection de ses habitants, en particulier dans le domaine de la santé où les actions jusqu'ici sont jugées trop timides.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Pour mettre en œuvre ce changement, le principe d'une **sécurité sociale universelle européenne** a été approuvé à la majorité. Les modalités de mise en œuvre de ce système n'ont néanmoins pas pu être tranchées. Si certains plaident pour « *une centralisation des données permettant aux personnels de santé [européens] d'accéder à l'ensemble des antécédents médicaux du patient* », d'autres perçoivent au contraire cette mesure comme « *une privation supplémentaire de liberté, et un système de contrôle* ».

La **transparence** et l'**harmonisation des exigences réglementaires** en la matière à l'échelle du continent, ainsi qu'un **plan européen de santé** ont néanmoins été identifiés comme des prérequis à toute transformation significative.

Changement 9 – Développer et piloter au niveau européen les filières stratégiques pour assurer notre souveraineté

Souhait d'Europe associé : Une Europe compétitive et innovante

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : *développement de champions européens, contrôle des investissements étrangers, autonomie numérique et énergétique*

Piloter à l'échelle européenne les secteurs jugés stratégiques comme la santé, l'alimentation, l'énergie, le numérique, la défense, le transport ou encore les nouveaux matériaux répond au **besoin de souveraineté** identifié par les citoyens. Ce pilotage permettrait de limiter la concurrence entre les entreprises européennes, de favoriser l'**émergence de champions continentaux** et de **réindustrialiser l'Europe** par le biais d'une préférence européenne.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Pour atteindre cette souveraineté, une **autorité européenne** pourrait être chargée de piloter ces secteurs en délivrant les autorisations de rachats d'entreprises européennes par des concurrents étrangers et en veillant à ce que les produits importés respectent les mêmes normes que la production de l'Union. À moyen terme, **30% à 50%** de la consommation européenne dans ces filières stratégiques devrait être **produite sur le continent** et jusqu'à **70%** à long terme. Respecter ces critères permettrait d'assurer l'**autosuffisance** et le **rayonnement**, voire l'**exportation** du modèle industriel européen.

Changement 10 – Améliorer la protection des milieux et des écosystèmes et créer des zones protégées au cœur des zones urbaines, périurbaines et rurales

Souhait d'Europe associé : Une Europe qui promeut le développement durable

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : *urbanisation plus respectueuse de l'environnement, respect et protection des sols*

L'objectif poursuivi est de **limiter l'impact négatif de l'urbanisation sur les sols**. Des actions fortes permettraient de **limiter les catastrophes** liées à la déstructuration des sols comme les glissements de terrain et d'**améliorer la qualité de vie en milieu urbain**, grâce notamment à la plantation d'arbres.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Il a été proposé d'agir à deux niveaux : tout d'abord, **inverser la tendance sur les nouvelles constructions** pour réduire le rythme d'imperméabilisations des sols, et d'autre part **favoriser la restauration des sols** pour « rendre à la nature ce qui lui appartient ».

Changement 11 – Mettre en place des relais européens dans les territoires pour écouter et conseiller les citoyens

Souhait d'Europe associé : Une Europe plus proche et accessible

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : *Maisons de l'Europe, référent Europe local, meilleur accès à l'information*

L'objectif de ce changement est d'apporter des réponses concrètes au **manque d'incarnation de l'Union européenne** dans la vie quotidienne, relevé par de nombreux participants, et d'œuvrer au rapprochement entre l'Europe et ses citoyens.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Pour remédier à cette distance entre l'UE et les citoyens, un **référent spécialisé** pourrait être nommé dans chaque mairie avec une mission d'écoute et de conseil auprès des citoyens. L'information fournie par ce relai pourrait être d'ordre socio-économique, notamment sur les accès aux aides européennes ou informative, par exemple sur le rôle des lobbys. Les informations dispensées seraient à la fois destinées au grand public et

aux professionnels, notamment pour conseiller les PME et aider les porteurs de projets à accéder aux fonds européens. À terme, ce changement pourrait aboutir à la création de **lieux dédiés à l'Europe**, similaires aux maisons de l'Europe existantes, mais à l'échelle communale permettant un maillage territorial fin.

La réussite de ce changement serait complète si chaque citoyen connaît « *comme une évidence* » l'existence de ce référent et de ce lieu de ressources dédiés à l'Europe qui apporteraient ressources, écoute, information et conseil.

Changement 12 – Unifier le mode d'élection du Parlement européen pour les vingt-sept Etats et améliorer la proximité des citoyens en remplaçant le scrutin actuel par un scrutin uninominal au niveau des régions

Souhait d'Europe associé : Une Europe avec une gouvernance plus efficace

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : *modification institutionnelle, suivi par les citoyens des actions tout au long du mandat*

Ce changement reflète le souhait des citoyens de renforcer leur **proximité avec les élus** et de suivre l'action de ces derniers tout au long de leur mandat. Il répond au constat largement partagé d'un manque de traduction des préoccupations des citoyens en actions concrètes par les représentants élus au Parlement européen.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Le changement du mode d'élection consisterait en une **unification du mode de scrutin** à l'échelle européenne et au passage de circonscriptions nationales à des circonscriptions régionales, estimé possible d'ici 2035.

Changement 13 – Définir une politique commune permettant d'améliorer l'accueil et l'intégration sociale et professionnelle des migrants (y compris des migrants en situation irrégulière)

Souhait d'Europe associé : Une Europe garante du respect des droits fondamentaux

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : *office migratoire européen, garantie d'un accueil décent dans toute l'Europe*

Ce changement vise à améliorer l'accueil des migrants au sein de l'Union européenne, problématique unanimement identifiée comme une **urgence** par les citoyens. En rupture avec la situation actuelle, l'instauration d'une **politique d'immigration commune, concertée et solidaire** apparaît comme un vecteur de paix majeur.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Le succès d'un tel changement se traduirait par la mise en œuvre progressive d'une politique commune en matière d'accueil des migrants.

Une **initiative citoyenne** devrait saisir la Commission, et permettre à moyen terme l'adoption d'une **norme commune** déterminant un cadre d'accueil et d'intégration sociale des migrants. À long terme, cette norme serait soutenue par la création d'un **office européen spécialisé sur l'immigration** et la reconnaissance de la politique migratoire comme compétence de l'Union européenne.

Changement 14 – Préserver les spécificités (labels alimentaires, productions artisanales, traditions) des différentes régions européennes, afin d'éviter l'uniformisation des modes de vie et d'assurer la traçabilité et la qualité des produits

Souhait d'Europe associé : Une Europe dans laquelle les intérêts de chaque Etat priment

Que recouvre ce changement ?

Mots-clés : labels européens, valorisation de la diversité des cultures et traditions

L'ambition affichée par ce changement est de préserver la **diversité des traditions et productions** européenne et d'**éviter l'uniformisation** des modes de vie, souvent évoquée comme une critique à l'égard de l'Union européenne.

Quels en sont les étapes clés et les critères de réussite ?

Pour les citoyens, il s'agit principalement de rendre plus accessible la base de données existante répertoriant les différents **labels européens et nationaux**. Pour ce faire, la création d'un site internet en « *trois clics* » est proposée : un clic pour accéder au site, un deuxième pour afficher une carte des régions de l'Union européenne et un dernier pour faire apparaître la description des labels de chaque région.

Le succès de ce changement consisterait en une **communication** renforcée autour des réalisations existantes, résultant en une meilleure **connaissance** de la part des citoyens de la diversité des cultures européennes.

2. Comment les citoyens perçoivent-ils l'Europe aujourd'hui ?

Lors des 18 conférences régionales, les citoyens tirés au sort ont dans un premier temps été invités à se prononcer sur leur ressenti et leur représentation de l'Europe en répondant à deux questions : « **Selon vous, qu'est-ce qui marche en Europe ? Et, au contraire, qu'est-ce que qui selon vous ne marche pas en Europe ?** » Cette synthèse reflète les points clés issus des réponses à ces questions.

Il est intéressant de noter que les points de vue des citoyens sur « ce qui marche en Europe » ont tendance à converger, tandis que les expressions sur ce qui marche moins bien sont plus disparates voire parfois en contradiction (notamment entre ceux souhaitant plus ou moins d'intervention européenne).

L'analyse des synthèses des 18 conférences ne fait pas apparaître de spécificités régionales significatives, à l'exception d'un sentiment de faible prise en compte dans le projet européen des territoires ultramarins.

Ce qui fonctionne en Europe

Des valeurs partagées comme essence de l'Europe

La paix et l'esprit de solidarité, historiquement au cœur de la construction européenne, sont pour de nombreux participants « *l'une des principales réussites de l'Europe* ». Les citoyens y voient un pilier de l'Europe qui demeure essentiel aujourd'hui. Ils l'illustrent notamment au travers l'exemple de la solidarité des pays européens face aux incendies de l'été dernier en Grèce ou encore celui de la mobilisation collective des Européens lors de la crise sanitaire. Le rôle et la place des institutions européennes sont notamment vus comme des garanties efficaces pour « *amener l'Europe vers le haut* ».

Les normes, les outils et les réglementations européennes au service de l'individu

Une majorité de participants perçoit positivement le cadre protecteur offert par la réglementation européenne, notamment par le biais des labels qualité, du règlement général de protection des données (RGPD) ou encore des normes commerciales et environnementales. Ce cadre est jugé utile et efficace pour protéger les individus. La monnaie commune est également citée en exemple par une grande partie des participants, vécue à la fois comme un symbole fort de l'unité et du destin commun des Européens et comme un outil de simplification de la vie quotidienne.

Une Europe qui porte le multiculturalisme et l'échange en son cœur

La libre circulation des biens, des personnes et des services est vue par une large majorité des citoyens comme l'une des pierres angulaires de la construction européenne. Cette mobilité s'incarne notamment au travers des accords de Schengen, des programmes tels

qu'Erasmus ou encore des jumelages entre villes européennes. Cette intensification des échanges entre les populations permettant de développer un sentiment d'appartenance a été plusieurs fois énoncée comme allant de pair avec la nécessité de préserver le multiculturalisme et la diversité des identités européennes.

Un participant de la conférence régionale de Nouvelle-Aquitaine résume l'impact de ces programmes d'ouverture en ces termes : « *Pour les jeunes, c'est évident qu'on est européen : on a voyagé, on parle plusieurs langues [...]. Je me sens partout chez moi en Europe* ».

Des alliances stratégiques aux dispositifs d'aides financières : un système européen robuste pour toutes et tous

La coopération entre les pays et la mise en place d'aides financières de l'UE sont deux aspects positifs que de nombreux participants ont relevé comme propices au développement du continent. Les citoyens ont évoqué plusieurs programmes communautaires comme l'ESA (agence spatiale européenne), des coopérations scientifiques et industrielles (Airbus, le CERN), ou encore la PAC (politique agricole commune). Les citoyens considèrent que face à l'essor des « grands projets », les territoires ne sont pas pour autant oubliés grâce aux possibilités de recourir à des subventions pour accompagner une activité et/ou des investissements d'infrastructures (routes, équipements, accès au numérique par exemple).

Ce qui ne fonctionne pas en Europe

Entre complexité des institutions et intérêts nationaux divergents : une gouvernance européenne mise à mal

Pour certains participants, l'Europe est traversée par des égoïsmes nationaux et un mode de fonctionnement complexe qui rend la prise de décision européenne très opaque. Les citoyens déplorent le « *millefeuille administratif* » de l'Europe qui lui donnerait un « *caractère occulte et non incarné.* » La question du mode de prise de décision au sein de l'Union européenne apparaît également comme un point majeur de frustration, le principe du vote à l'unanimité étant jugé trop bloquant par de nombreux citoyens.

Le nombre important d'États membres, entraînant des difficultés à se mettre d'accord collectivement, est ressorti comme une faiblesse face aux autres grandes puissances : « *Ils ont un seul chef, nous, vingt-sept!* ». Cette situation a également été ressentie comme dommageable pour la construction d'un sentiment d'appartenance : « *Je me sens européen à douze, mais pas à vingt-sept* », car « *trop de membres peuvent diluer l'appartenance* ».

Certains citoyens estiment également que le rapport entre les institutions est déséquilibré, donnant trop de pouvoir à la Commission européenne par rapport au Parlement européen, perçu par les citoyens comme l'institution la plus démocratique.

Un équilibre à trouver entre valeurs européennes, souveraineté nationale et prise en compte des spécificités locales

La crainte d'une perte d'identité, qu'elle soit nationale ou locale, ainsi que la déconnexion entre l'Europe et les problématiques des territoires, particulièrement soulignée en outre-mer, sont des points de vigilance ou d'insatisfaction forts qui sont ressortis des échanges.

La non-prise en compte des spécificités des territoires ultramarins a été mentionnée dans les cinq conférences régionales concernées. Par exemple, la quasi-absence de représentants ultramarins au Parlement européen a été perçue comme un frein à la construction d'un sentiment d'appartenance dans des territoires ayant pourtant « *un lien de plusieurs siècles avec l'Europe* ».

Le rôle de la monnaie unique a également été évoqué. Selon certains participants, l'euro supprime la possibilité d'une politique monétaire indépendante, limitant la souveraineté des États. La question de la souveraineté est d'ailleurs considérée par de nombreux citoyens comme un impératif fort pour que chaque pays puisse préserver son identité.

Un système européen jugé déséquilibré d'un côté et insuffisant de l'autre

De nombreux participants ont remis en question l'utilité et la qualité des normes et réglementations européennes. La politique agricole commune (PAC) par exemple n'est pas jugée suffisamment égalitaire entre les pays étant donné qu'elle « *n'octroie pas les aides correctement et subventionne une agriculture très intensive et polluante* ». Selon les participants, le marché européen organiserait une concurrence interne entre les pays membres à l'instar des « *camions qui viennent de Pologne* », perçus comme de « *la concurrence déloyale à l'égard des citoyens français* ». Le « *manque de retour sur investissement de la France, qui est un gros fournisseur financier de l'Union européenne* » est également perçu comme injuste par certains citoyens.

En parallèle, les participants ont également souligné un manque de consensus entre les pays membres sur plusieurs sujets clés. Les divergences concernant le respect des droits de l'Homme, la protection de l'environnement, la fiscalité, l'armement ou encore la politique migratoire sont à leurs yeux des exemples du manque d'harmonisation entre les États. Toutefois, cette volonté d'harmonisation ne fait pas l'unanimité au sein des participants, certains percevant l'Europe comme « *trop moralisatrice* ».

Un système économique et monétaire fragile tant sur la scène européenne qu'à l'international

La fragilité de l'Europe dans le domaine économique et financier se traduit pour les participants par le sentiment d'un manque de compétitivité par rapport aux autres grandes puissances économiques. Ainsi, une citoyenne du Grand Est partage son « *impression d'être bouffée par les grandes puissances* ». Cette faiblesse est notamment expliquée par l'absence d'une « *Silicon Valley européenne* », avec en toile de fond le sentiment que la recherche n'est pas suffisamment valorisée et financée en Europe.

Certains participants ont déploré une politique économique trop libérale, caractérisée par une course au rendement et une dépendance économique à l'égard d'autres pays dans des secteurs stratégiques (santé, énergie), produisant une concurrence entre les travailleurs, notamment par le biais des travailleurs détachés.

Le manque de communication et de transparence

Un élément s'est révélé récurrent dans les discussions en région : le manque de visibilité sur l'action de l'Union européenne et sur ce qu'elle finance, les États s'attribuant souvent les louanges de ses actions à sa place. L'origine de ce problème de communication est souvent attribuée à l'Europe elle-même : « *L'Union européenne n'a pas un bon service de marketing* ».

À ce manque de visibilité s'ajoute le mauvais traitement médiatique des sujets liés à l'Union européenne. Les participants relèvent le paradoxe d'une Europe « *hyperprésente* » dans la vie des citoyens, « *sans qu'ils s'en rendent compte* ». De nombreux citoyens évoquent aussi le manque de transparence de l'Europe sur la question des lobbys et leur influence sur les décisions européennes.

Par ailleurs, les normes et les financements européens sont peu compris de nombreux citoyens, du fait de « *montages complexes* » et « *peu vulgarisés* ».

Les citoyens témoignent d'une impression de n'entendre parler de l'Union européenne que tous les six ans, lors des élections des députés européens, « *qui sont d'ailleurs méconnus de la population* ».

3. Quelle Europe souhaitée en 2035 ?

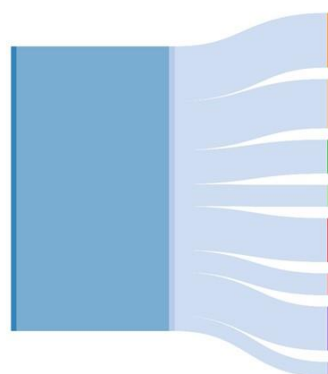
Après avoir partagé leur perception actuelle de l'Europe, les citoyens des dix-huit conférences régionales ont exprimé individuellement puis en groupe leurs souhaits pour l'Europe de 2035. Entre 3 et 8 groupes de souhaits ont ainsi émergé dans chaque région, permettant d'aboutir à un total de **101 Europe souhaitées au niveau national**. Pour chacun de ces souhaits, les citoyens ont formulé les changements qu'ils jugeaient nécessaires pour atteindre l'Europe souhaitée, puis les ont illustrés par des actions concrètes à mettre en œuvre. Ce processus a permis de générer un total de **515 changements** et **1301 actions concrètes** dans les dix-huit régions.

Entre les conférences régionales et la conférence nationale, un travail de regroupement de ces 515 changements en groupes cohérents a été effectué. Les changements exprimés en région ont été analysés et rapprochés lorsque leur intention sous-jacente apparaissait similaire ou proche, de manière à constituer des groupes de changements ayant un souhait commun pour l'Europe. Un travail d'analyse lexicologique est également venu appuyer cet ordonnancement en groupes cohérents, permettant de confirmer ou infirmer leur positionnement dans un groupe ou un autre. Finalement, **les changements identifiés en région ont pu être regroupés dans 14 souhaits d'Europe distincts**.

Ce choix méthodologique a permis de conserver l'ensemble de la matière issue des travaux des conférences régionales tout en facilitant, par le regroupement en 14 grands souhaits, les travaux de la conférence nationale de synthèse.

FORMATION DES GROUPES DE SOUHAITS

Conférences régionales :
- 101 souhaits d'Europe
- 515 changements



Conférence nationale de synthèse :
- 14 souhaits d'Europe
- 515 changements

Ordonnancement en
groupes cohérents

a. Présentation des 14 souhaits pour l'Europe issus des conférences régionales

Les souhaits d'Europe sont présentés ici du plus plébiscité (« *Une Europe qui met l'éducation au premier plan* »), au moins plébiscité (« *Une Europe dans les intérêts de chaque État priment* »). Ce classement a été réalisé sur la base de la moyenne des votes favorables exprimés à la fin de chaque conférence régionale. Ces votes ont été exprimés par les citoyens en réponse à la question « Parmi les changements exprimés, quels sont ceux que vous souhaiteriez le plus voir mis en œuvre ? » (cf. partie 9.)

1. Une Europe qui met l'éducation au premier plan

Ce souhait d'Europe regroupe les changements énoncés par les citoyens pendant les conférences régionales ayant trait à une **Europe plus présente, voire interventionniste, sur les plans de l'éducation et de la recherche**. À cet égard y figurent par exemple des changements tels qu'*Une éducation européenne, Harmoniser les compétences professionnelles pour faciliter la mobilité et l'insertion dans toute l'Europe* et *Investir massivement dans la recherche à l'échelle européenne*.

Les participants aux conférences régionales ont formulé au total 20 changements pour la mise en œuvre de ce souhait. Ceux-ci visent notamment à une **harmonisation des systèmes éducatifs européens** ou à utiliser **l'éducation comme un vecteur de développement grâce à des moyens accrus pour les écoles, la formation, l'apprentissage et la recherche**. Les citoyens proposent ainsi de développer les moyens financiers et humains permettant de faire bénéficier à l'ensemble de la société européenne les investissements dans l'éducation, par ruissellement et transfert dans le tissu économique et social. Au travers de ces changements, les citoyens se sont par ailleurs exprimés en faveur d'un système éducatif dont l'exemplarité permettrait à l'Europe de partager à travers le monde ses valeurs et de rayonner culturellement grâce à un pouvoir d'influence (*soft power*) européen.

2. Une Europe plus proche et plus accessible

Le souhait « *Une Europe plus proche et accessible* » est issu de la fusion de deux souhaits d'Europe exprimés en Guyane et en Guadeloupe intitulés « Une Europe plus proche du citoyen et plus communicante » et « Pour une Europe (...) plus proche des citoyens ». Les citoyens de ces deux régions ont fait le vœu — partagé dans d'autres conférences métropolitaines — d'une **meilleure communication de l'Europe envers ses citoyens** et d'une **Europe plus accessible lorsqu'elle est sollicitée par les Européens**.

Aussi, les citoyens ont énoncé le souhait que se développe un **lien de proximité durable entre l'Europe et ses habitants**, grâce à une communication sur les réseaux sociaux, dans les journaux télévisés ou dans la presse papier. Plus généralement, ils souhaitent que l'Europe ait une **communication active** envers les citoyens. Il ne s'agit plus seulement de mettre l'information à la disposition de chacun, mais de la transmettre effectivement en l'insérant directement dans la vie quotidienne des citoyens. À cet égard, nous retrouvons dans ce groupe de souhait les changements suivants : *Créer un média d'information et de découverte couvrant tous les pays de l'Union, Rendre lisibles le fonctionnement et l'utilité de l'Europe et Renforcer l'information et la formation du citoyen, des acteurs et des opérateurs sur l'Europe.*

Les citoyens proposent que l'Europe communique sur ses actions, son fonctionnement et ses projets de long terme, grâce à un renforcement de l'information et de la formation. Surtout, au-delà de l'accessibilité et de la proximité de l'information, ils demandent une **simplification et une vulgarisation des actions et du fonctionnement de l'Union pour une meilleure accessibilité et une meilleure compréhension**.

3. Une Europe avec des cultures et des identités partagées

Des citoyens de nombreuses régions, dont l'Île-de-France, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Bourgogne-Franche-Comté, ont partagé le souhait que l'Europe approfondisse sa culture commune. Ils ont formulé en conséquence des changements visant au développement d'un **plus fort sentiment d'appartenance européenne à travers un système de valeurs, une histoire et un futur commun**. Ils émettent le souhait que l'Europe dépasse les spécificités locales et nationales en créant une identité partagée, sans pour autant gommer la diversité européenne ou la voir disparaître dans cette culture commune.

Les participants des conférences régionales ambitionnent notamment de **choisir une langue européenne commune** en plus de la langue maternelle de chaque citoyen européen, de **généraliser les échanges scolaires** et plus généralement de favoriser la mobilité des Européens à travers le continent. Ils souhaitent également que tout citoyen

s'approprie les **symboles européens** tels que le drapeau, le logo, l'hymne, la devise et la journée de l'Europe pour favoriser la construction d'une identité européenne.

En définitive, les citoyens insistent sur le partage des cultures et des identités pour que les Européens se sentent avant tout européens et surtout « *unis dans la diversité* ».

4. Une Europe engagée face au défi climatique et environnemental

Le souhait « *Une Europe engagée face au défi climatique et environnemental* » est issu des changements des conférences régionales identifiant la **lutte contre le réchauffement climatique comme l'élément central de toute politique européenne**. Les participants énoncent notamment les changements suivants : *Privilégier et promouvoir l'économie circulaire, Développer l'Europe des circuits courts et Réinventer une agriculture locale et vivrière*. Les citoyens appellent les Européens à une *prise de conscience des enjeux écologiques, pour changer les comportements, et à sensibiliser et former les citoyens à l'urgence écologique*.

Les changements liés à ce souhait visent donc une réflexion sur l'**inclusion systématique de la question de l'urgence environnementale dans les politiques agricoles, éducatives, énergétiques, mais également dans la gestion et la production de déchets, l'alimentation ou les transports**, etc. En définitive, les citoyens demandent une réduction globale de l'impact écologique des Européens, voire pour certains une décroissance de la consommation européenne qui limiterait l'influence humaine sur l'environnement.

Ce souhait regroupe 61 changements identifiés pendant les conférences régionales, ce qui en fait le souhait d'Europe le plus souscrit au regard du nombre de changements.

5. Une Europe plus unie

Ce souhait d'Europe regroupe les changements ayant trait à une volonté d'**Europe plus fédérale et harmonisée**. Les citoyens proposent ainsi d'*Unifier les États européens autour d'un gouvernement fédéral, de Faire de la politique extérieure une compétence exclusive de l'Union européenne, voire de Transférer la souveraineté nationale au profit de la souveraineté européenne*. Beaucoup de ces changements visent à créer un gouvernement européen et à instaurer un représentant unique de l'Union européenne à l'international. Ce gouvernement européen interviendrait en complément des

gouvernements européens, voire en remplacement de ces derniers sur certains thèmes jugés nécessaires d'être pilotés à l'échelle de l'Union.

En parallèle de cette **gouvernance centralisée**, les citoyens souhaitent une plus forte harmonisation des normes économiques entre les pays européens, mais également leur application systématique aux produits entrant sur le territoire européen. Beaucoup de changements vont ainsi dans le sens d'un **accroissement des compétences de l'Union européenne, notamment sur les plans diplomatique, économique ou militaire**.

6. Une Europe solidaire qui protège

Le souhait « *L'Europe solidaire qui protège* » est inspiré des souhaits régionaux « *Une Europe plus fraternelle et plus solidaire* » (Auvergne-Rhône-Alpes) et « *Une Europe humaine et solidaire* » (Pays de la Loire). Ce souhait d'Europe regroupe les changements visant à une **amélioration globale du niveau de vie et une réduction des inégalités entre les citoyens européens**. Les citoyens proposent en ce sens des changements tels qu'*Abroger le travail détaché pour davantage d'égalité entre les travailleurs, Une Europe qui réduit les inégalités ou Pauvreté réduite*.

Ce souhait regroupe également les changements dont l'objectif est de construire une **protection sociale européenne** conjuguée à une harmonisation des lois fiscales et sociales. Les citoyens souhaitent à la fois une plus grande équité entre les habitants d'un même pays, mais également entre tous les habitants des pays européens. La *mise en place d'un revenu universel minimum, d'un salaire minimum* indexé sur le niveau de vie et plus généralement d'une *harmonisation des droits sociaux* font partie des changements fréquemment cités par les citoyens des conférences régionales pour réaliser cette « Europe solidaire qui protège ».

7. Une Europe garante du respect des droits fondamentaux

Le souhait « *Une Europe garante du respect des droits fondamentaux* » est construit à partir de trois souhaits exprimés en région : *Une Europe respectueuse des droits fondamentaux* (Bretagne), *Une Europe des droits, des devoirs et de l'équité* (Bourgogne-Franche-Comté) et *Droits humains et économiques dans l'Union européenne* (Île-de-France). Dans ces trois régions, les citoyens ont proposé des changements visant une

meilleure protection des droits de l'Homme, une lutte contre toutes les formes de discrimination et une **solidarité à l'égard des migrants et des demandeurs d'asile**.

Les citoyens des conférences régionales ont insisté sur la nécessité de **mieux protéger les habitants européens et les étrangers** sur le territoire européen, en particulier en lien avec les violences faites aux femmes. Ils identifient à cet égard deux leviers principaux : une meilleure éducation sur les valeurs européennes et une prévention active de l'Union européenne. Parallèlement, ils souhaitent développer la mixité des citoyens européens issus de milieux sociaux différents, au travers de rencontres et d'échanges dans chaque pays et à l'échelle européenne.

Par ailleurs, il ressort des conférences régionales le souhait d'une **égalité entre tous les citoyens, européens ou étrangers**, avec une lutte accrue de tous les États de l'Union européenne contre les discriminations, notamment à l'égard des femmes, des migrants et des minorités. L'ambition serait d'atteindre une égalité de traitement et une égalité d'opportunité pour tous les habitants de l'Europe.

Enfin, le sujet de l'accueil des migrants et demandeurs d'asile ainsi que la nécessaire solidarité de l'Union européenne à leur égard fut régulièrement abordée : près d'une dizaine de changements y font ainsi référence parmi le total des 29 changements de ce souhait d'Europe. À titre d'exemple, les citoyens ont proposé d'*Européaniser la politique d'accueil et d'asile*, de *Mettre en place une politique commune et humaniste de l'accueil des migrants*, ou encore d'*Améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des migrants*.

8. Une Europe compétitive et innovante

Le souhait « *Une Europe compétitive et innovante* » est issu du regroupement des changements formulés lors des conférences régionales demandant une **Europe plus ambitieuse sur le plan économique**. Les citoyens proposent ainsi un **nouveau modèle économique axé sur la recherche et le transfert des innovations vers le secteur industriel**. Ce modèle, dans lequel les États jouent un rôle interventionniste avec un soutien aux entreprises européennes dans les secteurs jugés stratégiques, offrirait selon les participants aux citoyens européens un plein emploi et une amélioration globale du niveau de vie. Les citoyens souhaitent ainsi *Une réindustrialisation ciblée*, la *Création de champions européens* et des investissements dans la recherche (*Sécuriser les grands programmes de recherche et de développement et les piloter jusqu'à l'industrialisation*, *Renforcer l'Europe de la recherche* et *Garder nos cerveaux et en faire venir d'autres*).

Surtout, les citoyens souhaitent que ce modèle soit développé dans le respect des valeurs européennes, de l'environnement, des droits de l'homme et des avancées sociales, permettant ainsi à l'Europe de rayonner par son exemplarité face aux autres puissances mondiales et de promouvoir ces valeurs à travers le monde.

Enfin, les citoyens ont formulé de nombreux changements en faveur d'une souveraineté voire d'une autosuffisance de l'Europe dans certains secteurs clés : alimentation, santé, énergie, agriculture.

9. Une Europe qui promeut le développement durable

Ce souhait d'Europe regroupe les changements identifiés par les citoyens des conférences régionales visant un **juste équilibre entre les aspects économique, social et écologique dans les politiques européennes**. Le respect de l'environnement est un élément majeur de ce souhait d'Europe, mais pour les participants celui-ci ne doit pas se faire au détriment de l'économie et du social. En ce sens, ce souhait d'Europe se différencie du souhait « *Une l'Europe engagée face au défi climatique et environnemental* ». Il s'agit d'un **souhait transversal dont les changements ont trait à l'agriculture, aux transports, à la production de déchets ou encore à la protection du vivant**.

Sur le plan agricole, les citoyens souhaitent agir en faveur du développement durable en *Relocalisant l'agriculture*, ou en *Favorisant une agriculture raisonnée*. Une réforme de la politique agricole commune (PAC) est demandée par les citoyens de nombreuses régions afin que la qualité de la production soit favorisée (par opposition à la quantité produite) et que les subventions soient utilisées comme des outils encourageant le développement de bonnes pratiques.

Sur le plan des transports, les citoyens proposent de réduire l'impact nocif des mobilités humaines sur la planète par le développement de mobilités douces et moins polluantes. Les changements suivants ont ainsi été proposés pendant les conférences régionales : *Relancer le fret ferroviaire*, *Aménagement urbain en faveur du développement des modes actifs et doux* ou encore *Mettre en place un réseau transeuropéen vertueux*.

Les citoyens demandent également que l'Europe agisse pour limiter la production de déchets à travers des actions ciblées envers les consommateurs et les industriels : *Arrêter la surconsommation et la surproduction de déchets et maîtriser les décharges sauvages*,

Mieux informer le consommateur pour le responsabiliser et le protéger et Mettre en place une stratégie européenne de gestion des déchets et de l'environnement.

Enfin, les changements de ce groupe de souhait vont dans le sens d'une politique environnementale ambitieuse, respectueuse du vivant et permettant la réduction de l'impact carbone de l'activité humaine.

10. Une Europe plus démocratique

Le groupe de souhaits « *Une Europe plus démocratique* » est notamment issu de deux souhaits des conférences régionales en Île-de-France et en Occitanie : *Une Europe démocratique et citoyenne* et *Une Union européenne plus démocratique*. Il inclut tous les changements visant à **faire intervenir davantage les citoyens dans la prise de décision européenne**. La participation citoyenne est ainsi plébiscitée dans près d'une dizaine de régions comme un moyen de rendre l'Europe plus démocratique. Les citoyens ont formulé des changements tels que *Transformer la participation citoyenne*, *Plus de démocratie participative*, ou encore *Rendre obligatoires les participations citoyennes et mettre en œuvre les propositions retenues*.

Les citoyens souhaitent par ailleurs que l'Europe se réforme en faveur d'une **démocratie plus directe et aboutie à travers une inclusion fréquente, voire systématique, des citoyens dans les processus de décision**. Ils proposent ainsi une plus fréquente utilisation des outils de consultation citoyenne. Certains participants demandent également que soit mis en place un pouvoir citoyen central dont le rôle serait de contrôler les actions des dirigeants européens.

Enfin, de nombreux changements visent à accroître la légitimité des élus et des représentants politiques européens. Le rôle et la légitimité des députés européens en particulier ont fréquemment été interrogés par les citoyens. Pour y répondre, les participants souhaitent que les modalités d'élection des membres du Parlement européen soient réformées, et que des mesures soient prises pour limiter l'influence d'acteurs extérieurs sur ces élus durant leur mandat.

11. Une Europe avec une gouvernance plus efficace

Ce souhait d'Europe regroupe les changements identifiés par les citoyens des conférences régionales visant une **réforme profonde des institutions voire la création d'un nouveau modèle institutionnel européen**. Dans de nombreuses régions, les citoyens proposent de faire évoluer les modalités de prise de décision au niveau européen en passant du vote à l'unanimité à un vote à la majorité qualifiée dans un nombre accru de cas. Les citoyens de la région PACA identifient notamment ce dernier levier comme un moyen de gagner en efficacité au niveau européen.

Plus généralement, les citoyens ayant formulé ce souhait souhaitent transférer **davantage de compétences** à l'Union européenne avec par exemple des changements tels qu'*Un accroissement des prérogatives du Parlement européen* ou *Renforcer les compétences de l'Union européenne, et en intégrer de nouvelles*. Les compétences à transférer à l'Union européenne visées par les citoyens sont notamment la diplomatie, l'environnement ou la santé qu'ils estiment nécessaire de mutualiser pour développer une stratégie commune. Pour les participants, cette mutualisation des compétences pourrait être progressive et concerner un nombre restreint de pays dans un premier temps pour ne pas freiner sa mise en place.

Enfin, la maîtrise des lobbys et de leur influence sur les députés et décideurs européens fait partie des changements fréquemment demandés par les citoyens des conférences régionales (*Une stratégie européenne de moralisation des lobbys, Se détacher des lobbys, Contrôler et limiter le lobbying, Lutter contre les lobbys industriels et groupes d'intérêt, ou encore Créer un parquet européen des lobbys*).

12. Une Europe qui défend ses intérêts

Les citoyens des conférences régionales ont formulé au total 39 changements ayant pour objectif commun la défense des Européens et de leurs intérêts. Ils souhaitent en particulier que soit développé un **protectionnisme économique couplé à une amélioration globale de la sécurité sur le continent et une plus grande puissance diplomatique**.

Le protectionnisme économique est exprimé notamment par les changements suivants : *Permettre et promouvoir l'émergence de champions européens, Protectionnisme européen, ou Protéger les consortiums européens.* Ce protectionnisme doit permettre de donner à l'Europe les armes pour se défendre face à la mondialisation et aux autres puissances et lui donner une plus grande autonomie économique grâce à une réduction des importations.

Les citoyens des conférences régionales énoncent par ailleurs le besoin de développer une **politique migratoire commune** à l'échelle de l'Union pour faire face à *l'immigration incontrôlée et maîtriser les flux.* Cette gestion commune de l'immigration doit aller de pair avec le déploiement d'une politique de sécurité commune au niveau européen, passant notamment par un renforcement de la coopération – voire une mutualisation des moyens – dans le domaine de la sécurité et la création d'une agence européenne de sécurité intérieure.

Les changements du souhait « *Une Europe qui défend ses intérêts* » portant la sécurité doivent être différenciés des changements en faveur d'une armée européenne commune, regroupés pour leur part dans le souhait « *Une Europe puissante dans le monde* ». La sécurité visée par les citoyens du groupe « *Une Europe qui défend ses intérêts* » est davantage intérieure à l'Europe tandis que la création d'une armée européenne relève de la politique extérieure de l'Union européenne.

13. Une Europe puissante dans le monde

Dans près d'une quinzaine de régions, les citoyens ont développé le souhait d'une *Europe puissante* sur la scène internationale, ce qui en fait l'un des souhaits les plus plébiscités au niveau national. Les citoyens ont en particulier exprimé leur souhait de **progresser vers une force de défense commune à travers la création d'une armée européenne et le développement d'une politique militaire européenne unie.**

Cette défense commune, indépendante de l'OTAN, s'inscrit dans la volonté citoyenne de tendre vers plus d'**autonomie**. Pour les participants, l'Union européenne doit ainsi devenir une puissance militaire souveraine et crédible face aux autres puissances mondiales.

En parallèle, les citoyens des conférences régionales souhaitent **Une Union européenne qui pèse diplomatiquement et qui parle d'une seule voix.** Aussi l'Europe doit-elle disposer d'un *Représentant unique pour la diplomatie étrangère* pour avoir plus de poids dans les relations internationales et permettre d'*être lisible à l'intérieur comme à l'extérieur.* Le manque d'unicité de la politique diplomatique européenne est ainsi

dénoncé dans de nombreuses régions comme nuisant à la volonté de puissance de l'Europe.

14. Une Europe dans laquelle les intérêts de chaque État priment

Bien que minoritaires, dans cinq régions, des citoyens ont travaillé sur des souhaits d'Europe visant une **plus grande considération des intérêts des États dans les prises de décision européennes**, voire *Une sortie sereine [de la France] de l'Union européenne*. 15 changements ont été proposés en ce sens.

Les groupes de souhaits « *Une Europe dans laquelle les intérêts de chaque État priment* » et « *Une Europe qui défend ses intérêts* » se distinguent par une volonté opposée d'intégration européenne. Le premier compile des changements dont l'intention sous-jacente est de limiter l'intégration européenne, tandis que le second souhaite regrouper des changements en faveur d'une intégration européenne plus forte.

Les citoyens du souhait « *Une Europe dans laquelle les intérêts de chaque État priment* » appellent à une réflexion sur le fonctionnement actuel de l'Union européenne. Ils dénoncent le nombre trop important d'États qui empêche les prises de décision et proposent ainsi une *Coopération politique, diplomatique et militaire renforcée autour d'un noyau dur d'États* et un *Moratoire sur l'élargissement de l'UE tant qu'il n'y a pas de projet politique cohérent abouti*. Cette réduction du nombre d'États décisionnaires permettrait selon eux de mieux prendre en compte les intérêts des États fondateurs permettant à leurs citoyens d'avoir un poids plus important au niveau européen.

Les citoyens de ce groupe s'expriment par ailleurs en faveur d'une prépondérance des intérêts de la France avec *Une consécration de la constitution française comme norme suprême*. L'Union européenne serait ainsi une **Europe des États, dans laquelle chaque pays serait libre de choisir les compétences qu'ils souhaitent mutualiser ou conserver**. Le changement des Hauts-de-France suivant illustre ce principe : *Faire échapper un plus grand nombre de domaines aux principes de libre circulation et aux règles de libre-échange selon les intérêts des États et de la volonté des citoyens*. Le projet européen devrait ainsi mieux **respecter les identités et spécificités locales pour prendre davantage en compte les besoins des citoyens et ne pas leur imposer des normes éloignées**.

b. Popularité des souhaits d'Europe

À l'issue de chaque conférence régionale, les citoyens ont été invités à voter sur les changements identifiés par l'ensemble des groupes de travail. Lors du premier vote, les citoyens tirés au sort devaient répondre à la question « **Quels sont les changements que vous souhaiteriez voir mis en place ?** ». Les participants avaient la possibilité de voter pour autant de changements qu'ils le souhaitaient. Les résultats furent présentés en nombre de votes reçus en valeur absolue, puis en pourcentage des votes exprimés.

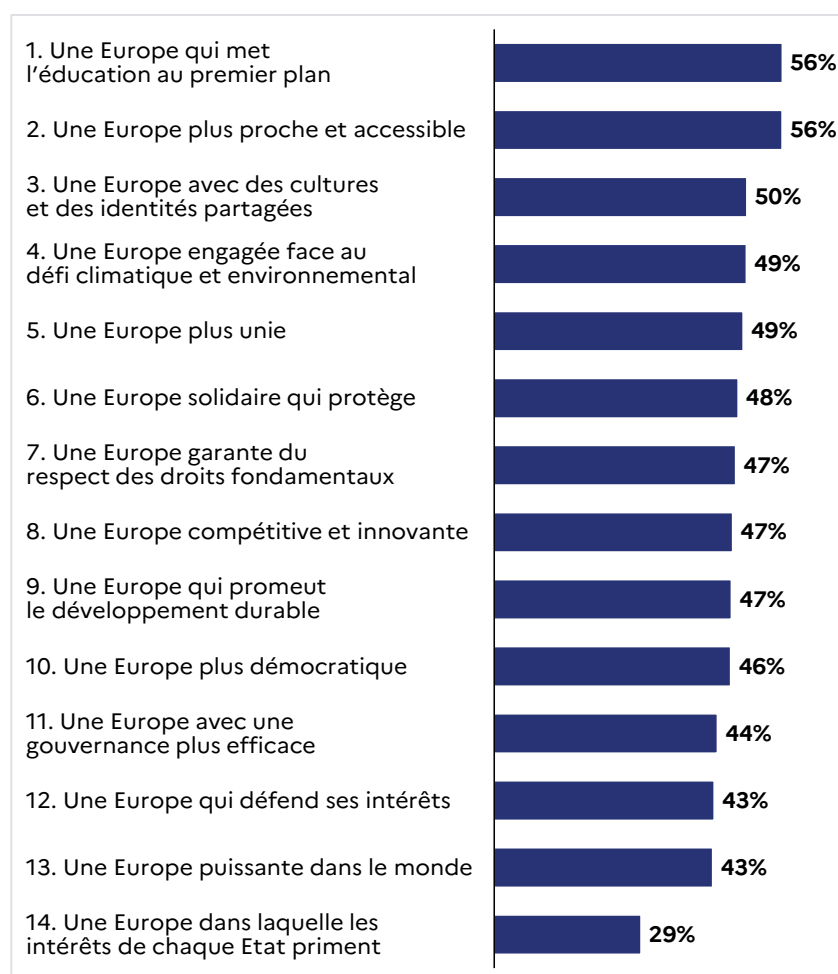
Le taux de popularité indiqué ci-dessous représente la **moyenne des votes favorables exprimés pour les changements d'un souhait d'Europe**. Le graphique ci-dessous doit ainsi être lu de la façon suivante : en moyenne, 56% des citoyens de chaque conférence régionale ont voté favorablement aux changements composant le souhait « *L'Europe qui met l'éducation au premier plan* » à la question « Quels sont les changements que vous souhaiteriez voir mis en œuvre ? ».

Sur cette base, deux souhaits d'Europe ont été particulièrement plébiscités par les 746 citoyens français : 1) « Une Europe qui met l'éducation au premier plan » et 2) « Une Europe plus proche et accessible ».

Certains citoyens bretons souhaitent une « *Europe des échanges, de l'éducation et de la formation* », car ils estiment que ces aspects jouent un rôle central dans le développement du sentiment européen. Ce souhait a été repris par les citoyens de la conférence nationale qui affirment « *[qu'il est important de] commencer par renforcer très tôt l'éducation sur les langues et les cultures de l'Europe* » et ajoutent que « *l'éducation doit être au premier plan, parce qu'elle est un socle pour le futur* ». Plus encore que le développement d'un sentiment d'appartenance européenne, l'éducation doit permettre à l'Europe de faire face aux défis communs, notamment climatiques, comme l'explique une citoyenne des Pays de la Loire : « *il est nécessaire de mettre au cœur de la transition écologique l'éducation, la recherche et l'information* ».

Un citoyen martiniquais dénonce par ailleurs un « *manque de connaissance à cause de la communication déficiente [de l'Union européenne]* » quand un autre affirme « *qu'on ne parle pas assez d'Europe au collège et au lycée. Quel est le français qui connaît le fonctionnement de l'Europe ?* ». Ce sentiment de distance par rapport à l'Union européenne, dû à sa complexité et son manque de communication, renforce selon les participants le rejet des citoyens vis-à-vis de l'Europe. « *La peur vient de ce que l'on ne connaît pas* », selon un citoyen de la conférence nationale. Ainsi, l'objectif même du souhait « *Une Europe plus proche et accessible* » est de répondre à ce besoin de communication.

A l'opposé, les changements d'une « Europe dans laquelle les intérêts de chaque État priment » n'ont recueilli en moyenne que 29% de soutien des citoyens dans chaque conférence régionale. Il est à noter que ce souhait fut également le moins plébiscité lors de la conférence nationale de synthèse avec seulement 10 citoyens ayant souhaité travailler sur ce sujet (contre 40 citoyens pour « Une Europe qui met l'éducation au premier plan » et 61 citoyens pour « l'Europe engagée face au défi climatique et environnemental »).



Taux de popularité des souhaits d'Europe mesuré³ à l'aide des votes des citoyens des conférences régionales à la question « Quels sont les changements que vous souhaiteriez voir mis en œuvre ? »

³ Taux de popularité calculé à la maille des changements avant extrapolation par Europe souhaitée

c. Dissensus sur les souhaits d'Europe

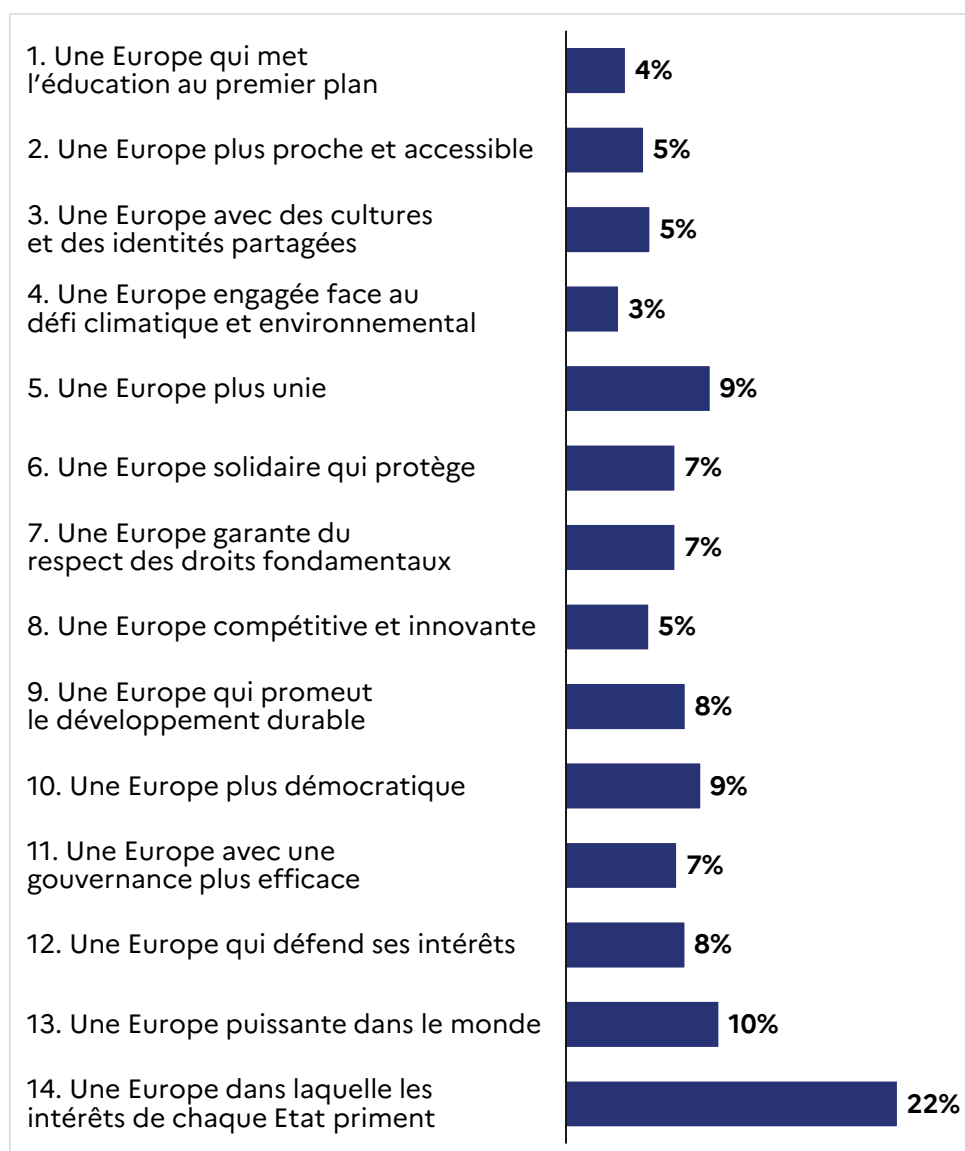
Les citoyens des conférences régionales ont également été invités à répondre par un vote à la question suivante : « **Quels sont les changements que vous souhaiteriez ne jamais voir se réaliser ?** ». Les citoyens avaient la possibilité de voter pour autant de changements qu'ils le souhaitaient. Le graphique ci-dessous représente la moyenne des votes défavorables exprimés en lien avec les changements de chaque souhait d'Europe.

Les changements d'une « Europe dans laquelle les intérêts de chaque État priment » apparaissent nettement comme étant les plus rejetés, avec une moyenne de 22% de citoyens des conférences régionales ayant cité ces changements en réponse à la question « *Quels sont les changements que vous souhaiteriez ne jamais voir se réaliser ?* » (soit plus de deux fois plus que le second souhait d'Europe le plus rejeté : « Une Europe puissante dans le monde » qui a recueilli en moyenne 10% de votes défavorables).

Ce rejet d'une « *Europe dans laquelle les intérêts de chaque État priment* » s'est confirmé lors de la conférence nationale par de nombreuses réactions des citoyens à la découverte des changements de ce souhait d'Europe. « *Pour moi, cette vision est le passé, ce n'est pas l'avenir* » a notamment affirmé l'un citoyen.

Si ce souhait d'Europe est globalement rejeté, il est néanmoins important de noter qu'une dizaine de citoyens ont tout de même souhaité travailler sur ce souhait lors de la conférence nationale de synthèse.

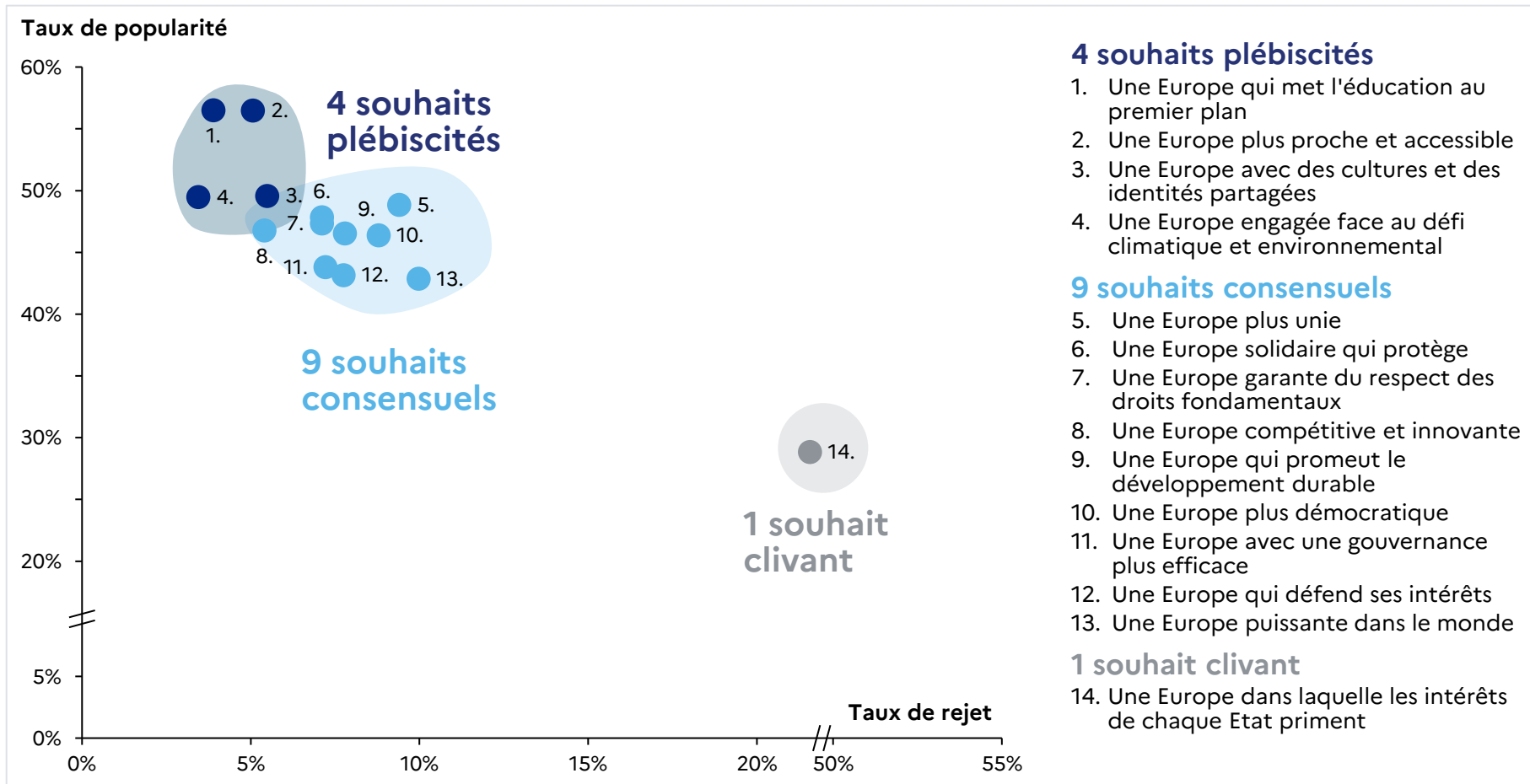
À l'inverse, les changements du souhait « *L'Europe engagée face au défi climatique et environnemental* » ont été les moins rejetés avec seulement 3% des citoyens des conférences régionales ayant exprimés un vote défavorable sur ces changements. Une citoyenne de la conférence nationale affirmait à cet égard « *la prise en compte des sujets environnementaux dans toutes les décisions européennes devrait être une évidence. J'ai des difficultés à comprendre que le développement durable ne soit pas l'élément principal de toute politique économique nationale ou européenne. L'Europe doit ici saisir l'opportunité de s'imposer comme une puissance exemplaire sur le plan environnemental et d'entraîner les autres puissances avec elle.* »



Taux de rejet des souhaits d'Europe mesuré⁴ à l'aide des votes des citoyens des conférences régionales à la question « quels sont les changements que vous souhaiteriez ne jamais voir se réaliser ? »

⁴ Taux de rejet calculé à la maille des changements avant extrapolation par souhait d'Europe

d. Analyse comparée de la popularité et du niveau de dissensus des souhaits pour l'Europe



Comparaison du taux de popularité et du taux de rejet de chaque souhait d'Europe

Cet exercice de cartographie des différents souhaits d'Europe montre que les changements formulés par les citoyens font **majoritairement consensus** parmi l'ensemble des participants aux conférences régionales. En effet, on peut ainsi observer que treize souhaits d'Europe sur 18 ont un taux de rejet inférieur à 10%, démontrant que les changements les composant font l'objet d'un consensus parmi les citoyens.

Toutefois, cette cartographie permet tout de même de dégager trois catégories de souhaits d'Europe : **1 souhait d'Europe particulièrement clivant, 9 souhaits relativement consensuels et 4 souhaits largement plébiscités.**

La famille des **souhaits largement plébiscités** est composée des souhaits ayant un taux de popularité proche ou supérieur à 50%, avec un faible niveau de dissensus (taux de rejet inférieur ou égal à 5%).

Cette famille regroupe ainsi :

8. Une Europe qui met l'éducation au premier plan
9. Une Europe plus proche et accessible
10. Une Europe avec des cultures et des identités partagées
11. Une Europe engagée face au défi climatique et environnemental

La famille des **souhaits consensuels** regroupe 9 souhaits d'Europe ayant un taux de popularité compris entre 42% et 50%, et un taux de rejet ne dépassant pas 10%.

Enfin, le souhait « **Une Europe dans laquelle les intérêts des États priment** » apparaît nettement à part des autres souhaits d'Europe avec à la fois un dissensus marqué (22%) et une absence relative de votes favorables (29%), ce qui en fait le souhait le plus clivant des 14 souhaits d'Europe proposés aux citoyens.

Cette analyse comparée montre le **fort attachement à l'Europe du panel** de citoyens mobilisés, puisque les treize souhaits d'Europe plébiscités ou consensuels regroupent des changements visant à davantage d'intégration européenne. *A contrario*, l'Europe souhaitée la plus clivante est celle qui est la moins favorable à une intégration européenne renforcée et souhaite au contraire préserver les spécificités des États nations.

Il en ressort également plusieurs **priorités partagées** par l'ensemble des citoyens pour l'Europe de 2035 : l'écologie, l'éducation, un référentiel de valeurs partagées et la communication sur les actions de l'Union. Si les souhaits de puissance, démocratie, compétitivité ou solidarité sont légèrement moins plébiscités, ils restent également largement consensuels.

4. Quels changements attendus pour l'Europe d'ici 2035 ?

En amont de la conférence nationale, chaque participant s'est vu remettre le rapport de synthèse de la conférence de sa région d'origine. Durant la conférence nationale, les citoyens ont ainsi retravaillé les changements issus des travaux régionaux pour en faire la synthèse et les enrichir.

Ils ont tout d'abord pris connaissance des 14 souhaits d'Europe et des changements associés (par région d'origine), lesquels ont été affichés le premier jour de la conférence nationale dans la salle hypostyle du CESE. Sur cette base, les citoyens ont ensuite été invités à choisir les cinq souhaits d'Europe auxquels ils s'identifiaient le plus et sur lesquels ils souhaitaient travailler en ateliers les deux jours suivants. En veillant à respecter les choix des citoyens tout en assurant une représentation équilibrée parmi les 14 groupes, chaque participant a été affecté à un groupe principal (groupe « porteur ») et à un second groupe dans lequel il est intervenu en tant que « challenger » des idées du groupe principe (« groupe contributeur »).

Pour chaque souhait d'Europe, les citoyens sont repartis des changements formulés en régions. Le groupe « porteur », composé de 6 à 7 citoyens, a sélectionné et regroupé les changements qu'ils souhaitaient conserver et en a reformulé d'autres le cas échéant, pour aboutir à une liste de changements prioritaires. Avec l'appui du groupe « contributeur », le groupe « porteur » a travaillé sur l'argumentaire sous-jacent ayant conduit au choix de ces changements prioritaires, leurs étapes clés de mise en œuvre ainsi que leurs critères de réussite. **Pour chaque souhait d'Europe, les citoyens ont ainsi consolidé une liste de 3 à 9 changements, représentant un total de 80 changements prioritaires à l'issue de la conférence nationale de synthèse.**

a. Présentation des 80 changements prioritaires issus de la conférence nationale

À l'issue de la conférence nationale, les citoyens ont formulé les 80 changements ci-après. Chaque changement a été précisé par des mots-clés, illustrant le contenu et les propositions qu'il recouvre. Ces mots-clés ont été établis sur la base des détails fournis par les citoyens lors des échanges en groupe de travail : signification, étapes clés de mise en œuvre et critères de réussite.

Souhait 1 – Une Europe qui met l'éducation au premier plan

Changements proposés :

- **Intégrer une matière civique européenne commune**

Mots-clés : socle de connaissances partagé, découverte des cultures locales

- **Proposer des programmes d'échanges tout au long de la vie**

Mots-clés : échanges scolaires, Erasmus

- **Renforcer l'apprentissage des langues européennes dès le plus jeune âge**

Mots-clés : apprentissage d'au moins une langue européenne en formation initiale

Souhait 2 – Une Europe plus proche et accessible

Changements proposés :

- **Développer une communication lisible et accessible, claire et proche du citoyen**

Mots-clés : réduction du vocabulaire technocratique, inclusivité (braille/langue des signes), création d'un organe de vérification de l'information

- **Mettre en place des canaux de communication pertinents**

Mots-clés : média européen, CSA européen, moteur de recherche européen

- **Prodiguer des conseils dans le domaine socio-économique**

Mots-clés : communication sur les financements européens, aide à l'accès au financement, flexibilisation des procédures

- **Mettre en place des relais européens dans les territoires pour écouter et conseiller les citoyens**

Mots-clés : maisons de l'Europe, référent Europe local, meilleur accès à l'information

- **Donner accès à l'information sur l'influence des lobbys pour mieux l'identifier**

Mots-clés : publication de l'assiduité des députés, cellules citoyennes de contrôle

- **Favoriser l'éducation à l'Europe**

Mots-clés : campagnes d'informations, pédagogie sur l'Europe du quotidien

- **Dynamiser le dialogue citoyen**

Mots-clés : débats citoyens réguliers

Souhait 3 – Une Europe avec des cultures et des identités partagées

Changements :

- **Promouvoir l'Europe et ses valeurs par l'éducation et l'enseignement**
Mots-clés : politique éducative commune, classes européennes, échanges scolaires
- **Renforcer l'identité européenne sur le thème de sa devise « Unie dans la diversité »**
Mots-clés : suffrage universel, incarnation des institutions, respect des spécificités nationales
- **Partager les cultures européennes par des manifestations et des événements fédérateurs**
Mots-clés : festival culturel européen, jour férié européen, exposition universelle de l'Europe
- **Rendre visible et accessible à tous l'information sur l'Union européenne**
Mots-clés : plateforme unique d'information, campagnes de publicité, minute européenne au journal télévisé

Souhait 4 – Une Europe engagée face au défi climatique et environnemental

Changements :

- **Identifier les changements climatiques inéluctables (par exemple le réchauffement), et s'y adapter pour ne pas les subir (notamment dans l'urbanisme et la gestion des flux de population)**
Mots-clés : prise de conscience écologique, priorisation du financement de la recherche
- **Réduire l'impact écologique du transport routier et aérien, notamment par le développement du ferroviaire**
Mots-clés : programmes d'infrastructures, limitation du transit routier
- **Harmoniser le tri des déchets et augmenter la durabilité, la recyclabilité et la réparabilité**
Mots-clés : lutte contre l'obsolescence programmée, limitation des emballages, réduction des déchets
- **Organiser l'exploitation des ressources naturelles pour préserver la biodiversité et les écosystèmes**
Mots-clés : zones européennes propres, interdiction des pratiques destructrices, agriculture raisonnée

- **Créer une police européenne de l'environnement pour contrôler et sanctionner ceux et celles qui polluent et qui abusent du greenwashing**

Mots-clés : renforcement des sanctions, bonus-malus pollution

- **Rendre accessible une alimentation saine et diversifiée issue d'une production plus respectueuse de l'environnement et des hommes**

Mots-clés : « scoring » nutritionnel, normes d'étiquetage, développement des circuits courts

- **Mieux économiser, recycler et suivre l'eau que l'on consomme et qui nous entoure**

Mots-clés : économies d'eau dans l'agriculture, qualité de l'eau, permaculture

- **Changer les comportements et sensibiliser à l'écoresponsabilité**

Mots-clés : campagnes de sensibilisation aux comportements responsables

- **Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu**

Mots-clés : baisse de la consommation d'énergie, développement des énergies renouvelables

Souhait 5 – Une Europe plus unie

Changements :

- **Tendre vers une fédération d'États d'Europe dotée de compétences fortes dans des domaines d'intérêt commun**

Mots-clés : unification institutionnelle, président élu, renforcement des compétences de l'Union européenne

- **Développer l'esprit européen à travers l'éducation, la formation et l'information**

Mots-clés : éducation à l'Europe, unification de l'enseignement des langues, communication des actions de l'Union

- **Rendre les services européens accessibles et lisibles à l'ensemble des citoyens et des résidents**

Mots-clés : homogénéisation de l'accès aux aides européennes, Maisons de l'Europe

- **Améliorer la communication entre l'Europe et ses citoyens pour renforcer le sentiment d'appartenance**

Mots-clés : création de médiums dédiés à l'Europe

- **Étendre les champs de compétence du système de vote à l'unanimité à la majorité qualifiée**

Mots-clés : évitement des blocages, flexibilisation des prises de décisions

Souhait 6 – Une Europe solidaire qui protège

Changements :

- **Harmoniser la santé et la rendre accessible à tous les Européens par une politique commune de santé**

Mots-clés : couverture santé universelle, harmonisation de la prise en charge, santé comme droit fondamental

- **Aller vers un travail plus égalitaire en Europe**

Mots-clés : code du travail européen, harmonisation des salaires, lutte contre le dumping social

- **Engager une lutte contre la pauvreté européenne et les risques sociaux**

Mots-clés : revenu universel européen, réduction des inégalités

- **Aller vers une harmonisation fiscale et sociale en Europe**

Mots-clés : réciprocité dans les marchés publics, équité fiscale

Souhait 7 – Une Europe garante du respect des droits fondamentaux

Changements :

- **Définir une politique commune permettant d'améliorer l'accueil et l'intégration sociale et professionnelle des migrants (y compris des migrants en situation irrégulière)**

Mots-clés : office migratoire européen, garantie d'un accueil décent dans toute l'Europe

- **Renforcer et mieux contrôler et encadrer les politiques de coopération et d'aide au développement avec les pays tiers afin de réguler les flux migratoires**

Mots-clés : guichet unique européen, conditionnalité de l'aide au développement

- **Unifier les procédures et critères d'examen des demandes d'asile**

Mots-clés : procédures communes de demande d'asile, solidarité entre États

- **Lutter contre les discriminations, notamment liées au sexe, à l'orientation sexuelle, au handicap, à l'âge, au racisme et à la religion**

Mots-clés : sensibilisation à l'école, amélioration de l'efficacité des sanctions

- **Engager une réflexion sur la laïcité au sein de l'Union européenne**

Mots-clés : lancement de réflexions dans chaque État sur cette problématique, incluant une consultation citoyenne

- **Donner à tous l'accès à un logement décent**

Mots-clés : comparaison des meilleures politiques de logement des États membres, plafonnement des loyers étudiants

- **Appliquer et renforcer les sanctions contre les pays ne respectant pas les droits fondamentaux de manière rapide et efficiente**

Mots-clés : réforme des modes de décision, durcissement des sanctions

Souhait 8 – Une Europe compétitive et innovante

Changements :

- **Approfondir le modèle économique européen pour affirmer notre souveraineté**

Mots-clés : élimination des paradis fiscaux en Europe, augmentation du budget européen, harmonisation du droit du travail

- **Développer et piloter au niveau européen les filières stratégiques pour assurer notre souveraineté**

Mots-clés : développement de champions européens, contrôle des investissements étrangers, autonomie numérique et énergétique

- **Améliorer la coopération européenne pour le financement de la recherche publique et privée**

Mots-clés : développement de la recherche, conditionnalité des investissements publics

- **Favoriser le transfert rapide des innovations vers le tissu économique**

Mots-clés : pôles de compétitivité, lien entre les sphères universitaire et économique

Souhait 9 – Une Europe qui promeut le développement durable

Changements :

- **Relocaliser l'agriculture et la rendre plus vertueuse**

Mots-clés : circuits courts, revenu minimum des agriculteurs, protection des écosystèmes

- **Diminuer l'impact carbone dans tous les domaines et renforcer la recherche et le développement sur les énergies renouvelables**

Mots-clés : « étiquetage carbone », respect de l'Accord de Paris

- **Prioriser l'économie circulaire**

Mots-clés : lutte contre l'obsolescence programmée, valorisation des déchets

- **Améliorer la protection des milieux et des écosystèmes et créer des zones protégées au cœur des zones urbaines, périurbaines et rurales**

Mots-clés : urbanisation plus respectueuse de l'environnement, protection des sols

- **Prendre en compte le droit de la nature et la protection des animaux et du vivant dans toutes les activités économiques**

Mots-clés : élevage raisonné, baisse de la consommation de viande, refonte des circuits d'abattage

- **Assurer que chaque citoyen européen puisse vivre décemment et satisfaire ses besoins essentiels : alimentation, eau, habitat, santé, etc.**

Mots-clés : revenu minimal d'existence, droit au logement, harmonisation du système de santé

Souhait 10 – Une Europe plus démocratique

Changements :

- **Lever les obstacles à la participation directe des citoyens pour rendre possible leur implication**

Mots-clés : compensation des coûts de participation, congé démocratique

- **Mettre en place un pouvoir citoyen à plusieurs échelons : participation, décision, contrôle**

Mots-clés : augmentation de la participation électorale, baromètre de satisfaction européen, multiplication des consultations citoyennes

- **Impliquer de manière effective les citoyens dans la définition des politiques publiques de l'Union européenne et dans la construction de l'Europe**

Mots-clés : chambre citoyenne, démocratie participative

- **Garantir la consultation citoyenne dans les décisions de toutes les instances européennes**

Mots-clés : intégration de consultations dans les processus décisionnels

- **Assurer une communication pluraliste, transparente, compréhensible et exhaustive**

Mots-clés : langage accessible, évolution des médias

- **Sensibiliser à tous les âges à la citoyenneté européenne et garantir l'accès à l'information**

Mots-clés : éducation citoyenne tout au long de la vie, meilleure information sur l'Europe

- **Contrôler les prises d'intérêts et anticiper les potentiels conflits d'intérêts des décideurs**

Mots-clés : autorité de la transparence européenne, contrôle démocratique des décisions, contrôle des lobbys

- **Rendre compte du processus démocratique et des résultats de décisions**

Mots-clés : pédagogie sur le fonctionnement de l'Union et sur ses actions

- **Refonder les modalités d'élection des députés européens et élargir la désignation démocratique aux gouvernants des institutions européennes pour plus de légitimité**

Mots-clés : révision du processus démocratique, scrutin uninominal

Souhait 11 – Une Europe avec une gouvernance plus efficace

Changements :

- **Unifier le mode d'élection du Parlement européen pour les vingt-sept États et améliorer la proximité des citoyens en remplaçant le scrutin actuel par un scrutin uninominal au niveau des régions**

Mots-clés : révision institutionnelle, suivi par les citoyens des actions des élus européens tout au long du mandat

- **Augmenter la transparence et la vulgarisation de l'action des lobbys et mettre en place une entité indépendante et citoyenne**

Mots-clés : publicité de l'intervention des lobbys, meilleure information du citoyen

- **Renforcer le rôle et l'action de l'Union européenne sur les thématiques identifiées comme étant d'intérêt européen avec une prise de décision à la majorité qualifiée (santé, environnement...)**

Mots-clés : efficacité des prises de décision

- **Nommer un président unique de l'exécutif de l'Union européenne**

Mots-clés : incarnation de l'institution européenne, voix unique à l'étranger

- **Développer une meilleure communication sur les avancées et les actions de l'Union européenne**

Mots-clés : vulgarisation de l'action de l'Union, média public européen

- **Octroyer un véritable droit d'initiative législative au Parlement européen sans filtre et sans veto de la Commission**

Mots-clés : démocratisation des institutions, renforcement du rôle du Parlement

- **Promouvoir la mise en place d'actes de coopération renforcée et réduire le seuil requis d'États participants**

Mots-clés : « Europe à plusieurs vitesses »

- **Stabiliser et assurer la mise en œuvre des compétences partagées et exclusives actuelles de l'Union européenne**

Mots-clés : lisibilité des compétences de l'Union européenne, maintien des compétences exclusives existantes

Souhait 12 – Une Europe qui défend ses intérêts

Changements :

- Favoriser la performance économique collective à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'Union européenne

Mots-clés : préférence européenne, protection des savoir-faire, développement de champions européens

- Renforcer la coopération européenne pour maîtriser les flux migratoires et démographiques

Mots-clés : harmonisation du droit d'asile, répartition de l'accueil entre pays

- Coordonner la sécurité du territoire et du cyberspace à l'échelle européenne

Mots-clés : coopération entre les polices européennes, développement d'Europol, partage d'informations et de renseignements

- Encourager la mise en place d'une politique monétaire résiliente et réagissant rapidement aux chocs

Mots-clés : révision du fonctionnement de la Banque Centrale européenne, financement des infrastructures

- Éviter les concurrences déloyales et se donner les moyens suffisants pour renforcer la transparence des politiques fiscales européennes

Mots-clés : lutte contre la fraude fiscale, harmonisation fiscale

Souhait 13 – Une Europe puissante dans le monde

Changements :

- Renforcer la défense et la sécurité commune de l'Union européenne

Mots-clés : armée européenne, autonomie stratégique

- Diplomatie : parler d'une seule voix

Mots-clés : représentant unique de l'Union européenne

- Permettre à l'Union européenne de faire jeu égal avec ses partenaires et concurrents économiques

Mots-clés : indépendance des secteurs stratégiques, « made in Europe », réciprocité des pratiques commerciales

- **Soutenir le développement des pays pauvres pour que les habitants choisissent d'y rester**

Mots-clés : conditionnalité de l'aide au développement, politique commune d'aide au développement

Souhait 14 – Une Europe dans laquelle les intérêts de chaque État priment

Changements :

- **Préserver les spécificités des différentes régions européennes (labels alimentaires, productions artisanales, traditions culturelles), afin d'éviter l'uniformisation des modes de vie et d'assurer la traçabilité et la qualité des produits**

Mots-clés : labels européens, valorisation de la diversité des cultures et traditions

- **Élargir les langues de travail de l'Union européenne pour préserver la diversité culturelle**

Mots-clés : traduction des formulaires et documents, promotion des langues nationales face à l'anglais

- **Systematiser le multilinguisme dans la production des textes européens (hors documents de travail)**

Mots-clés : respect de la diversité

- **Adopter une réponse européenne commune en cas d'atteinte aux intérêts stratégiques ou fondamentaux d'un État membre par un État tiers (politiques, diplomatiques, militaires, commerciaux, culturels...)**

Mots-clés : solidarité européenne, poids diplomatique et politique

- **Ralentir l'élargissement de l'Union européenne tant qu'il n'y a pas de projet politique cohérent abouti**

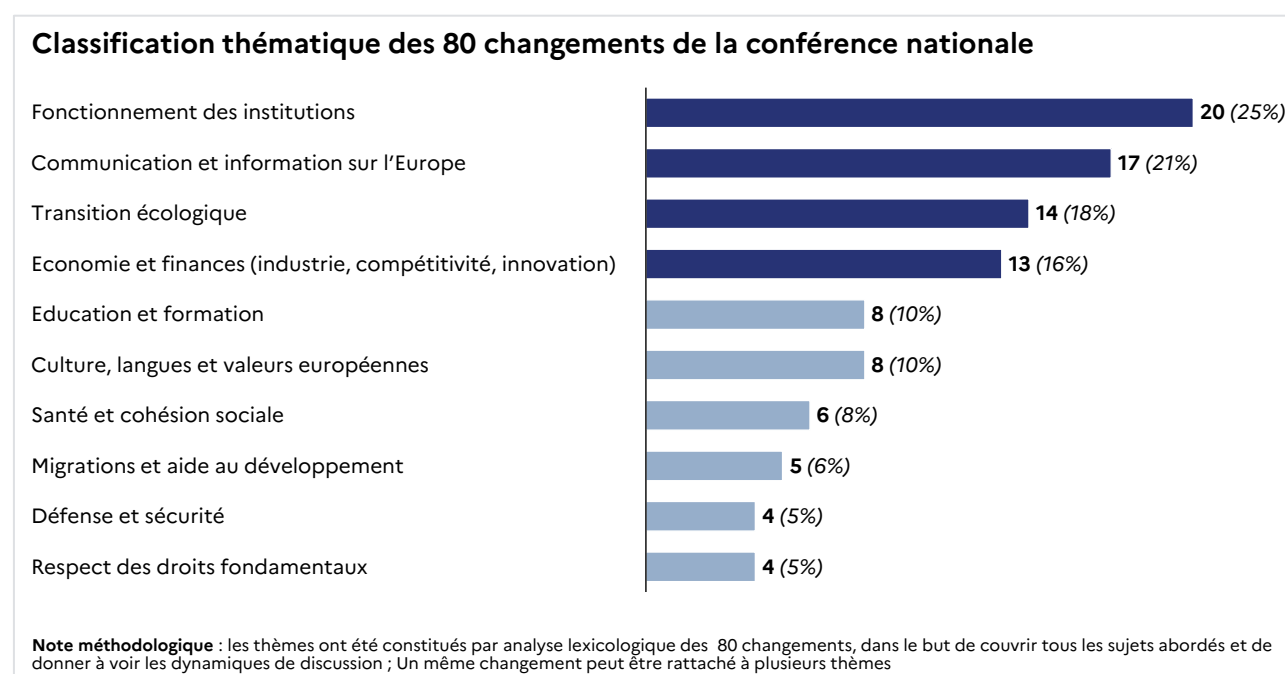
Mots-clés : valeurs morales communes, révision du processus d'adhésion

b. Cartographie thématique des 80 changements prioritaires

Afin de mettre en lumière les sujets ayant le plus mobilisé les citoyens, les **80 changements** issus de la conférence nationale ont été regroupés en **10 thèmes couvrant l'ensemble du champ de l'action publique**. Ceux-ci couvrent l'ensemble des sujets abordés tout en donnant à voir les dynamiques de discussion.

Un même changement peut avoir trait à plusieurs thèmes et ainsi être classé dans plusieurs groupes thématiques. Par exemple, le changement *Changer les comportements et sensibiliser à l'écoresponsabilité* a été rattaché à la fois au thème « Transition écologique » et au thème « Éducation et formation ».

i. Analyse thématique des changements



Analyse thématique des 80 changements issus de la conférence nationale

A l'issue de ce travail de regroupement thématique des changements, **quatre thèmes se distinguent**, rassemblant chacun plus de 10 changements sur les 80 issus de la conférence nationale : **le fonctionnement des institutions, la communication et l'information sur l'Europe, la transition écologique et enfin l'économie et les finances.**

Le thème « **Fonctionnement des institutions** » rassemble 20 changements appelant à une réforme institutionnelle (extension des champs de compétence de l'Union, modification du mode de prise de décision et du principe d'unanimité, etc.), dans le but notamment de rendre le système plus démocratique (multiplication des consultations citoyennes, renforcement du rôle du Parlement, élection d'un représentant au suffrage universel). La prégnance de ce thème institutionnel, spécifiquement européen, illustre la volonté des citoyens de mieux comprendre l'Europe et que cette dernière soit

davantage connectée à leurs préoccupations. Cette volonté de proximité et de démocratie, consensuelle au sein des participants, est au cœur de leur vision pour l'Europe de 2035.

Le deuxième thème qui est le plus revenu dans les changements des citoyens est celui de la **communication et de l'information sur l'Europe**. La prévalence de cette thématique reflète le sentiment unanimement partagé par les citoyens d'un manque de connaissance et de compréhension de l'Europe. Pour pallier ce manque de lisibilité, tant du fonctionnement des institutions que de l'action de l'Union européenne, les citoyens ont formulé 17 changements visant à une meilleure information (relais dans les territoires, médias européens, etc.). L'importance de ce thème est un enseignement fort pour les décideurs européens : la communication sur l'Union européenne et ses actions est un axe majeur de progrès pour susciter l'adhésion autour de la construction européenne et développer un sentiment d'appartenance réel.

En troisième position, le thème de la **transition écologique** regroupe 14 changements formulés lors de la conférence nationale. Cette thématique s'est imposée tout au long des conférences régionales et de la conférence nationale comme devant être l'une des priorités majeures pour l'Union européenne dans les années à venir. Les questions liées au changement climatique, à la transition énergétique et à la protection des écosystèmes, notamment, ont particulièrement mobilisé les participants. Pour de nombreux citoyens, la transition écologique est vue comme le nouveau moteur de l'Europe, après des décennies consacrées à construire un espace de paix, de libre circulation et un marché commun. Ils y voient également un moyen pour l'Europe de se distinguer sur la scène internationale.

Enfin, le quatrième thème étant le plus revenu est celui de **l'économie et des finances** qui rassemble 13 changements parmi les 80. Il porte notamment sur les problématiques industrielles, de compétitivité et d'innovation. Ce thème économique est majoritairement abordé sous l'angle de la souveraineté européenne et à travers le prisme du protectionnisme. Ainsi, les changements qui le composent appellent à un pilotage commun et un renforcement de l'autonomie européenne dans des secteurs stratégiques. Ils soulèvent également la question de l'émergence de champions européens par des règles de concurrence revues, des mesures de préférence européenne et une plus grande réciprocité dans les échanges commerciaux.

ii. *Analyse croisée des thèmes développés par les citoyens avec les domaines de compétence de l'Union européenne et l'agenda stratégique de la Commission européenne pour la période 2019-2024*

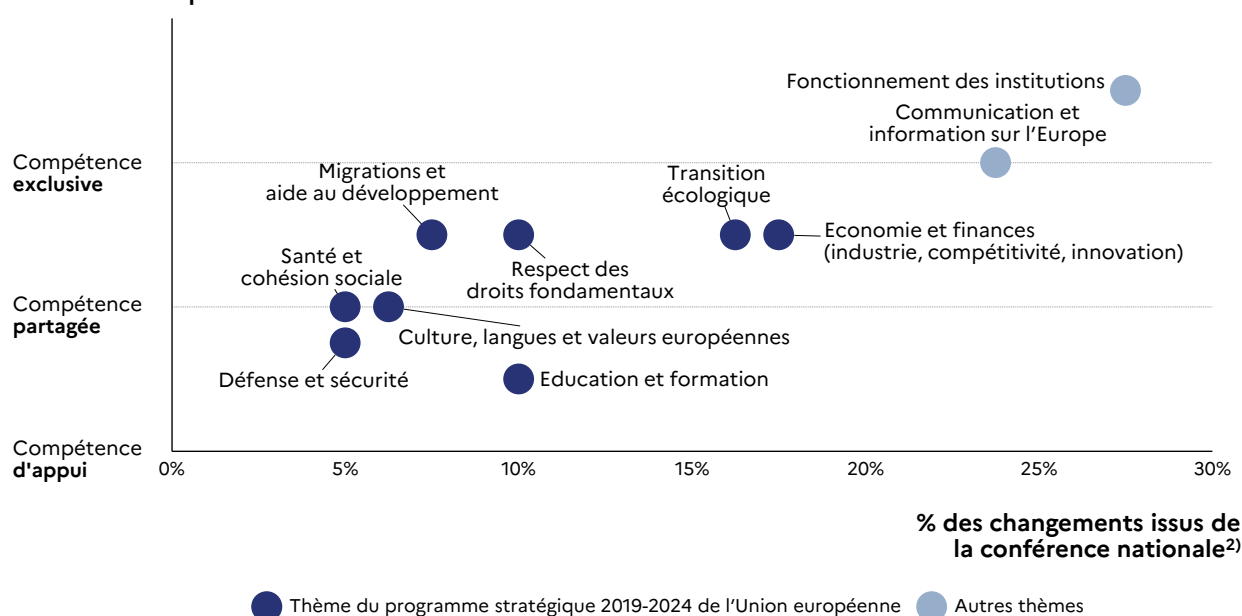
Les 10 thèmes identifiés ont été analysés par le prisme des **compétences de l'Union** afin de mesurer la marge de manœuvre actuelle des institutions européennes sur les changements identifiés par les citoyens français. Cette mise en miroir est réalisée à titre purement indicatif, notamment car certains thèmes recouvrent plusieurs domaines de compétences de l'Union européenne.

Les thèmes ont été analysés en miroir avec les priorités détaillées dans l'agenda stratégique 2019-2024 de la Commission européenne, afin de déterminer si les changements souhaités par les citoyens français sont déjà à l'agenda de l'action de l'UE.

Analyse croisée des thèmes de discussion, des compétences de l'Union européenne et de son programme stratégique 2019-2024

Analyse croisée des thèmes, des compétences de l'Union européenne et de son programme stratégique 2019-2024

Niveau de compétence de l'Union européenne¹⁾



¹⁾ Compétences exclusives : l'UE est seule à pouvoir légiférer ; Compétences partagées : les États peuvent légiférer si l'UE n'exerce pas sa compétence ; Compétences d'appui : l'UE ne peut que soutenir et coordonner l'action des États ; Classement indicatif : pour les thèmes recouvrant plusieurs niveaux de compétences, le principal a été conservé ²⁾ Un changement peut être rattaché à plusieurs thèmes

- *Mise en miroir des changements prioritaires des citoyens français avec les compétences de l'Union européenne*

Les deux thèmes les plus plébiscités par les citoyens français sont le **fonctionnement des institutions** et la **communication et l'information sur l'Europe**. Notons que, si la communication par l'Union européenne relève de sa compétence exclusive, certaines des réformes institutionnelles proposées par les citoyens requièrent une modification des traités et donc une procédure d'adoption particulièrement complexe. En matière de communication, la mise en place d'outils pertinents et la meilleure présentation de son action font partie des prérogatives de l'Union. Toutefois, certains changements proposés impliquent une présence dans les médias nationaux ou des relais en mairie par exemple, dépassant donc le champ de compétence de l'Union européenne.

Les thèmes de la **transition écologique**, de **l'économie et des finances**, des **migrations et de l'aide au développement** ainsi que du **respect des droits fondamentaux** relèvent principalement de domaines de compétences partagées dans lesquels l'Union européenne et les pays membres sont habilités à légiférer, mais pour lesquels les pays ne peuvent exercer leur compétence que dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne. Il existe donc sur ces thèmes une réelle capacité d'action européenne.

Santé et cohésion sociale, ainsi que **culture, langues et valeurs européennes** relèvent à la fois de domaines de compétence partagée (cohésion sociale, recherche, espace de liberté) et de compétences d'appui (protection et amélioration de la santé humaine, culture). Atteindre une politique commune dans ces domaines serait ainsi moins immédiat ou requerrait une modification institutionnelle.

Enfin, les thèmes de **l'éducation et de la formation**, et de la **défense et de la sécurité** relèvent aujourd'hui de domaines dans lesquels l'Union européenne exerce une compétence d'appui. Elle intervient principalement en soutien, coordination ou complétion des politiques nationales. Notons toutefois que la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) bénéficie d'un statut spécial de « compétence particulière », se distinguant par des caractéristiques institutionnelles spécifiques.

- *Mise en miroir avec l'agenda stratégique de la Commission européenne pour la période 2019-2024*

A l'exception du **fonctionnement des institutions et de la communication et l'information sur l'Europe**, tous les thèmes abordés font partie de **l'agenda stratégique 2019-2024 de l'Union européenne** proposé par la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Ce programme définit un cadre global et des orientations générales dans le but de « *façonner efficacement le monde de demain, promouvoir les intérêts de nos citoyens, de nos entreprises et de nos sociétés, et préserver notre mode de vie* ». Destiné à orienter les travaux des institutions au cours de ces cinq années, il s'articule autour de quatre grandes priorités :

1. Protéger les citoyens et les libertés
Thèmes associés (issus des 80 changements de la conférence nationale) : respect des droits fondamentaux; migrations et aide au développement ;
2. Mettre en place une base économique solide et dynamique
Thèmes associés : économie et finances (industrie, compétitivité, innovation); éducation et formation ;
3. Construire une Europe neutre pour le climat, verte, équitable et sociale
Thèmes associés : transition écologique, santé et cohésion sociale; cultures, langues et valeurs européennes ;
4. Promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe sur la scène mondiale
Thèmes associés : défense et sécurité; cultures, langues et valeurs européennes.

On peut ainsi noter que la majeure partie des thèmes abordés par les citoyens français lors des conférences régionales sur l'avenir de l'Europe sont en accord avec les priorités que l'Union européenne s'est fixée à l'horizon 2024.

Cependant, deux thèmes ne figurent pas dans cet agenda stratégique. Le **fonctionnement des institutions et la communication sur l'Europe, vus comme cruciaux par les citoyens des conférences régionales, ne sont pas identifiés comme des priorités stratégiques par l'Union européenne.** Les propositions des citoyens français invitent ainsi l'Union européenne à inscrire ces deux thématiques à l'agenda de son action pour les prochaines années :

- La communication et l'information sur l'Europe pourraient constituer un axe de travail prioritaire, fondateur pour ancrer le sentiment européen et améliorer la perception des citoyens. De plus, il s'agit d'un domaine dans lequel l'Union européenne peut agir rapidement. Mieux communiquer sur les actions existantes apparaît donc comme une priorité permettant de mieux associer les citoyens au projet européen ;
- Le fonctionnement des institutions est un thème plus complexe, impliquant pour certaines propositions une révision des traités. Néanmoins, il reste structurant aux yeux des citoyens, qui déplorent unanimement la complexité des institutions dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas. Les citoyens ont par ailleurs noté qu'existaient des procédures de révision simplifiées permettant de modifier des dispositions sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'aide d'une majorité simple. La réforme des institutions de l'Union européenne est ainsi une priorité

pour les participants, qui y voient la condition nécessaire pour que l'Union se rapproche de ses citoyens.

c. Présentation des trois changements prioritaires exprimés pour chaque souhait d'Europe

A l'issue des travaux de groupe pour chaque souhait d'Europe, les citoyens ont déterminé et classé les trois changements qu'ils estimaient être les plus prioritaires et qu'ils souhaitaient soumettre au vote de l'ensemble des participants.

Les doubles pages suivantes présentent ces **trois changements prioritaires sélectionnés par les citoyens**, classés par ordre de priorité. Pour chaque souhait d'Europe, nous présentons le raisonnement ayant amené les citoyens à choisir ces trois changements parmi tous ceux de leur groupe.

Sont ensuite détaillés **les étapes clés de mise en œuvre** ainsi que les **critères de réussites** identifiés par les citoyens pour chacun de ces trois changements prioritaires.

Une Europe qui met l'éducation au premier plan

Mots clés : Education et recherche de meilleure qualité, rayonnement par la culture

Rationnel de priorisation : Le groupe a priorisé les trois changements suivants sur la base de leur portée potentielle et de leur « dimension stratégique ». Ainsi, ils ont choisi le développement de programmes d'échanges comme changement le plus prioritaire, arguant que le voyage et les rencontres permettent d'éveiller de manière durable et profonde le sentiment européen chez les citoyens. La création d'une matière civique européenne et l'approfondissement de l'apprentissage des langues ont ensuite été identifiés comme des vecteurs d'unification possibles grâce à l'éducation.

1^{er}

changement

Proposer des programmes d'échanges tout au long de la vie

Ce changement a fait l'objet d'un très large consensus au sein des citoyens. Il traduit l'importance à leurs yeux des rencontres et des expériences vécues, en tant que ferment du sentiment européen. Ils expliquent ainsi qu'il faudrait passer « d'une connaissance académique à une approche vécue, expérimentée et sensible de l'Europe ». De plus, ils suggèrent que l'éducation doit être comprise au sens large comme formation tout au long de l'existence.

Le principal **critère de réussite** de ce changement consisterait en une offre de mobilité élargie, incluant entre autres les échanges scolaires, les jumelages, les voyages et la mobilité professionnelle. Les citoyens souhaitent que cette offre de mobilité soit accessible à tous, en particulier aux personnes à faibles ressources ou handicapées. Par exemple, le programme Erasmus pourrait être accessible sans limites d'âge ou de ressources. Les participants proposent également que la pédagogie et les activités proposées permettent au public d'être acteur de ces programmes, qu'ils veulent diversifiés et inclusifs. Les démarches administratives liées à ces programmes devraient être limitées pour ne pas freiner le développement d'une culture du voyage et de la rencontre.

Au-delà de la mobilité, le groupe a également mentionné l'importance de développer des passerelles entre systèmes éducatifs (équivalences de diplômes, etc.) et de renforcer l'attractivité de l'Europe pour éviter la fuite des talents à l'étranger.

2^{ème}

changement

Intégrer une matière civique européenne commune

Ce changement a fait l'objet d'un consensus au sein du groupe. Les citoyens souhaitent ajouter une matière civique sur l'Europe dans les programmes scolaires de tous les pays membres.

Pour mettre en œuvre ce changement, plusieurs **étapes clés** ont été identifiées. L'Union européenne pourrait proposer un programme défini aux États, avec des recommandations de progression et de fréquence de cours. Un certificat attestant des acquis de savoirs et de pratiques pourrait être remis aux élèves dans le cadre d'une cérémonie le 9 mai. La pédagogie de ces programmes devrait être innovante, inspirante et active, en s'appuyant notamment sur l'intervention d'acteurs expérimentés aux profils diversifiés. Les citoyens devraient également avoir la possibilité de visiter régulièrement les institutions européennes. Le calendrier suivant est proposé : établir une proposition formalisée pour le dernier semestre 2022, et lancer sa mise en œuvre à la rentrée 2022.

3^{ème}

changement

Renforcer l'apprentissage des langues européennes dès le plus jeune âge

Ce changement était également une évidence pour le groupe, qui a souligné la fonction essentielle de l'apprentissage des langues pour échanger, se comprendre et agir ensemble.

Les citoyens ont établi plusieurs **étapes clés** de mise en œuvre. Ils proposent que l'Union européenne fasse une offre aux États, sous la forme d'une directive ou de moyens accrus, et que des lieux soient mis à la disposition des publics. Comme pour le changement précédent, il est envisagé qu'un certificat attestant des savoirs acquis soit délivré. Les citoyens estiment que la mise en œuvre de ce changement pourrait être accomplie sous trois à cinq ans.

Les **critères de réussite** identifiés sont : le nombre de classes intégrant l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge, la part des élèves à l'entrée du collège et du lycée parlant aisément une langue étrangère, et la mise en œuvre d'une pédagogie innovante dans les méthodes d'éducation.



« Apprendre et partager dans un environnement si différent du sien et recevoir de l'autre ce qui est inattendu ouvre sur un imaginaire que l'on n'avait pas espéré. »

Présentation du changement prioritaire en plénière

Une Europe plus proche et accessible

{ Mots clés : Proximité, inclusion, coopération, accessibilité, information, communication

Rationnel de priorisation : Les citoyens ont priorisé ces trois changements en se focalisant sur leur impact potentiel. Ils ont en particulier affirmé l'importance à leurs yeux d'une présence physique de l'Europe au plus près des citoyens et ont justifié ce choix en expliquant « qu'il nous faut une communication de proximité qui touche directement tout le monde, pour une Europe identifiable et incarnée ».

1^{er}

changement

Mettre en place des relais européens dans les territoires pour écouter et conseiller les citoyens

Ce changement répond au manque d'incarnation de l'Union européenne dans la vie quotidienne et vise à rapprocher l'Europe de ses citoyens.

Pour pallier cette distance, les citoyens ont identifié plusieurs **étapes clés**. À court terme, ils souhaitent que l'Europe crée un référent spécialisé dans chaque mairie, ayant une mission d'écoute et de conseil auprès des citoyens. Il conviendrait de distinguer dans ses missions l'information destinée au grand public et l'information destinée aux professionnels (conseil à destination des PME par exemple). Les citoyens proposent de créer à terme des lieux dédiés à l'Europe à l'échelle communale, similaires aux maisons de l'Europe existantes. Ces relais (personnes et lieux) auraient notamment pour mission d'aider les porteurs de projet à accéder aux fonds européens.

Pour les citoyens, le principal **critère de réussite** de ce changement est la banalisation de l'existence des relais dans chacune des communes du territoire. Ce changement aura réussi si tout le monde sait, « comme une évidence », qu'il existe un référent européen et un lieu de ressources, d'écoute, d'information et de conseil sur l'Union européenne à proximité.



« Nous avons besoin des relais de proximité, pour que la communication de l'Europe, soit lisible, claire, mais surtout accessible et proche du citoyen »

Verbatim partagé par le groupe de travail

Développer une communication lisible et accessible, claire et proche du citoyen

Ce changement, qui a fait l'unanimité au sein du groupe, vise à faire connaître et à simplifier les informations relatives à l'Europe.

Concernant les **étapes clés** de mise en œuvre, les participants souhaitent que l'Europe communique dans un langage non technocratique et inclusif (numérique, braille, langage des signes...) et garantisse une information impartiale, car ils indiquent avoir actuellement « *du mal à distinguer l'information factuelle de l'information politique plus orientée* ». À moyen terme, ils proposent de créer un organe de vérification de l'information sur l'Europe, et de réfléchir à d'éventuelles sanctions si l'information s'avère partielle.

Plusieurs **critères de réussite** ont été identifiés. À court terme, la mesure du taux de participation aux élections européennes est considérée comme un bon indicateur de réussite. Le groupe estime également que le changement aura porté ses fruits si chaque citoyen comprend le fonctionnement et l'utilité de l'Europe. À long terme, ils proposent de mesurer ce succès par le taux de réponses positives à l'Eurobaromètre, qu'ils souhaitent voir atteindre 80% parmi les citoyens français.

Mettre en place des canaux de communication pertinents

Les citoyens expriment une volonté unanime d'amélioration de la communication de l'Union européenne par le biais de canaux adaptés.

Pour cela, plusieurs **étapes clés** ont été identifiées. Tout d'abord, le groupe souhaite que les médias existants diffusent davantage d'informations sur l'Europe, prenant la forme par exemple d'une « *minute d'information européenne* » au journal télévisé, ou d'une campagne sur les actions mises en place par l'Europe pour faciliter le quotidien des citoyens. Ils proposent de légiférer en ce sens et de créer un CSA européen. À moyen terme, la création de radios, de chaînes télévisées et d'applications et la communication sur les réseaux sociaux sont appelées à se développer. À long terme, une fois que les citoyens des pays membres seront intéressés par l'Europe, une chaîne d'information européenne pourrait être créée.

Les citoyens ont identifié plusieurs **critères de réussite**. Le premier consiste en la création d'un groupe de communication sur l'Europe identifié par tous. Le groupe de travail propose également de mesurer la progression du taux d'engagement des sujets européens sur les réseaux sociaux et de mesurer les connaissances européennes des citoyens. Enfin, la popularisation du moteur de recherche français Qwant constituerait selon eux un succès indéniable de l'Europe.

Une Europe

avec des cultures et des identités partagées

{ Mots clés : Valeurs communes, communication, mobilité et construction
d'une identité commune

Rationnel de priorisation : Le premier changement a été choisi par les citoyens car ceux-ci estiment que les événements festifs permettent de fédérer les Européens — « le partage se fait mieux dans la joie » — et que l'enseignement est plus efficace lorsqu'il est ludique. Le deuxième changement a été sélectionné en raison de l'importance de l'éducation comme moteur d'évolution et de progrès. Enfin, le troisième changement a été retenu pour mettre l'accent sur le manque d'informations sur l'UE, identifié comme l'un des facteurs d'opposition entre l'Europe et ses citoyens.

1^{er}

changement

Partager les cultures européennes par des manifestations et des événements fédérateurs

Ce changement a pour but de faire naître et vivre un esprit européen par des expériences communes, des événements et des manifestations festives.

Les participants ont identifié plusieurs **critères de réussite** pour ce changement.

Tout d'abord, ils souhaitent que les événements organisés soient ludiques, fédérateurs et populaires afin d'être partagés par le plus grand nombre. Pour ce faire, ces démarches devraient associer tous les publics (enfants, public scolaire, jeunes, étudiants Erasmus...) et diffuser le sentiment européen dans des lieux divers (maisons de retraites, écoles, administrations publiques, prisons...).

Les citoyens évoquent notamment deux événements spécifiques susceptibles de rassembler les Européens. Le premier serait une exposition universelle de l'Europe dans laquelle tous les États membres seraient représentés. Le second serait la journée de l'Europe, le 9 mai, qui pourrait être marquée par un événement pédagogique pour « *que nous n'oublions pas la paix liée à l'Europe et ses valeurs* ». Enfin, la visite de représentants européens dans les écoles permettant de renforcer la proximité et la compréhension des citoyens vis-à-vis de l'Europe dès le plus jeune âge serait appréciée.



*« Unie dans la diversité : pour unir, ne faut-il pas faire découvrir
[autrui] en s'ouvrant par la joie ? »*

Présentation du changement prioritaire en plénière

Promouvoir l'Europe et ses valeurs par l'éducation et l'enseignement

Au travers de ce changement, les citoyens ont souhaité mettre en avant l'impact positif des jumelages entre écoles européennes sur le sentiment d'appartenance à l'Europe, qui pâtit selon eux de l'absence de « *vécu commun entre Européens* ».

Les participants ont identifié deux **critères de réussite** à sa mise en œuvre. En premier lieu, ils suggèrent que les démarches administratives relevant de l'éducation et de l'enseignement soient simplifiées : inscription des enfants dans les écoles, collèges et lycées, dossier d'inscription pour l'enseignement supérieur, dossier de demande de bourses, etc.

Ils proposent ensuite de transférer la compétence éducative à l'Union européenne, par exemple à travers la mise en place d'une « *politique éducative commune* » (PEC). Cette politique permettrait aux systèmes éducatifs des différents pays de partager des modules communs et de favoriser le développement d'un sentiment d'appartenance européenne dès le plus jeune âge.

Rendre visible et accessible à tous l'information sur l'Union européenne

Les citoyens ont identifié différents **critères de réussite** pour la mise en œuvre de ce changement.

Il est tout d'abord proposé que l'information sur l'Union européenne soit communiquée *via* une plateforme unique, identifiée par tous les Européens et facile d'utilisation. Ils préconisent ainsi l'organisation d'une vaste campagne de publicité pour promouvoir cette plateforme, estimant que l'information doit venir au citoyen si ce dernier ne fait pas l'effort de se renseigner.

Il a ensuite été proposé d'instaurer une « minute européenne », sur le modèle du bulletin météo, à la fin des journaux télévisés afin de toucher un très large public.

Enfin, les citoyens font la proposition que des relais européens — guichet unique ou Maison de l'Europe par exemple — soient créés dans toutes les régions avec des missions bien définies et un fonctionnement détaché du politique pour favoriser la proximité avec le citoyen.

Une Europe engagée face au défi climatique et environnemental

{ Mots clés : Lutte contre le réchauffement climatique, urgence
environnementale

Rationnel de priorisation : Les citoyens ont priorisé les changements en se focalisant sur leur impact attendu, aidés à cette fin par les experts. Ils ont sélectionné la sobriété énergétique, notion encore peu présente dans les réglementations et qui permet selon eux de « se reconnecter avec le bon sens ». Le deuxième changement a été choisi pour son caractère disruptif, son impact pouvant devenir très significatif selon le mandat et les moyens accordés à la police européenne suggérée. Enfin, l'impact du troisième changement a été jugé plus significatif que celui des autres changements restants.

1^{er}

changement

Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu

Ce changement, qui encourage la sobriété énergétique et le développement des énergies renouvelables, a fait l'objet d'un large consensus au sein du groupe. Il a été considéré de manière unanime comme le changement le plus prioritaire pour incarner l'engagement de l'Europe face au défi climatique et environnemental.

Pour le mettre en œuvre, les citoyens ont identifié deux **étapes clés** : le lancement de nouveaux programmes de recherche sur des sources d'énergies renouvelables, et le déploiement des fonds d'investissement européens en participation directe dans des projets durables.

Enfin, ils ont défini les **critères de réussite** suivants pour ce changement :

- Établir un objectif contraignant de baisse de la consommation d'énergie ;
- Mettre en place des quotas de consommation par secteur ;
- Mettre en place et communiquer sur des indicateurs clés de sobriété comme la réduction du parc européen de voitures ou de la consommation de viande.



« La sobriété énergétique permet d'enclencher des changements transversaux et de se reconnecter avec le bon sens »

Présentation du changement prioritaire en plénière

Créer une police européenne de l'environnement pour contrôler et sanctionner ceux qui polluent et qui abusent du *greenwashing*

Ce changement, décrit comme « *disruptif et innovant* » par le groupe, a également fait l'objet d'un large consensus. Un point de dissensus est apparu sur la nécessité de réglementer les annonces « *d'extraction naturelle* » sur les produits cosmétiques, certains citoyens estimant que cette pratique relevait du *greenwashing*. Cet avis fut rejeté par une partie du groupe, estimant au contraire que cette publicité permettait aux consommateurs de faire un choix éclairé pour favoriser un produit (ou un autre) en fonction de son impact écologique, même supposé.

Pour mettre en œuvre ce changement, les citoyens ont identifié des **étapes clés** :

- À court terme, créer une police européenne de l'environnement ;
- Inclure le transport et le chauffage dans les mécanismes de régulation de la pollution (par exemple dans la taxe carbone) ;
- Renforcer la progressivité des taxes et mettre en place un système de bonus-malus — le volet bonus étant à ce jour insuffisamment valorisé.

Les citoyens ont défini comme **critère de réussite** pour ce changement l'attribution de moyens et d'un mandat ambitieux à cette police européenne, qui pourrait inclure notamment la publicité et l'écocide (nécessitant une réforme des traités).

Réduire l'impact écologique du transport routier et aérien, notamment par le développement du ferroviaire

Les citoyens ont identifié comme **étapes clés** de mise en œuvre de ce changement le lancement de programmes d'infrastructures pour construire des *hubs* ferroviaires, ainsi que l'adaptation des cadres réglementaires afin de limiter le transit routier.

Les **critères de réussite** suivants ont été définis :

- Avancer l'interdiction de ventes de véhicules neufs à essence à 2030, en renforçant l'accompagnement du consommateur et des employés de l'industrie automobile en reconversion ;
- Réduire le nombre de tonnes transportées par kilomètre de route ;
- Développer un opérateur européen propre (ferroviaire ou véhicules hydrogènes) ou une alliance entre acteurs européens, plus facilement envisageable (« *Passer d'Airbus au bus* ») ;
- Harmoniser les taxes et les subventions entre les moyens de transport.

Une Europe plus unie

Mots clés : Gouvernement européen, Europe fédérale, gouvernance centralisée, harmonisation des normes

Rationnel de priorisation : La priorisation du premier changement a été unanime au sein du groupe. Les citoyens ont souhaité mettre en avant les changements étant les plus en rupture avec le système actuel. Le groupe a trouvé un consensus autour de l'idée d'une fédération d'États d'Europe, permettant de refléter l'importance d'une union politique ambitieuse. Ils ont ensuite priorisé l'éducation comme vecteur d'unité, et ont enfin souligné l'importance de l'accessibilité de l'information.

1^{er}

changement

Tendre vers une fédération d'États d'Europe dotée de compétences fortes dans des domaines d'intérêt commun

Par ce changement, les citoyens souhaitent afficher une ambition concrète d'unification des institutions politiques européennes. Elle est exprimée sous la forme d'une fédération d'États, préférée à la notion d'Europe fédérale afin de respecter les divergences d'opinions autour d'une vision à horizon 2035. Le choix d'une fédération d'États d'Europe traduit selon les citoyens l'objectif de renforcer les compétences partagées et/ou exclusives de l'Union, sans pour autant tendre vers un État fédéral.

Ce changement se traduit par une série d'**étapes clés**.

Au plan interne, le groupe propose de développer la démocratie participative au niveau européen, et de créer des ministères de l'Europe au sein des États membres. À plus long terme, ils souhaitent, en rupture avec le système actuel, que le président de la Commission européenne soit désigné par une élection paneuropéenne au suffrage universel.

Sur le plan externe, ils suggèrent de renforcer la voix de l'Europe à l'étranger grâce à une incarnation unique européenne sur la scène internationale.

Enfin, ce changement serait considéré comme une **réussite** si l'autosuffisance budgétaire de l'Union était atteinte (c'est-à-dire si le budget européen atteint 10% du PIB, contre 2% actuellement).



« Plus d'Union c'est mettre le citoyen au cœur de l'Europe et l'Europe au cœur des citoyens »

Présentation du changement prioritaire en plénière

2^{ème}
changement

Développer l'esprit européen à travers l'éducation, la formation et l'information

Ce changement traduit le souhait des citoyens de construire une Europe plus sociale et humaine à travers le renforcement du sentiment d'appartenance à l'Europe.

Parmi les **étapes clés** pour y parvenir, le groupe a souligné la nécessité d'uniformiser la proposition d'enseignement de langues européennes au sein des parcours scolaires de tous les Européens, à travers l'enseignement obligatoire de deux langues européennes. Ils souhaitent également renforcer le partage d'information sur l'Europe et la communication des initiatives européennes afin de permettre plus de transparence.

Les citoyens ont identifié plusieurs **critères de réussite** pour ce souhait. À l'horizon 2035, ils proposent une extension du dispositif Brigitte Sauzay, soit un séjour obligatoire en Europe pour l'ensemble des étudiants, au sein de tous les cursus (secondaire, supérieur, etc.). Enfin, ils demandent que 25% des montants des crédits de formation professionnelle soient dédiés à des formations en lien avec l'Europe.

3^{ème}
changement

Rendre les services européens accessibles et lisibles à l'ensemble des citoyens et des résidents

Les citoyens sont partis du constat du manque d'accessibilité et de lisibilité des services européens. Ils ont souligné l'asymétrie d'information autour des services proposés par l'Europe (par exemple les aides financières européennes) et ont même été surpris lors des échanges avec les experts de découvrir l'étendue des services existants.

Ils envisagent donc comme **étapes clés** que soit développée l'accessibilité des services pour les citoyens, notamment au sein des territoires d'outre-mer. Cette volonté se traduit de manière concrète dans l'homogénéisation de l'accès aux services européens à travers l'ensemble des territoires, par exemple par le biais de Maisons de l'Europe.

Une Europe solidaire qui protège

Mots clés : Justice sociale et fiscale, amélioration du niveau de vie, salaire minimum, pouvoir d'achat

Rationnel de priorisation : La priorisation du premier changement part du constat que les problématiques de santé, contrairement à celles liées au travail et à la lutte contre la pauvreté, ne constituent pas encore un sujet majeur en Europe. Pour reprendre les mots d'un participant : « La santé [doit être] le premier choix, car c'est un vrai changement pour l'Europe ». Les citoyens ont ensuite choisi le deuxième et le troisième changement en raison de leur impact attendu pour développer la solidarité entre États.

1^{er}

changement

Harmoniser la santé et la rendre accessible à tous les Européens par une politique commune de santé

Ce changement répond à l'objectif du groupe d'assurer l'accès à la santé pour tous les Européens, en réponse au constat fait par les participants « d'un besoin de protection et de solidarité en matière de santé ». En prenant pour modèle les meilleurs systèmes de santé européens, ce changement transcrit la volonté des citoyens de voir l'Union européenne jouer un rôle plus actif dans la protection de ses habitants, en particulier dans le domaine de la santé.

Le groupe s'est prononcé unanimement en faveur d'un système de santé supranational qui reposerait sur un financement équitable entre les États membres.

Pour mettre en œuvre ce changement, le principe d'une sécurité sociale universelle européenne a été approuvé à la majorité par les participants. Ils n'ont toutefois pas abouti à un consensus sur la mise en œuvre de ce système. En effet, si certains plaident pour « une centralisation des données permettant aux personnels de santé d'accéder à l'ensemble des antécédents médicaux du patient », d'autres perçoivent au contraire cette mesure comme « une privation supplémentaire de liberté, et un système de contrôle ».

Les citoyens ont identifié deux **étapes clés** à la mise en œuvre de ce changement : développer la transparence et l'harmonisation des exigences réglementaires en matière de santé à l'échelle du continent, et élaborer un plan européen de santé.



« Il est nécessaire d'aller vers un système de santé supranational, qui reposerait sur un système de financement équitable pour chaque État avec une organisation européenne qui agit dans tous les États. »

Présentation du changement prioritaire en plénière

Aller vers un travail plus égalitaire en Europe

Les citoyens ambitionnent à travers ce changement de réduire les inégalités relatives aux différents niveaux de vie entre pays européens, en utilisant le travail comme un vecteur d'unification.

Ils ont identifié trois **étapes clés** de mise en œuvre : la réduction des inégalités salariales, la création d'un code du travail européen et la mise en place d'un salaire minimum européen (« *SMIC européen* »), proposition également fréquemment relayée lors des conférences régionales.

Si la question de l'harmonisation a suscité de nombreux débats entre les citoyens, l'objectif d'atteindre un « *SMIC européen* » indexé sur le meilleur salaire minimum en Europe a fait consensus.

Engager une lutte contre la pauvreté européenne et les risques sociaux

Ce changement a pour objectif d'améliorer le bien-être de la population européenne dans son ensemble : la réduction de la pauvreté sur le continent européen bénéficierait, selon les citoyens, à tous les habitants de l'Union. Ils ont ainsi énoncé comme proposition majeure la mise en place d'un revenu universel européen.

À court terme, les participants ont identifié comme impératif de définir clairement ce « *revenu universel européen* ». Ainsi, le montant, le public concerné ainsi que les aides sociales qu'il viendrait remplacer restent à définir. Tous ces paramètres ont été discutés par les citoyens, sans toutefois aboutir sur une proposition définitive : ils laissent aux décideurs politiques la tâche de se réapproprier ce projet.

Une Europe garante du respect des droits fondamentaux

{ Mots clés : Protection des droits humains, accent mis sur la solidarité,
organisation de l'accueil des migrants

Rationnel de priorisation : La priorisation des trois changements suivants a été unanime au sein du groupe. Les citoyens ont considéré le premier changement comme étant le plus pertinent compte tenu de la situation migratoire actuelle et de l'importance de ce sujet dans les années à venir. Le deuxième changement a été sélectionné en raison de son fort impact sur la vie quotidienne de tous les citoyens. Enfin, le troisième changement a été jugé prioritaire, car étroitement lié au deuxième dans la lutte contre les discriminations.

1^{er}

changement

Définir une politique commune permettant d'améliorer l'accueil et l'intégration sociale et professionnelle des migrants (y compris des migrants en situation irrégulière)

Les citoyens ont unanimement identifié la définition d'une politique migratoire commune et l'amélioration de la situation des migrants au sein de l'Union comme une urgence et un vecteur de paix. Ils ont considéré que ce changement était en rupture avec la situation actuelle. Ils constatent qu'il n'existe pas actuellement de politique commune sur ce sujet, la question migratoire relevant largement de la compétence des États.

Ce changement a fait consensus au sein du groupe, bien que les citoyens soient conscients du caractère potentiellement clivant de l'inclusion des migrants en situation irrégulière dans son champ d'application.

Les citoyens ont défini plusieurs **étapes clés** de mise en œuvre. Ils suggèrent à court terme qu'une initiative citoyenne soit lancée pour saisir la Commission afin de permettre l'adoption d'une norme commune déterminant un cadre commun sur l'accueil et l'intégration sociale des migrants. À plus long terme, la mise en place d'un office européen spécialisé et la reconnaissance de la politique migratoire comme compétence de l'Union ont également été proposées.



*« Il faut sensibiliser sur le respect des droits et libertés fondamentales
et sur la prévention des discriminations au moyen de l'éducation »*

**Réflexion d'une citoyenne lors des ateliers de la conférence
nationale**

Lutter contre les discriminations, notamment liées au sexe, à l'orientation sexuelle, au handicap, à l'âge, au racisme et à la religion

Le changement a fait l'objet d'un consensus rapide de l'ensemble des citoyens du groupe, qui ont exprimé l'acceptation des différences comme « *élément fondamental pour mieux vivre ensemble* ». Ils soulignent que si des normes existent aujourd'hui pour protéger les droits fondamentaux (par exemple la Convention européenne des droits de l'homme), leur application n'est pas toujours effective.

Les citoyens ont identifié des **étapes clés** de mise en œuvre de ce changement. Ils souhaitent tout d'abord le renforcement de la sensibilisation aux droits fondamentaux au travers de l'éducation, notamment par la mise en place dans tous les programmes scolaires européens d'un séminaire commun sur le sujet.

Ils proposent également un renforcement des sanctions et de leur application de manière rapide et efficace pour les pays ne respectant pas les droits fondamentaux.

Appliquer et renforcer les sanctions contre les pays ne respectant pas les droits fondamentaux de manière rapide et efficace

Les citoyens considèrent que les droits fondamentaux sont le socle de l'Union et constituent « *une évidence, [qui est] pourtant en danger aujourd'hui* ». Le respect de ces droits est selon eux une priorité pour permettre une égalité réelle entre les citoyens de l'Union.

Selon les citoyens, une **étape clé** de mise en œuvre serait l'ouverture d'un débat sur cette problématique lors de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022.

À moyen terme, ils identifient plusieurs **critères de réussite**. En premier lieu, la Cour de Justice de l'Union européenne devrait pouvoir sanctionner financièrement un État dès le premier « *recours en manquement* » pour violation des droits fondamentaux. Ensuite, le mécanisme de l'article 7 fonctionnant sur le principe d'unanimité devrait être revu. Par ailleurs, ils suggèrent que l'Union européenne entérine son adhésion à la Convention européenne des droits de l'Homme. Enfin, les citoyens estiment que la possibilité d'exclure un État de l'Union pour non-respect des droits fondamentaux ne devrait plus être un tabou.

Une Europe compétitive et innovante

Mots clés : Industrie, emploi, investissement pour plus de compétitivité, rayonnement face aux autres puissances économiques

Rationnel de priorisation : Le premier changement sélectionné était le plus consensuel au sein du groupe et a été priorisé en raison de son impact potentiel ainsi que son caractère novateur. Néanmoins, les participants ont tenu à souligner l'importance et la nécessité d'une mise en place simultanée des différents changements. Les citoyens estiment en effet que l'investissement dans la recherche doit intervenir en soutien du pilotage européen des filières stratégiques grâce au transfert des innovations issues de la recherche publique et privée.

1^{er}

changement

Développer et piloter au niveau européen les filières stratégiques pour assurer notre souveraineté

Ce changement répond au besoin de souveraineté de l'Union européenne dans les secteurs jugés stratégiques par les citoyens tels que la santé, l'alimentation, l'énergie, le numérique, la défense, le transport et les nouveaux matériaux. Selon les participants, il permettrait à la fois de réduire la concurrence entre les entreprises européennes dans ces filières et de réindustrialiser l'Europe en instaurant une préférence européenne dans ces secteurs.

Afin d'atteindre cette souveraineté, les citoyens ont identifié plusieurs **étapes clés**. À court terme, ils proposent de mettre en place une autorité européenne chargée de piloter ces secteurs et de délivrer les autorisations de rachats d'entreprises européennes par des entreprises étrangères. Cette autorité européenne pourrait également imposer aux produits importés les mêmes normes que celles imposées aux produits européens. À moyen terme, les citoyens estiment que 30% à 50% de la consommation européenne dans ces filières stratégiques devrait être produite sur le territoire européen, en particulier dans les secteurs de l'énergie et du numérique. Cette mesure a pour but d'assurer l'autosuffisance et le rayonnement, voire l'exportation du modèle européen. À long terme, le groupe envisage que 70% des produits consommés dans l'Union dans ces filières stratégiques soient produits sur son territoire.



« Nous devons mutualiser la force de frappe européenne en répartissant sur le territoire européen, et en pilotant à l'échelle de l'Europe, les pôles de compétitivité, les financements de la recherche et les filières stratégiques. »

Propos de conclusion du groupe lors des ateliers de la conférence nationale

Favoriser le transfert rapide des innovations vers le tissu économique

Le transfert des innovations issues de la recherche vers le tissu économique doit permettre de soutenir le développement des filières stratégiques et par ruissellement le financement de la recherche dans ces secteurs. Pour ce faire, les citoyens proposent de développer les pôles de compétitivité et les lieux de rencontre et de transfert d'innovations entre les entreprises et le secteur de la recherche.

Pour que la mise en œuvre de ce changement soit une **réussite**, les citoyens demandent que d'ici 2025, l'Europe ait développé un grand pôle de compétitivité pour chaque bassin de population de plus de dix millions d'habitants européens, puis un pôle pour cinq millions d'habitants d'ici 2030. Ces pôles de compétitivité seraient répartis en Europe et spécialisés dans une ou plusieurs filières. Ce maillage géographique fondé sur une coopération européenne accru irait de pair avec le pilotage des filières stratégiques. L'Europe devrait par ailleurs identifier puis améliorer les indicateurs de *time-to-market* (délai de commercialisation) de ces filières pour accélérer la commercialisation des innovations, jugée trop lente aujourd'hui.

Améliorer la coopération européenne pour le financement de la recherche publique et privée

Le groupe considère qu'une plus grande coopération dans le financement et les orientations de la recherche publique et privée en Europe est fondamentale. Les citoyens proposent ainsi que les champs de recherche reflètent les filières identifiées comme stratégiques, et que ces pôles de recherche soient répartis entre les pays européens.

Pour cela, les citoyens ont identifié des **étapes clés** de mise en œuvre. Ils suggèrent à court terme de créer un droit de préemption de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur les entreprises européennes détenant des brevets issus de recherches financées par l'Union ou un État européen (dès le 1^{er} euro financé). À long terme, la mise en place de structures de recherche similaires au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à l'échelle du continent a été proposée. Le groupe ambitionne également d'augmenter sensiblement les ressources de la BEI et d'investir 5% du PIB européen dans la recherche, afin d'aller au-delà de l'objectif actuel fixé à 3% du PIB.

Une Europe qui promeut le développement durable

*Mots clés : Economie raisonnée, préservation, agriculture, juste équilibre
entre économie, social et écologie*

Rationnel de priorisation : Les citoyens ont priorisé le premier changement pour son caractère « systémique ». Selon eux, il contribue à l'objectif primordial d'avancer vers une meilleure conciliation entre les activités humaines et la nature. Le deuxième changement a été sélectionné en raison du fort impact de l'agriculture sur des domaines adjacents comme l'alimentation ou la protection des écosystèmes. Enfin, le troisième changement a été choisi pour sa capacité à faire évoluer les modes de consommation.

1^{er}

changement

Améliorer la protection des milieux et des écosystèmes et créer des zones protégées au cœur des zones urbaines, périurbaines et rurales

Le groupe entend limiter l'impact négatif de l'urbanisation sur les sols. À cet égard, ce changement permettrait de limiter les catastrophes liées à la déstructuration et à l'imperméabilisation des sols, notamment dus aux ruissellements et glissements de terrain. Il s'agit ainsi également d'améliorer la qualité de vie dans les zones urbaines, notamment grâce à la plantation d'arbres.

Pour ce faire, deux **étapes clés** de mise en œuvre ont été identifiées par le groupe.

Les citoyens ont tout d'abord proposé de réduire le rythme et la surface d'imperméabilisation des sols, en inversant notamment la tendance des nouvelles constructions.

Dans un second temps, afin d'inverser cette courbe d'artificialisation des sols, les citoyens envisagent de « rendre à la nature ce qui lui appartient » en favorisant la restauration de la structure des sols pour en limiter l'érosion.



« Retrouver un équilibre entre l'Homme et la nature est primordial. Il est essentiel de faire avec la nature, et non plus contre. »

Présentation du changement prioritaire en plénière

Relocaliser l'agriculture et la rendre plus vertueuse

Ce changement a été jugé décisif pour le groupe, car il permet de promouvoir une agriculture plus vertueuse tout en dégagant des capacités de financement pour la soutenir.

Pour sa mise en œuvre, les citoyens ont identifié plusieurs **étapes clés**. Ils proposent tout d'abord la mise en place d'un salaire minimum garanti pour les agriculteurs. Ils envisagent également de découpler les soutiens financiers de la politique agricole commune (PAC) de la taille des surfaces cultivées (prime à l'hectare) et des quantités produites, afin d'encourager une production locale et de qualité plutôt que les grandes exploitations productivistes. Enfin, une introduction progressive de la permaculture serait soutenue notamment grâce à un accompagnement financier dédié. De manière plus globale, le groupe souligne qu'une coopération entre États européens est indispensable pour permettre la mise en place progressive de cette nouvelle agriculture.

Selon les citoyens, le premier **critère de réussite** de ce changement serait de mesurer le nombre d'agriculteurs vivant de leur métier sans avoir recours à des aides publiques. Ce taux devrait idéalement être proche de 100%. Par ailleurs, la diminution de la fréquence et de l'intensité des catastrophes météorologiques (inondations, crues, glissements de terrain) serait également un bon indicateur, de même que l'augmentation de la protection et la restauration des écosystèmes. Enfin, selon le groupe, la réduction de l'utilisation des intrants chimiques est une variable à suivre.

Prioriser l'économie circulaire

Ce dernier changement a également fait consensus au sein du groupe, traduisant pour les participants la nécessité de diminuer les déchets et l'exploitation des ressources naturelles en mettant en place « *un nouveau modèle de développement, et plus généralement, de vie* ».

L'**étape clé** de mise en œuvre identifiée pour ce changement porte sur l'interdiction de l'obsolescence programmée, en réglementant tout particulièrement les méthodes de fabrication et l'utilisation des matières premières.

Les **critères de réussite** mentionnés par le groupe sont : une forte diminution de l'obsolescence programmée, une limitation de la consommation des ressources naturelles et le développement des filières de recyclage.

Une Europe plus démocratique

Mots clés : Participation citoyenne, démocratie directe, représentativité des citoyens

Rationnel de priorisation : Les citoyens ont quasi unanimement choisi le premier changement, car ils souhaitent avoir une réelle influence sur les politiques publiques affectant leur quotidien. Le second changement a été sélectionné en réponse au déficit de légitimité dont souffrent les représentants politiques européens. Enfin, les citoyens ont priorisé le troisième changement car ils jugent important de lutter contre l'opacité de l'influence des lobbys.

1^{er}

changement

Mettre en place un pouvoir citoyen à plusieurs échelons : participation, décision, contrôle

Par ce changement, les citoyens souhaitent tendre vers une « expérience citoyenne complète » grâce à laquelle ils seraient réellement en mesure d'influer sur les politiques publiques qui ont un impact sur leur quotidien.

Ils ont identifié comme **critères de réussite** la progression de plusieurs indicateurs :

1. La participation aux élections européennes, qui devrait atteindre celle des élections présidentielles en France (élections mobilisant le plus, avec 80% de participation) ;
2. L'intérêt et la confiance en l'Union mesurée par un sondage de type Eurobaromètre ;
3. La fréquentation des sites de l'Union européenne par les citoyens ;
4. Le nombre de décisions prises après une consultation citoyenne ;
5. Le nombre d'initiatives européennes citoyennes (IEC) [dispositif existant permettant à au moins un million de citoyens de sept pays d'inviter la Commission à proposer une nouvelle législation sur un sujet particulier].

Ils ont ensuite défini les **étapes clés suivantes** pour la mise en œuvre de ce changement. Ils recommandent à court terme de créer une chambre consultative permanente et de multiplier les initiatives de participation citoyenne. À moyen terme, ils préconisent de faire évoluer les traités pour y inscrire le pouvoir citoyen et de pérenniser les conférences sur l'avenir de l'Europe (ou d'autres événements comparables). À long terme, ils proposent de créer un « label participatif » qui certifie les lois ayant été mises en place en concertation avec les conseils citoyens, ainsi qu'un corps fonctionnaire permanent en soutien du conseil consultatif citoyen tiré au sort.



« La démocratie n'est pas un acquis, c'est à nous de la défendre »

Présentation du changement prioritaire en plénière

2^{ème}

changement

Refonder les modalités d'élection des députés européens et élargir la désignation démocratique aux gouvernants des institutions européennes pour plus de légitimité

Ce changement répond au souhait de l'ensemble des citoyens de réviser les processus démocratiques de l'Union européenne. Des clivages sont cependant apparus dans la mise en œuvre de ce changement, certains citoyens étant favorables à une utilisation plus large du suffrage universel, alors que d'autres favorisaient le renforcement du rôle du Parlement européen (« déjà élu par le peuple »).

Les citoyens ont identifié des **critères de réussite** pour ce changement. Premièrement, un niveau de participation électorale comparable à celui des élections présidentielles en France devrait être atteint aux élections européennes, soit environ 80% des citoyens européens. Deuxièmement, le taux de confiance des citoyens dans les institutions européennes et la proportion de dirigeants élus directement par le peuple devraient progresser.

Pour réussir ce changement, les citoyens identifient comme **étapes clés** à court terme la prise en compte du vote blanc et l'obligation faite aux partis nationaux de communiquer sur l'Europe. À moyen terme, ils proposent de généraliser les listes transnationales aux élections européennes.

3^{ème}

changement

Contrôler les prises d'intérêts et anticiper des potentiels conflits d'intérêts des décideurs

Les citoyens ont identifié plusieurs **critères de réussite** pour ce changement. Tout d'abord, le nombre de contrôles des conflits d'intérêts potentiels devrait significativement augmenter, notamment grâce à l'allocation à l'autorité concernée d'un budget suffisant pour son fonctionnement. Par ailleurs, le pourcentage des élus et hauts fonctionnaires concernés par une déclaration d'intérêt et de patrimoine devrait augmenter. Enfin, la hausse du taux de confiance dans les institutions pourrait également être suivie.

Pour réussir ce changement, les citoyens suggèrent de suivre plusieurs **étapes clés**. À court terme, ils proposent d'instaurer un « *délai de refroidissement* », qu'ils définissent comme un nombre d'années pendant lesquelles une personne, après être passée dans le secteur privé, ne peut exercer dans le même domaine que son activité publique. À moyen terme, ils suggèrent de mettre en place un organe de contrôle centralisé des conflits d'intérêts des élus et hauts fonctionnaires européens, exerçant un pouvoir de

contrôle sur toutes les instances européennes. Parmi les membres de cet organe de contrôle pourraient notamment être nommés des citoyens tirés au sort.

Une Europe avec une gouvernance plus efficace

Mots clés : Réforme des institutions, nouveau projet d'Europe, Europe à plusieurs vitesses, maîtrise des lobbys

Rationnel de priorisation : Les deux premiers changements ont été considérés comme complémentaires, avec un objectif commun de rétablir la confiance des citoyens envers « l'action européenne ». Le groupe a ensuite choisi de prioriser la réforme du mode de prise de décision, après avoir hésité avec le changement relatif à la coopération renforcée, poursuivant le même but mais ayant selon eux moins d'impact. Cette priorisation a fait l'objet d'une discussion, débouchant sur un accord de la majorité du groupe.

1^{er}

changement

Unifier le mode d'élection du Parlement européen pour les vingt-sept États et améliorer la proximité des citoyens en remplaçant le scrutin actuel par un scrutin uninominal au niveau des régions

Ce changement reflète le souhait des citoyens d'être plus proches de leurs élus et de suivre leurs actions tout au long de leur mandat. Les participants souhaitent ainsi que les actions concrètes de l'Union européenne traduisent mieux leurs préoccupations.

Pour mettre en œuvre ce changement, les citoyens ont identifié deux **étapes clés** : l'unification du mode de scrutin à l'échelle européenne et le passage de circonscriptions nationales à des circonscriptions régionales afin de favoriser la proximité des élus avec les citoyens. Le groupe a évoqué plusieurs modalités possibles de mise en œuvre relative au nombre de représentants, à la taille des circonscriptions ou encore à la possibilité de révocation des élus.

Les citoyens ont identifié comme principal **critère de réussite** la bonne mise en place de ce nouveau système de scrutin d'ici 2035.



« Que veut dire une gouvernance efficace ? Cela veut dire un rapprochement du citoyen et des institutions, et surtout, une relation de confiance entre élus et citoyens. »

Présentation du changement prioritaire en plénière

2^{ème}

changement

Octroyer un véritable droit d'initiative législative au Parlement européen sans filtre et sans veto de la Commission

Ce changement vise à accroître les prérogatives du Parlement européen pour renforcer son positionnement par rapport aux autres institutions de l'Union, accroître son rôle dans le processus législatif et limiter le poids de la Commission, organe jugé moins proche des citoyens par les participations car non élu.

Le groupe s'est déclaré « assez optimiste » sur la réussite de ce changement. Un citoyen a toutefois exprimé ne pas être favorable à l'absence totale de veto sur le processus législatif, qu'il considère comme un « rempart nécessaire en démocratie ».

3^{ème}

changement

Renforcer le rôle et l'action de l'Union européenne sur les thématiques identifiées comme étant d'intérêt européen, avec une prise de décision à la majorité qualifiée (santé, environnement...)

Ce changement vise à permettre une prise de décision plus rapide sur des sujets clés et à améliorer l'efficacité de la gouvernance européenne. Le groupe a exprimé l'importance de ce changement pour « mettre la démocratie en mouvement » et rendre l'Europe plus proche des citoyens.

Les citoyens considèrent que la première **étape clé** pour la réalisation de ce changement est l'identification préalable des sujets d'intérêt européen concernés. Les participants se sont questionnés sur la définition de ces intérêts et sur leur périmètre sans avoir pu apporter de réponse définitive. Il a ensuite été proposé que le système de vote à l'unanimité soit remplacé par un vote à la majorité qualifiée pour les décisions relevant de ces domaines. Les experts présents lors de la conférence nationale ont indiqué que ce mode de décision [à la majorité qualifiée] existait déjà mais était relativement peu mis en œuvre, ce qui a conforté les citoyens dans la formulation et la priorisation de ce changement. Ils y voient ainsi un moyen de rendre la gouvernance de l'Europe plus efficace en évitant les paralysies potentielles liées à l'unanimité.

Selon le groupe, ce changement serait une **réussite** si l'Union parvenait à s'accorder sur une liste exhaustive de sujets d'intérêt européen dépassant les seules thématiques économiques ou commerciales.

Une Europe qui défend ses intérêts

Mots clés : Protectionnisme économique, force diplomatique, gestion des flux migratoires, sécurité

Rationnel de priorisation : Les participants ont choisi le premier changement comme prioritaire en raison de son potentiel pour redessiner les relations de l'Union vis-à-vis du reste du monde. Il constitue selon eux le changement le plus abouti permettant de dynamiser et de renforcer la politique économique de l'Union. Le deuxième changement a été retenu en raison de son ambition sur un sujet perçu comme « difficile ». Enfin, le troisième changement a été jugé important par le groupe car il permettrait d'unifier et de rendre l'Europe plus résiliente grâce à l'entraide en matière économique.

1^{er}

Favoriser la performance économique collective à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'Union européenne

Ce premier changement vise à atteindre trois grands objectifs : renforcer les politiques de préférence européenne pour garder les forces vives au sein de l'Union, garantir la protection de nos biens et savoir-faire essentiels, et créer des « champions européens » compétitifs dans l'économie mondiale.

Plusieurs **étapes clés** ont été identifiées pour la mise en œuvre de ce changement :

- Le développement de critères de préférence pour les entreprises européennes dans le cadre des appels d'offres ;
- La limitation des rachats d'infrastructures par des acteurs non européens ;
- La réalisation d'un état des lieux des secteurs critiques ;
- La création d'un mécanisme d'accompagnement financier à la relocalisation ;
- La mise en place d'une taxe carbone sur les achats auprès de fournisseurs basés hors d'Europe afin d'encourager la « préférence européenne » ;
- Le développement d'alliances industrielles dans les secteurs stratégiques ;
- Le développement d'investissements publics en capital-risque.

Les citoyens ont également défini plusieurs **critères de réussite** pour ce changement, parmi lesquels : le développement d'alliances industrielles et européennes dans des secteurs clés ; l'augmentation du nombre de relocalisations d'entreprises ; la décroissance du taux d'importation de produits vers l'Europe.



« L'objectif : recréer une économie durable et défendre les intérêts des citoyens pour éviter à tout prix la dépendance culturelle et économique vis-à-vis du reste du monde. »

Présentation du changement prioritaire en plénière

Contribution citoyenne à la Conférence sur l'avenir de l'Europe

2^{ème}
changement

Coordonner la sécurité du territoire et du cyberspace à l'échelle européenne

Ce changement propose de créer un nouveau cadre d'échange d'information et de renseignement entre les polices nationales afin de lutter contre les trafics et de renforcer la protection des Européens face à la montée de la cybercriminalité.

Pour mettre en œuvre ce changement, les citoyens ont identifié comme principale **étape clé** le renforcement de la place et du rôle d'Europol pour mieux lutter contre le crime et le grand banditisme à l'échelle européenne. La question de la centralisation des informations afin de permettre des interventions rapides est apparue comme un enjeu majeur et a été largement discuté par le groupe.

3^{ème}
changement

Encourager la mise en place d'une politique monétaire résiliente et réagissant rapidement aux chocs

Pour mettre en œuvre ce changement, le groupe a identifié comme **étape clé** la mise en place d'une feuille de route commune pour le financement, par des ressources propres, de grands chantiers d'infrastructures. Pour les participants, il ne s'agit pas ici de renforcer les compétences de l'Union européenne mais plutôt la doter de moyens d'action complémentaires à ceux des États.

Le groupe s'est également questionné sur le rôle de la Banque Centrale européenne (BCE) dans l'accompagnement des États et le financement d'actions bénéficiant directement aux citoyens européens. Le fonctionnement actuel est ainsi perçu par les citoyens comme limitant pour l'action de certains pays.

Les citoyens ont ensuite déterminé deux **critères de réussite** : d'une part, la capacité de l'Union à agir rapidement et efficacement en cas de crise, et d'autre part une entraide effective entre les États membres.

Une Europe puissante dans le monde

Mots clés : Armée européenne, puissance diplomatique, poids dans les relations internationales

Rationnel de priorisation : Les citoyens ont priorisé ces trois changements de manière spontanée. Ils ont expliqué voir dans la défense et la sécurité l'axe le plus primordial pour atteindre une Europe puissante, avec l'objectif d'assurer l'indépendance stratégique de l'Union. La diplomatie est à leurs yeux le deuxième pilier permettant à l'Europe de parler d'une voix unie et forte à l'international. Enfin, la souveraineté économique a été retenue comme un facteur crucial de puissance, mais a été jugée moins prioritaire que les deux premiers domaines.

1^{er}

changement

Renforcer la défense et la sécurité communes de l'Union européenne

Le groupe a insisté sur l'objectif transverse de ce changement : atteindre l'autonomie en matière de défense et de sécurité et ne pas dépendre de l'extérieur.

Pour ce faire, différentes **étapes clés** ont été identifiées.

En premier lieu, la nomination d'un Commissaire européen responsable de la défense et de la sécurité a été proposée pour acter la volonté d'une politique commune en la matière.

Dans le domaine militaire, le groupe a plébiscité la création d'une armée permanente, réactive et projetable rapidement dans le monde entier capable de défendre les frontières de l'UE et de répondre le cas échéant à l'appel de pays tiers. Si un consensus s'est dessiné sur la nécessité de cette force, ses modalités de composition et de financement restent à établir.

En matière de sécurité, les citoyens estiment prioritaire d'assurer l'approvisionnement et de protéger la recherche stratégique, notamment les brevets. Plusieurs secteurs stratégiques ont été indiqués comme essentiels pour assurer l'autonomie de l'Union, parmi lesquels le secteur spatial, la cybersécurité, le secteur médical et l'environnement. Enfin, le groupe a insisté sur la protection des frontières extérieures pour enrayer l'immigration illégale et les trafics.



*« Toutes nos propositions convergent vers un objectif :
l'indépendance stratégique. Il faut assurer l'autonomie de
l'Europe en matière de défense et de sécurité. »*

Présentation du changement prioritaire en plénière

Diplomatie : parler d'une seule voix

Pour que l'Europe soit puissante dans le monde, le groupe a jugé essentiel qu'elle puisse s'exprimer de manière unie afin qu'elle soit respectée par ses partenaires (Chine, Russie et États-Unis notamment) et qu'elle fasse front commun sur la scène internationale. Pour illustrer ce changement, un citoyen expliquait ainsi qu'« *Unis, nous sommes la première puissance mondiale* ».

Le groupe voit comme principal **critère de réussite** pour ce changement la nomination d'un représentant unique de l'Europe, reconnu par les chefs d'États tiers et reflétant le statut de l'Europe comme puissance mondiale. Le statut de ce représentant a fait l'objet de nombreuses discussions, et n'a pas été arrêté par les citoyens. Les pistes évoquées étaient un rôle accru du Haut représentant existant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, la création d'un Commissaire aux affaires étrangères ou la nomination d'une personne tierce, rattachée au Conseil européen et en lien avec la Commission.

La nécessité d'établir un système simple et opérationnel a été soulignée afin de répondre à la volonté unanime du groupe en faveur d'une Europe plus simple et plus lisible.

Permettre à l'Union européenne de faire jeu égal avec ses partenaires et concurrents économiques

Ce changement vise à faire de l'économie un levier de puissance pour l'Europe sur la scène internationale. Cet objectif devrait se traduire par le développement et la promotion de l'industrie européenne, ainsi que le renforcement de la souveraineté de l'Union.

Ce changement pourra être considéré comme un succès aux yeux des participants à plusieurs conditions. Tout d'abord, ils aimeraient voir se déployer une réelle politique de relocalisation industrielle et de promotion des acteurs économiques européens. Ensuite, une réelle réciprocité vis-à-vis des pays tiers en matière commerciale devrait être mise en œuvre. Enfin, les règles de concurrence existantes empêchant le rapprochement des grandes entreprises européennes devraient être révisées pour favoriser l'émergence de champions européens.

Une Europe dans laquelle les intérêts de chaque Etat priment

*Mots clés : Prépondérance de la France, respect des identités locales,
Europe des Etats, sortie de l'union (?)*

Rationnel de priorisation : Le groupe a choisi de prioriser ces changements, car il estimait qu'ils répondaient de façon cohérente au souhait d'Europe recherché et qu'ils avaient un plus fort impact auprès des citoyens que les autres changements travaillés. Cette priorisation a fait l'objet d'un consensus au sein du groupe.

1^{er}

changement

Préserver les spécificités (labels alimentaires, productions artisanales, traditions) des différentes régions européennes afin d'éviter l'uniformisation des modes de vie et d'assurer la traçabilité et la qualité des produits

Pour le groupe, ce changement est décisif car il permet de préserver la diversité européenne et d'éviter l'uniformisation des modes de vie, souvent évoquée par les citoyens comme un danger potentiel de la construction européenne. Il permet également aux producteurs locaux de valoriser leurs produits, et aux consommateurs d'acheter en toute confiance.

Les citoyens ont identifié plusieurs **étapes clés** pour la mise en œuvre de ce changement. Il s'agit à court terme de rendre plus accessible la base de données existante répertoriant les labels européens et nationaux comme les AOP (appellations d'origine protégées) ou les IGP (indications géographiques protégées).

Afin de rendre opérationnel ce changement, les citoyens ont imaginé la création d'un site internet proposant une carte interactive de l'Europe en 3 clics : un clic pour accéder à la page d'accueil, un deuxième clic pour accéder à une carte de l'Union européenne représentant ses différentes régions, et un dernier clic pour faire apparaître la description des labels dans chaque région afin d'informer au mieux les consommateurs.

Les citoyens ont proposé comme **critère de réussite** le renforcement de la communication autour des réalisations existantes et une meilleure connaissance de la part des citoyens de la diversité des cultures européennes.



« À travers ce label, les normes françaises et européennes sont garanties, et la traçabilité, la qualité et l'originalité sont mises en avant. »

Présentation du changement prioritaire en plénière

Adopter une réponse européenne commune en cas d'atteinte aux intérêts stratégiques ou fondamentaux (politiques, diplomatiques, militaires, commerciaux, culturels...) d'un État membre par un État tiers

Ce changement a été priorisé par les citoyens car il permettrait de renforcer la solidarité entre États membres et d'accentuer le poids politique et diplomatique de l'Union européenne sur la scène internationale. L'idée est de faciliter la mise en œuvre des sanctions qui pourraient être appliquées en cas d'atteinte aux intérêts d'un État membre par un État tiers.

Pour ce faire, les citoyens ont identifié plusieurs **étapes clés**. À court terme, l'adoption des sanctions devrait être facilitée avec par exemple un passage à la majorité qualifiée. La publication des divergences de positions des États membres sur ce sujet a également été évoquée par le groupe, afin que l'Union européenne ne soit pas rendue responsable de blocages émanant des États eux-mêmes.

Le **critère de réussite** principal choisi par le groupe est la qualité de la communication entre les États membres sur les projets qu'ils mènent de façon isolée, afin que l'Union européenne puisse réagir de façon rapide et coordonnée.

Systematiser le multilinguisme dans la production des textes européens (hors documents de travail)

La valorisation du multilinguisme a été jugée déterminante pour faciliter l'accès à la documentation européenne de tous les citoyens et garantir le respect des langues natives des citoyens des différents États membres.

Plusieurs **étapes clés** ont été suggérées pour mener à bien ce changement. Tout d'abord, l'identification des textes à fort impact sur la vie des citoyens serait nécessaire et devrait être suivie de leur traduction dans les vingt-quatre langues officielles de l'Union européenne. Il paraît également primordial aux participants de recruter davantage de **traducteurs et d'allouer aux services de traduction des institutions** européennes un budget plus conséquent. Enfin, l'Europe pourrait développer un système d'intelligence artificielle européen performant dédié à la traduction des textes, afin de ne plus dépendre de systèmes de traduction étrangers.

L'augmentation du nombre de documents officiels traduits dans toutes les langues de l'Union européenne marquerait pour le groupe le **succès** de ce changement.

d. Détails du vote sur les 14 changements à l'issue de la conférence nationale

À l'issue des travaux en groupe, les citoyens ont sélectionné et classé pour chaque souhait d'Europe trois changements prioritaires (cf. supra « Présentation des trois changements prioritaires exprimés pour chaque souhait d'Europe »).

Le premier changement retenu dans chaque groupe – 14 au total – ont ensuite été soumis au vote de l'ensemble des participants à la conférence nationale, afin de déterminer ceux qui étaient considérés collectivement comme les plus essentiels.

Lors du vote, parmi les 14 changements proposés, chaque citoyen a choisi et classé les trois changements qu'il souhaitait le plus voir mis en œuvre. 3 points ont été attribués au premier choix de chaque citoyen, 2 points au deuxième et 1 point au troisième. Le vote a été effectué sur papier et à « ciel ouvert ». Deux citoyens volontaires ont veillé au bon déroulement du dépouillement en qualité de scrutateurs.

A l'issue du vote final, les trois changements ayant remporté le plus de points sont :

- 1. Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu**
- 2. Renforcer la défense et la sécurité commune de l'Union européenne**
- 3. Favoriser la performance économique collective à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'Union européenne**

Changements soumis au vote	# points obtenus
Développer la sobriété énergétique pour consommer moins en arrêtant le superflu	64
Renforcer la défense et la sécurité communes de l'Union européenne	52
Favoriser la performance économique collective à travers une industrie autonome, compétitive et valorisée par l'Union européenne	50
Mettre en place un pouvoir citoyen à plusieurs échelons : participation, décision, contrôle	46
Tendre vers une fédération d'Etats d'Europe dotée de compétences fortes dans des domaines d'intérêt commun	45
Proposer des programmes d'échanges tout au long de la vie	43
Partager les cultures européennes par des manifestations et des événements fédérateurs	42
Harmoniser la santé et la rendre accessible à tous les Européens par une politique commune de santé	34
Développer et piloter au niveau européen les filières stratégiques pour assurer notre souveraineté	34
Améliorer la protection des milieux et des écosystèmes et créer des zones protégées au cœur des zones urbaines, périurbaines et rurales	34
Mettre en place des relais européens dans les territoires pour écouter et conseiller les citoyens	31
Unifier le mode d'élection du Parlement européen pour les vingt-sept Etats et améliorer la proximité des citoyens en remplaçant le scrutin actuel par un scrutin uninominal au niveau des régions	30
Définir une politique commune permettant d'améliorer l'accueil et l'intégration sociale et professionnelle des migrants (y compris des migrants en situation irrégulière)	28
Préserver les spécificités (labels alimentaires, productions artisanales, traditions) des différentes régions européennes, afin d'éviter l'uniformisation des modes de vie et d'assurer la traçabilité et la qualité des produits	24

Classement des changements à l'issue du vote final des citoyens de la conférence nationale sur l'avenir de l'Europe

Note méthodologique : à l'issue de la conférence nationale, chaque citoyen a priorisé les 3 changements qu'il souhaitait le plus voir mis en œuvre. 3 points ont été attribués au changement le plus prioritaire de chaque citoyen, 2 points au second et 1 point au troisième. Les résultats exprimés ci-dessus représentent ainsi la somme des points reçus pour chaque changement soumis au vote.

5. Sélection de photos



Découverte des changements issus des conférences régionales pour chaque souhait d'Europe





Discours de clôture de la conférence nationale par le Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes au Conseil économique, social et environnemental (CESE)





Photo de groupe des 98 citoyens ayant participé à la conférence nationale sur l'avenir de l'Europe, en présence du Secrétaire d'État chargé des affaires européennes



Seconde partie : présentation des résultats de la consultation « Parole aux Jeunes »

Les dates de la consultation

du 09/05/2021 au 18/07/2021

Les chiffres de participation

50 008 participants

2 918 propositions

338 330 votes

La consultation "Parole aux jeunes" a été lancée à l'initiative du Secrétariat d'État chargé des Affaires européennes. Cette consultation s'inscrit dans le contexte de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, exercice de démocratie participative inédit mené par les institutions européennes, dont l'objectif est de permettre à l'ensemble des citoyens européens de s'exprimer sur ce qu'ils attendent de l'Union européenne. Les enseignements de la consultation viendront nourrir les travaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne.

4 principaux enseignements

1. Une mobilisation massive des jeunes : plus de **50 000 jeunes citoyens français** ont pris part à la consultation, à travers tous les territoires.
2. **Les consensus** les plus importants concernent les politiques européennes de lutte contre le **changement climatique**, la **relocalisation** des productions en Europe, la **revitalisation de la démocratie européenne**, le **poids de l'UE dans le monde** (économie, recherche, droits humains, diplomatie).
3. **L'idée d'une Europe plus puissante et unie** traverse toute la consultation, et fait consensus sur plusieurs points :
 - Une Europe plus forte économiquement (notamment grâce à la relocalisation) pour faire face à la Chine ou aux États-Unis
 - Une Europe diplomatique qui pèse davantage sur la scène internationale
 - Une Europe leader de la lutte contre le changement climatique dans le monde
 - Une Europe rassemblée par sa jeunesse

- Une Europe unie dans la recherche et l'innovation

- 4. **Quatre idées complémentaires** de celles issues des panels citoyens ont aussi été plébiscitées par les jeunes :
 - Une économie européenne responsable écologiquement et socialement
 - Une Europe géographiquement plus reliée par le rail
 - Une Europe fiscalement plus juste
 - Une action forte de l'Union Européenne en faveur des droits des femmes

22 idées plébiscitées et 13 controversées réparties dans les 9 thématiques de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Les idées plébiscitées sont constituées à partir des propositions majoritairement soutenues par les participants à la consultation. Les propositions plébiscitées sont les propositions qui suscitent le plus d'adhésion, elles capitalisent en moyenne **79% de "votes pour"**.

Les idées controversées sont constituées à partir des propositions les plus débattues par les participants à la consultation, avec un équilibre entre les votes pour et contre. Les propositions controversées sont les propositions les plus fortement débattues de la consultation, elles capitalisent en moyenne **40% de "votes pour", 38% de "votes contre"**.

L'analyse de ces propositions a permis d'identifier 22 idées plébiscitées et 13 idées controversées. Ces 22 idées plébiscitées et les 13 idées controversées ont été réparties selon 9 axes correspondant aux grandes thématiques de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Synthèse des idées plébiscitées et controversées

Changement climatique et environnement

- Mettre en place une politique écologique européenne plus forte
- Développer le transport ferroviaire au sein de l'UE
- Sensibiliser davantage à l'environnement
- Progresser vers une agriculture plus durable
- Accélérer la transition énergétique
- Favoriser des procédés de construction éco-responsables
- Agir plus fortement pour la protection de la biodiversité
- Limiter les emballages et améliorer la gestion des déchets
- ⚡ Investir davantage dans le nucléaire

Démocratie européenne

- Mieux communiquer sur le rôle et le travail de l'UE
- ⚡ Faire de l'Europe une fédération
- ⚡ Donner une place aux jeunes dans les institutions européennes
- Faire évoluer le fonctionnement démocratique de l'Union Européenne
- ⚡ Laisser plus d'autonomie aux Etats membres
- Lutter contre la désinformation
- ⚡ Mettre en place un pouvoir exécutif européen plus fort

Économie, justice sociale et emploi

- Relocaliser la production en Europe pour plus d'autonomie
- ⚡ Harmoniser les salaires européens
- Rendre les pratiques des entreprises et le commerce plus responsables
- ⚡ Instaurer un revenu universel
- Lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscale
- ⚡ Réorienter l'Europe vers un modèle anticapitaliste

Éducation, culture, jeunesse et sport

- Permettre aux jeunes de davantage échanger avec d'autres pays de l'UE
- ⚡ Rendre obligatoires des séjours européens pour les jeunes
- ⚡ Encourager l'apprentissage de langues hors anglais

Transformation numérique

- Investir dans la recherche scientifique, numérique et environnementale
- ⚡ Développer les cryptomonnaies en Europe
- Sensibiliser au numérique et à ses dangers

Valeurs et droits, état de droit, sécurité

- Renforcer l'action de l'UE pour le respect des droits humains
- Renforcer les droits des femmes

Santé

- Investir dans la santé
- Améliorer la qualité de nos produits alimentaires

L'UE dans le monde

- Rendre l'UE capable de peser sur le plan international
- ⚡ Créer une force armée européenne

Immigration

- ⚡ Réduire ou accompagner l'immigration en Europe

- Idée prépondérante (> 10 propositions plébiscitées)
- Idée singulière (< 10 propositions plébiscitées)
- ⚡ Idée controversée (> 3 propositions controversées)

Focus sur les idées citoyennes autour de l'Europe puissante

1. Une Europe plus forte économiquement (notamment grâce à la relocalisation) pour faire face à la Chine ou aux États-Unis

Idée citoyenne : Relocaliser la production en Europe pour plus d'autonomie

Les jeunes citoyens ont plébiscité, à l'instar de nombreux consensus observés dans les consultations Make.org, le développement des circuits-courts et la production locale à l'échelle européenne. Ce mode de production, qui diminue à la fois le nombre d'intermédiaires nécessaires à la création d'un bien ainsi que l'empreinte carbone liée à son transport, est avant tout identifié par les participants comme un puissant outil destiné à relocaliser massivement la production en Europe, et ce dans plusieurs secteurs (agriculture, santé, défense, électronique...). Il est question d'encourager par ce biais la production locale mais également de retrouver l'indépendance à tous niveaux : agricole, pharmaceutique, commerces, défense, aviation. C'est tout particulièrement le cas pour la production de médicaments et de matériel médical en Europe, secteurs dans lesquels la dépendance aux puissances étrangères (la Chine et les USA étant nettement identifiés par les citoyens) a été mise en lumière à l'occasion de la crise sanitaire du Covid-19.

Il faut des grandes entreprises Européennes pour l'indépendance totale dans la fabrication des médicaments ou des composants électroniques. Agnès

Il faut lancer une politique massive de relocalisation en Europe afin de devenir plus indépendant du reste du monde et notamment de la Chine. Loris

Il faut relocaliser la production de médicaments et de matériel médical en Europe afin de réduire la dépendance aux puissances étrangères. Arnaud

2. Une Europe diplomatique qui pèse davantage sur la scène internationale

Idées citoyennes : Renforcer l'action de l'UE pour le respect des droits humains ; Rendre l'UE capable de peser sur le plan international

C'est en premier lieu le renforcement de la capacité d'action diplomatique qui est plébiscité dans le but de donner à l'UE plus de poids sur la scène internationale. Les citoyens évoquent, par exemple, le fait de sanctionner les pays ne respectant pas les droits humains (que cela soit sur le territoire UE ou hors UE) et à plus forte raison sur les questions de discriminations, de racisme, ou de droits LGBTQIA+...

Plus spécifiquement, les jeunes citoyens plébiscitent des sanctions concrètes adressées à certains Etats : la Hongrie pour sa discrimination des LGBTQ ou encore la Chine pour ses crimes contre les Ouïghours. Ces sanctions pourraient notamment s'incarner à

travers le fait de conditionner certains accords commerciaux ou aides de l'UE au respect de ces droits humains.

Au-delà de la question des droits humains, c'est plus globalement le renforcement de la capacité d'influence diplomatique de l'UE qui est souligné par les participants. Cette capacité serait rendue possible par l'unification des positions des États membres, qui leur permettrait dans le même temps de mieux défendre leurs valeurs communes. On lit implicitement le lien dessiné par les participants entre une Europe économiquement plus puissante grâce à la relocalisation de certaines activités et le rayonnement diplomatique accru qu'elle pourrait en tirer.

Il faut se donner les moyens de sanctionner les pays (à l'intérieur de l'UE) qui ne respectent pas les droits de l'Homme ou l'Etat de droit. Frinesa

Il faut systématiquement conditionner les accords commerciaux passés par l'UE au respect des droits humains et de l'environnement. Sophie

Il faut faire de l'Europe une entité capable de rivaliser diplomatiquement avec les autres puissances mondiales. Gauthier

Il faut que l'Europe soit unie dans les affaires internationales afin qu'elle puisse peser dans un monde dominé par les Etats-Unis et la Chine. Mathieu

Il faut renforcer l'image de l'Europe à l'international et ne pas céder aux pressions des autres pays (Chine, USA). Rayana

3. Une Europe leader de la lutte contre le changement climatique dans le monde

Idée citoyenne : Mettre en place une politique écologique européenne plus forte pour lutter contre le changement climatique

L'idée d'une Europe leader dans la lutte contre le changement climatique s'incarne, aux yeux des participants, par la mise en place d'une politique ambitieuse et unifiée pour affronter ces défis : limiter les émissions de GES ; instaurer un Green Deal plus ambitieux ; agir avec la même unité que face au Covid19 ou, encore mieux, prendre en compte l'écologie dans chaque décision européenne. En filigrane, les jeunes citoyens expriment le souhait de faire de l'Europe un exemple dans le domaine de l'environnement, qui pourrait ainsi inspirer positivement le reste des nations. Dans cette dynamique, c'est plus spécifiquement le rôle de la France qui est plébiscité comme pouvant, là encore, devenir la "locomotive" de l'action européenne dans la lutte contre le changement climatique.

Il faut un Green Deal ambitieux qui pousse les pays européens à être leaders de la transition écologique (pas de planète B). Mélanie

Il faut une action européenne dans la lutte contre le dérèglement climatique aussi forte (si ce n'est plus) que face à la crise du Covid-19. Jean

Il faut que la France rehausse ses ambitions climatiques et environnementales et devienne un leader européen dans le domaine. Alfred

4. Une Europe rassemblée par sa jeunesse

Idée citoyenne : Permettre aux jeunes de davantage interagir et échanger avec d'autres pays de l'UE

La logique d'une Europe renforcée par sa jeunesse passe nécessairement par le développement des échanges entre jeunes européens, notamment au niveau universitaire. Un plébiscite fort qui s'incarne par la facilitation des voyages d'études (type Erasmus) ainsi que par la valorisation des rencontres - donc de l'interconnaissance - entre pays de l'UE pour les jeunes qui y résident. A noter que les participants évoquent l'importance de faire bénéficier ces dispositifs y compris aux plus précaires, ce qui permettrait de surcroît de renforcer le sentiment d'appartenance de tous. Toujours dans cette perspective, l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge est identifié comme un levier permettant aux Européens de davantage communiquer entre eux. Le renforcement d'une Europe unie par sa jeunesse ne saurait pour autant se limiter à la question de l'éducation : les participants soulignent de même l'importance de pouvoir multiplier les expériences au sein de l'UE : emploi, service civique, stage, bénévolat...

Il faut renforcer les programmes européens de type Erasmus pour créer une véritable identité européenne. Cédric

Il faut favoriser et promouvoir la recherche d'emploi, Service Civique, stages, ... au sein de l'UE. Erwan

Il faut permettre aux 18-25 ans de partir deux mois dans l'UE gratuitement (apprendre une langue, bénévolat) et renforcer la citoyenneté européenne. Margot

Il faut permettre aux écoles (dès le primaire) de construire des projets avec les autres pays européens pour qu'on se sente "Européens". Camille

5. Une Europe unie dans la recherche et l'innovation

Idée citoyenne : Investir dans la recherche scientifique, numérique et environnementale

Le secteur de la recherche apparaît également comme une occasion de renforcer la puissance de l'Europe. Les participants appellent à développer des programmes de recherche scientifique, là encore de manière unifiée, afin de faire de l'Europe un véritable pôle d'innovation mondial et éviter de cette manière la fuite des cerveaux hors

de l'Union européenne.

La question du renforcement de la recherche s'articule autour d'une nécessité pour les États d'investir significativement dans ces domaines, notamment dans le secteur du numérique, avec pour objectif avoué de rivaliser avec les États-Unis, la Chine ou les GAFAM et d'asseoir ainsi davantage le rayonnement de l'UE.

A cette perspective s'ajoute le souhait d'orienter davantage la recherche scientifique européenne et celle des États membres vers des enjeux écologiques.

Il faut investir dans la recherche surtout des énergies propres du futur (hydrogène, biogaz, fusion nucléaire (qui n'émet pas de déchets)). Elvis

Il faut encourager plus de recherche universitaire pour faire de l'Europe un pôle scientifique capable de rivaliser avec les États-Unis. Marie

Il faut que l'Europe finance davantage la recherche scientifique au sein de ses membres, notamment pour la transition écologique. Pierre

Il faut faire de l'Europe un haut lieu de la recherche et de l'innovation mondiale en mettant en commun nos chercheurs et nos programmes. Gauthier

Focus sur les idées citoyennes complémentaires plébiscitées par les jeunes

1. Une économie européenne responsable écologiquement et socialement

Idée citoyenne : Rendre les pratiques des entreprises et le commerce plus responsables

Les jeunes citoyens Français ont fortement plébiscité la nécessité de transformer l'économie européenne notamment grâce à l'évolution des normes commerciales. Il est avant tout exigé de l'Union Européenne l'instauration d'une fiscalité engagée et orientée vers la transition écologique et sociale. Les participants demandent à ce que les entreprises européennes coupables d'importantes externalités négatives soient fortement taxées, au profit des entreprises responsables. De la même manière, la mise en place de taxes, voire de sanctions, pour les produits et entreprises non-européennes ne respectant pas des critères sociaux et environnementaux stricts, actuels ou à venir, suscite le consensus. Enfin, il est question de permettre aux citoyens de reprendre le contrôle dans leurs choix de consommation et de leur redonner confiance dans les entreprises en obligeant ces dernières à avoir plus de transparence sur leurs modes de production, notamment par le biais de scores écologiques.

Il faut imposer des taxations sur les produits manufacturés ne respectant pas nos normes sociales et environnementales. Victor

Il faut une taxe à l'importation pour les produits non-UE polluants. Camille

Il faut un étiquetage sur la note CO2 de chaque produit lors de sa fabrication, tout comme le nutriscore : le climat-score. Titouan

2. Une Europe géographiquement plus reliée par le rail

Idée citoyenne : Développer le transport ferroviaire au sein de l'UE

Le concept d'Europe unie par le transport émerge comme un consensus fort dans la consultation. Pour les participants, il est nécessaire d'améliorer le maillage ferroviaire sur tout le territoire européen, et plus spécifiquement entre les métropoles afin de donner aux habitants l'occasion de voyager beaucoup plus facilement dans chaque pays de l'UE. Il est également question d'utiliser les possibilités d'un réseau unifié pour favoriser un usage plus durable des transports de marchandises, et ainsi limiter les productions de gaz à effets de serre induites par le fret routier ou encore aérien. La mise en place de lignes à grande vitesse fait également consensus auprès des jeunes Français, ces derniers précisant néanmoins l'importance de l'accessibilité financière de telles lignes : des prix bas permettant d'encourager l'usage du train au détriment de celui de l'avion.

Il faut un transport ferroviaire intra-européen performant pour pouvoir organiser des échanges de marchandises plus écologiques. Marcellin

Il faut une vraie Europe du rail, relier toutes les agglomérations en train et LGV et diminuer l'usage du transport routier et de l'avion. Pierre

Il faut engager une véritable transition écologique et développer le transport ferroviaire (voyageur et fret) pour favoriser les échanges ! Mathis

3. Une Europe fiscalement plus juste

Idée citoyenne : Lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscale

L'inégalité face à l'impôt et notamment la possibilité pour certaines entreprises d'échapper a suscité de nombreuses propositions. Les participants plébiscitent l'obligation pour les entreprises, et en particulier les multinationales, de payer des impôts dans les pays où elles réalisent du chiffre d'affaires sous peine de sanctions voire d'interdiction de leurs activités sur le territoire en question. L'harmonisation de la fiscalité entre les pays européens fait également consensus dans la consultation. L'objectif affiché des jeunes Français est de limiter voire d'empêcher les optimisations fiscales et la concurrence, perçue comme déloyale, entre les pays de l'Union européenne.

Il faut obliger toutes les sociétés à payer leurs impôts dans les pays où elles font des profits, sous peine d'interdiction de vendre. Guillaume

Il faut que l'Union Européenne puisse être forte face aux multinationales pour leur demander de payer leur juste part. Clément

Il faut une harmonisation le taux d'impôt sur les sociétés en Europe afin d'arrêter la concurrence fiscale. Marco

4. Une action forte de l'Union Européenne en faveur des droits des femmes

Idée citoyenne : renforcer les droits des femmes

Les participants ont plébiscité de nombreuses propositions visant à progresser vers une Europe plus inclusive et plus égalitaire pour les femmes. Il est premièrement question de lutter plus efficacement contre toutes les formes de violences subies par les femmes, comme les violences conjugales ou le harcèlement de rue, en ratifiant par exemple la convention d'Istanbul ou en multipliant les centres d'accueil. L'Union européenne est également invitée à harmoniser certaines lois et réglementations dans tous les pays

membres, comme le droit et l'accès dans de bonnes conditions à l'avortement. Une fois de plus, l'application de sanctions envers les pays ne respectant pas certains critères et certains droits sur le sujet est consensuelle, notamment car elles permettent d'accélérer le changement.

Il faut plus de cadrage et de répression contre les violences faites aux femmes, harcèlement de rue... Il faut se réveiller ! Clara

Il faut ratifier la Convention d'Istanbul pour permettre aux femmes de bénéficier d'une protection plus élevée contre les violences. Tiffany

Il faut mettre en place un droit à l'avortement dans tous les pays européens et dans les mêmes conditions d'accès. Géraldine

Conclusion

La très grande majorité des participants aux conférences régionales était satisfaite de cette expérience de démocratie participative, comme l'illustrent les principaux retours ci-après qui ont été collectés tout au long de cet exercice démocratique inédit.

- > **96,7%** sont **satisfaits** de cette expérience et du rendu de la conférence
- > **100%** sont **fiers** d'avoir participé à cette conférence
- > **95,4%** se sont sentis **écoutés**
- > **94,5%** ont eu l'impression d'avoir pu **s'exprimer librement**
- > **85,1%** considèrent que les propositions développées sont **utiles pour la société**

Réponse des citoyens à la question « Un dernier mot ? »



Résultats des questionnaires de satisfaction des participants de la conférence nationale et dernier nuage de mot

Sélection de verbatims des citoyens issus des conférences régionales et de la conférence nationale de synthèse

« L'organisation de l'événement et la qualité des échanges auxquels j'ai participé étaient très satisfaisantes »

« [Je ressens de la] frustration quant au temps imparti pour la réflexion et suis frustrée de ne pas avoir travaillé en amont le sujet pour être davantage éclairée et donc contributive »

« J'ai apprécié les rencontres très diverses notamment au cours des échanges riches, informels, des experts aux connaissances éclairantes, la bienveillance du groupe, le cadre, l'animation agréable. »

« Je ressens une frustration, car les sujets méritent un temps beaucoup plus long et approfondi. Le vote final n'a pas favorisé une Europe solidaire, j'en suis déçue. »

« J'ai passé 3 belles journées de discussion, d'engagement et d'enthousiasme dans un climat de grand respect mutuel ! C'était très agréable ! »

« J'ai aimé la confrontation des idées dans le respect de chacun et la progression constructive dans l'émergence des idées. »

« Je suis heureuse d'avoir eu l'opportunité d'échanger avec des personnes d'autres milieux ou opinions »

« Le respect, l'écoute, le comportement digne de chaque participant qu'il soit citoyen, animateur, facilitateur ou expert » [réponse d'un citoyen à la question « Qu'est-ce qui vous a le plus satisfait pendant cette conférence régionale ? »]

« Remarquable organisation sur la forme. Techniques efficaces pour faire naître et challenger les idées en assurant un équilibre des opinions. »

« Merci pour l'animation, la restauration, l'accueil et la qualité de ces 3 jours très riches »

« J'espère que le travail accompli pendant ces 2 jours et demie autour de l'Europe portera ses fruits et sa "pierre" à l'édifice européen. »

« En un mot, pour vous, l'Europe en 2035 devra être... » :



Réponse des citoyens de la conférence nationale à la question finale :

« En un mot, pour vous, l'Europe en 2035 devra être... »

Annexes

1. Retour sur le processus délibératif
2. Méthodologie de recrutement des participants
3. Questionnaire d'évaluation des participants
4. Mandat de participation
5. Rapport des garants de la consultation

Annexe I — Retour sur le processus délibératif

a. Calendrier et principales étapes du volet français de la conférence sur l'avenir de l'Europe

Conférences régionales

La répartition des conférences régionales fut la suivante :

- 10-12 septembre (9) : Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire, Provence Alpes Côte d'Azur, Mayotte et La Réunion ;
- 24-26 septembre (7) : Bourgogne Franche-Comté, Bretagne, Centre- al de Loire, Corse, Grand Est, Occitanie et Martinique ;
- 8—10 octobre (2) : Guyane (8 et 9 oct.) et Guadeloupe.

Dans chaque région, le même déroulé fut appliqué, avec une alternance de temps de travaux de groupe et de plénières permettant aux citoyens de produire par le débat des idées collectives tout en veillant à ne pas censurer les idées individuelles. Les citoyens ont ainsi travaillé sur deux grands axes temporels : leur **perception actuelle** de l'Europe et leurs **souhaits pour l'Europe de 2035**.

La perception actuelle de l'Europe fut explorée grâce à trois questions, volontairement ouvertes pour favoriser l'expression citoyenne :

- *Quel est selon vous l'impact de l'Union européenne sur votre vie ?*
- *En tant que Français, vous sentez-vous européen ? Pourquoi ?*
- *Selon vous, qu'est-ce qui ne marche pas en Europe et au contraire qu'est-ce qui marche bien ?*

Le samedi et le dimanche des conférences régionales furent dédiés à l'expression de **souhaits pour l'Europe de 2035** et de changements voulus par les citoyens pour atteindre ces souhaits. Les participants ont eu l'occasion de traiter et d'approfondir les souhaits de leur choix à travers un groupe de travail libre. En effet, chaque citoyen a exprimé ses souhaits pour l'Europe de 2035 et s'est placé avec d'autres participants ayant des aspirations proches ou similaires. Cette démarche a permis de réunir des citoyens d'horizons divers sur des familles de souhaits cohérents.

Afin de faciliter la traduction des souhaits en changements, les citoyens sont passés par l'étape intermédiaire d'identification des **problèmes existants**, grâce à la question

s suivante : « *Quels sont les problèmes et blocages que vous identifiez par rapport à la situation actuelle et qui empêchent la réalisation de vos souhaits pour l'Europe de 2035 ?* ». Dans un second temps, les citoyens ont travaillé sur les **changements permettant de dépasser ces blocages**.

Enfin, les citoyens ont décliné les changements voulus pour l'Europe en **propositions concrètes**. Cette maïeutique citoyenne fut accompagnée par des experts et des vérificateurs de faits (cf. infra « Rôle et posture des intervenants »), positionnés en soutien pour apporter un éclairage factuel sur des questions qui leur étaient posées.

En clôture de la conférence, trois votes successifs ont mesuré **la popularité, la priorité et l'adhésion** aux changements identifiés pendant le weekend, à travers les questions suivantes :

- *Quels sont les changements que vous souhaiteriez voir mis en œuvre ?*
- *Parmi ces changements, quels sont ceux qui vous paraissent vraiment essentiels ?*
- *Quels sont les changements que vous souhaiteriez ne jamais voir se réaliser ?*

Entre les conférences régionales et la conférence nationale

Chaque région ayant produit des souhaits et changements différents mais proches, un travail de **regroupement** de ces travaux en **14 groupes de souhaits pour l'Europe** fut réalisé entre les conférences régionales et la conférence nationale. Les 515 changements ont ainsi été regroupés sans être reformulés ni fusionnés, afin d'assurer une traçabilité totale du processus et d'éviter une « thématization » à partir de référentiels de pensée qui relèveraient du commanditaire ou des organisateurs. Aucun changement, même minoritaire, n'a été écarté. Ainsi, le produit d'entrée de la conférence nationale a consisté en 14 affiches de souhaits d'Europe reprenant pour chacune entre 15 et 60 changements issus des conférences régionales.

Conférence nationale (15 au 17 octobre 2021, Paris)

La conférence nationale avait pour objectif de produire une **synthèse citoyenne collective argumentée et priorisée** à partir des productions des conférences régionales. À cet effet, les citoyens se sont concentrés sur les souhaits et changements pour l'Europe de 2035 en travaillant sur leur **recomposition** (passage de 15 à 60 changements par Europe souhaitée à 5 à 9 changements regroupés), leur **caractérisation** (argumentaire expliquant les impacts attendus, les étapes clés de mise en œuvre et critères de réussite), et leur **priorisation** finale.

L'après-midi du vendredi a été consacrée, après une ouverture officielle par M. Thierry BEAUDET, président du CESE et un temps d'interconnaissance, à une appropriation collective des productions régionales organisées en 14 souhaits d'Europe. L'après-midi s'est clôturée par une intervention de M. Marc FESNEAU, Ministre chargé des Relations avec le Parlement et de la Participation citoyenne, et par une conversation avec les conseillers du CESE porteurs de la résolution « 2022 : la relance du projet européen ? ».

Le samedi et le dimanche, les citoyens ont travaillé à **préciser les changements souhaités** avec le soutien d'un ou deux experts, en alternant travail en sous-groupe, mises à l'épreuve (notamment par des jeux de rôle, en se projetant sur l'impact dans la vie quotidienne de ces changements sur des Européens des vingt-sept États membres en 2035 et en identifiant les raisons d'être optimiste ou pessimiste quant à la mise en œuvre des changements identifiés), et présentation orale en plénière sous forme de « pitches » des changements souhaités. Enfin, les participants ont procédé à une double **priorisation**, d'abord au sein de chaque souhait d'Europe (mise en avant de trois changements prioritaires) puis tous ensemble en votant sur les changements qu'ils estimaient les plus prioritaires parmi tous les souhaits d'Europe (soit quatorze au total).

Le Secrétaire d'État chargé des affaires européennes, M. Clément BEAUNE, a pris la parole en clôture de la conférence nationale.

b. Rôles et postures des intervenants

Afin d'assurer l'intégrité des débats et ne pas influencer les échanges entre les citoyens, tous les intervenants des conférences régionales et de la conférence nationale devaient faire preuve d'une **neutralité absolue** (pas d'expression de leur opinion propre ni de jugement normatif sur la pertinence ou la faisabilité de changements proposés par les citoyens).

Animateurs

Consultants du consortium mandaté pour accompagner le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères dans l'organisation de la démarche, trois animateurs étaient présents par région. Ils avaient pour rôle d'assurer le bon déroulé des trois jours de travail, dans le respect de l'esprit (libérer l'imagination, pousser la capacité d'argumentation collective) et de la lettre (respect des horaires et des séquences, traitement équivalent des différentes conférences régionales pour une production finale comparable et cumulable) de la démarche.

Pour la conférence nationale, les animateurs du consortium ont animé et assuré la facilitation des groupes de travail (trois animateurs et quatorze facilitateurs, soit un par souhait d'Europe).

L'animation en outremer a été réalisée par des professionnels locaux, avec le soutien étroit des équipes du consortium. Ce soutien s'est matérialisé par plusieurs webinaires (pour la composition, la formation des équipes d'animation et le bilan après les conférences) entre juin et octobre. Certaines conférences régionales ont également connu des adaptations spécifiques, liées à la situation sanitaire (report en octobre pour la Guyane et Guadeloupe/Saint-Martin, raccourcissement du protocole à 1,5 jour en Guyane).

Facilitateurs en région

Au nombre de huit par conférence (sauf pour les régions d'outre-mer où leur nombre a été adapté au nombre réduit de citoyens), les facilitateurs ont été recrutés par les préfectures régionales parmi les réseaux de commissaires enquêteurs, de facilitateurs du Grand Débat National ou de médiateurs. Bénévoles et volontaires, ils avaient pour mission principale d'animer les sous-groupes de travail (un facilitateur par table) et de retranscrire les échanges. Les facilitateurs ont bénéficié de deux formations en amont des conférences pour assurer leur maîtrise du déroulé et leur posture de neutralité. L'équipe organisatrice fut extrêmement vigilante à ce que les facilitateurs ne gomment pas les idées individuelles et ne cherchent pas systématiquement le consensus.

Facilitateurs de la conférence nationale

La facilitation a été assurée par quatorze consultants issus du consortium, qui ont également bénéficié de deux formations dédiées. Huit de ces facilitateurs avaient par ailleurs participé à une ou plusieurs conférences régionales en qualité d'animateurs.

Experts

À disposition des citoyens pendant les travaux, les experts devaient avoir une vision transversale de l'Europe afin de répondre aux questions adressées par les citoyens et de les soutenir dans la formalisation de leurs idées. Les experts ont ainsi donné accès à une information plurielle et contradictoire permettant d'alimenter les échanges sans les influencer. Pour cela, des réunions préparatoires ont été organisées en amont des conférences puis sur place, et des notes de cadrage ont été partagées. Parmi les experts figuraient notamment des chercheurs, professeurs d'université, membres de think tanks et de la Team Europe, diplomates et acteurs locaux.

Vérificateurs de faits ou *fact-checkers*

Une équipe de vérificateurs de faits (*fact-checkers*) basée à Paris a permis aux citoyens de transmettre leurs questions à distance afin d'obtenir des éléments d'information supplémentaires, fiables et vérifiés pendant les travaux de groupes. Les *fact checkers* ont reçu entre trente et cinquante questions lors de chaque weekend des conférences régionales, sur des sujets diversifiés allant de la vérification du nombre de pays dans la zone euro à la recherche des différents niveaux de défiscalisation appliqués au marché de l'art de chaque pays européen. Parmi les sujets fréquemment abordés figuraient l'écologie, le fonctionnement des institutions européennes et le lobbying.

Garants

Les trois garants de la consultation ont été nommés par les Présidents de l'Assemblée nationale et du Parlement européen et par le Gouvernement. Leur mission était de contrôler la sincérité du tirage au sort des citoyens, de formuler des recommandations sur le déroulé des panels et la sélection des experts, d'assister aux conférences régionales et à la conférence nationale de synthèse en tant qu'observateurs, et enfin de rédiger un rapport public à l'issue du volet national de la Conférence (cf. Annexe V). Le Président du Sénat, également sollicité, a désigné un garant après la tenue des conférences régionales.

Annexe II — Méthodologie de recrutement des participants

a. Conférences régionales

Les opérations réalisées par Harris Interactive, avec le soutien de la société Le Terrain, responsable du recrutement, se sont décomposées en 3 temps détaillés ci-après.

1. Tirage au sort des numéros de téléphone éligibles

Les bases de numéros de téléphone utilisées pour effectuer le tirage au sort des citoyens ont été fournies par l'ARCEP et contiennent l'intégralité des numéros de téléphone attribués aux opérateurs téléphoniques : une base principale de téléphones portables en France métropolitaine, une base de téléphones fixes en France métropolitaine et une base de téléphones portables en DROM-COM.

2. Prise de contact avec des personnes éligibles pour recueillir leur intérêt et valider leur profil sociodémographique

Les numéros tirés au sort ont été exploités de façon progressive, par lots successifs, jusqu'à la finalisation du recrutement. Un numéro tiré au sort exploité fut contacté, soit par un appel direct d'un enquêteur (dans la majorité des cas), soit par SMS.

Cet entretien téléphonique visait tout d'abord à valider leur éligibilité pour le dispositif : ont été écartées les personnes mineures, non-ressortissantes de l'Union européenne, ou encore contactées sur un numéro qui s'avérait être à usage exclusivement professionnel (pour ne pas donner deux fois plus de chances de participer à une même personne ayant à la fois un téléphone personnel et un téléphone professionnel).

L'entretien permettait ensuite de recueillir précisément leur profil sociodémographique, de leur présenter succinctement le dispositif et de leur demander si le principe d'y participer les intéressait. Il s'agissait également du premier temps d'échange pour chercher à lever les éventuels freins et objections des personnes contactées. À l'issue de cet entretien téléphonique, chaque personne contactée pouvait émettre une volonté de participer : elle était toutefois prévenue que sa participation finale dépendrait de son profil sociodémographique.

3. Confirmation de la présence des personnes éligibles, intéressées et dont le profil sociodémographique permet l'équilibre global de l'échantillon.

À l'issue de l'entretien téléphonique, seules les personnes dont le profil sociodémographique permettait d'atteindre l'équilibre global de l'échantillon concerné ont été retenues pour participer. Celles dont les profils étaient déjà suffisamment

représentés furent placées sur liste d'attente, et appelées en cas de désistement d'une personne ayant le même profil.

Les critères de sélection retenus étaient les suivants :

- Sexe
- Catégorie d'âge
- Profession et catégorie professionnelle

Ces données étaient issues des données de recensement de l'INSEE, ventilées pour chaque région.

Afin d'obtenir une diversité d'opinion par rapport à l'Union européenne, un critère politique avec l'attitude – positive, neutre ou négative – à l'égard de l'Europe, a également été ajouté, issu des données de l'Eurobaromètre.

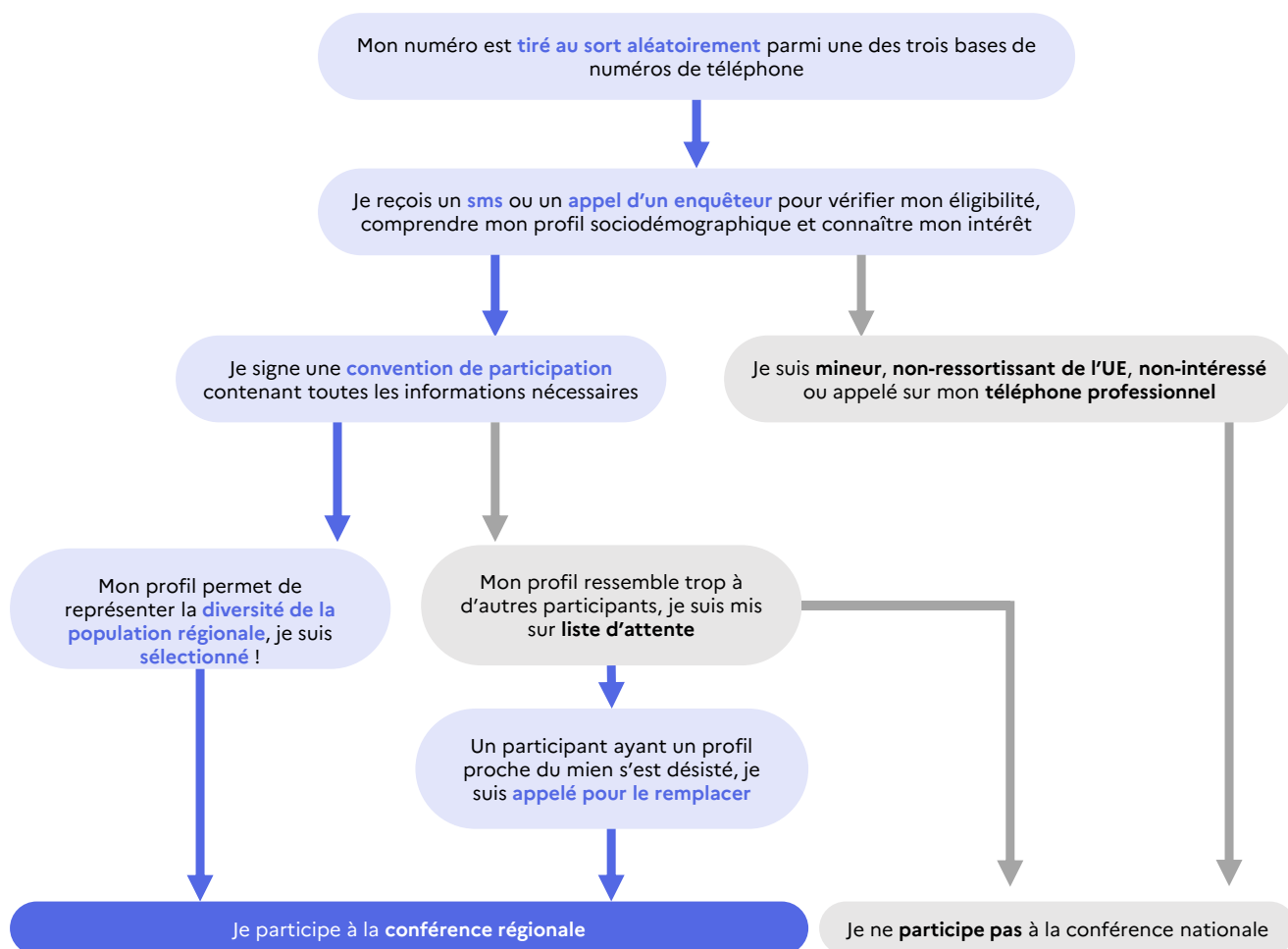
Au début du recrutement, toutes les personnes intéressées se sont vues proposer de participer. Au fil du recrutement, certaines catégories de population étant suffisamment représentées dans l'échantillon, les profils de ce type furent placés sur liste d'attente, afin de privilégier la participation de profils les moins représentés.

Les échantillons furent gérés en temps réel, région par région, en tenant compte des spécificités démographiques de chacune. Néanmoins, ces échantillons ne peuvent en aucun cas prétendre atteindre une représentativité statistique régionale : sur cinquante participants, chaque citoyen pèse à lui seul 2% de l'échantillon. **L'objectif poursuivi était de représenter toutes les catégories de population dans l'échantillon, afin d'illustrer la diversité de la population régionale.**

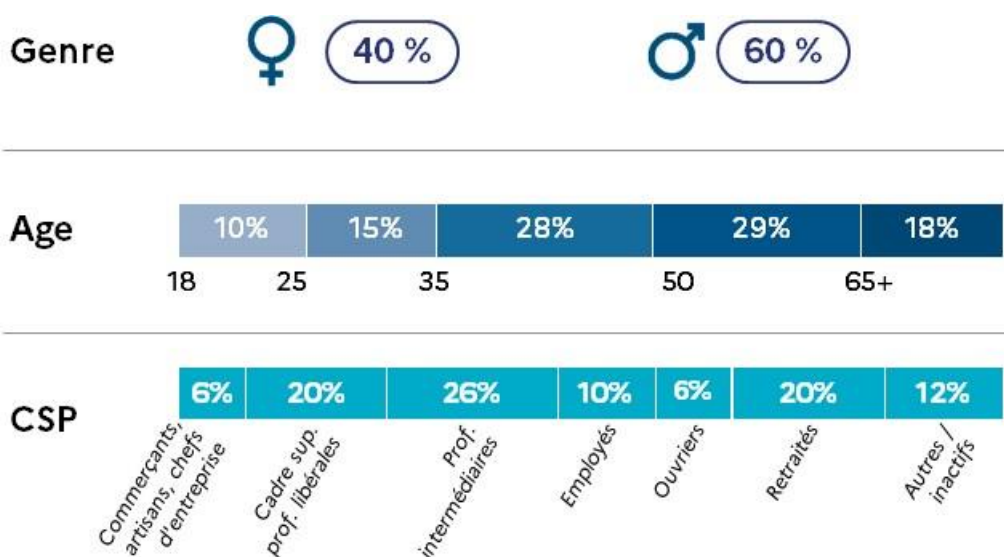
Au global ce sont plus de 45.000 personnes qui ont été contactées par SMS ou directement par téléphone. Parmi elles, 1.900 personnes ont fait part de leur intérêt pour le dispositif à la suite d'une présélection sur critères sociodémographiques et d'éligibilité.

Au total, sur l'ensemble des personnes éligibles, 36% se sont déclarées intéressées par la participation à une des conférences régionales.

Parcours du citoyen tiré au sort



Panel des 18 conférences régionales (sur base des 746 participants)



Les conférences régionales ont réuni 746 citoyens représentatifs de la diversité de la population française : masculins comme féminins, issus de toutes les tranches d'âge, de tous les profils sociaux et de tous les types d'agglomération. Ces panels régionaux ont également réuni des profils ayant différentes attitudes à l'égard de l'Union européenne — négative, positive ou neutre — et des profils politiques variés.

b. Conférence nationale

Les participants à la conférence nationale de synthèse ont été recrutés lors des dix-huit conférences régionales par tirage au sort parmi les citoyens volontaires. Six citoyens ont été tirés au sort parmi les cinquante participants de chaque conférence régionale de France métropolitaine et de la Réunion, et quatre citoyens parmi les trente ou quarante citoyens des conférences ultramarines de Martinique, Mayotte, Guadeloupe et Guyane. Ces tirages au sort ont permis de former un **panel national de cent citoyens**.

Ces quatre à six citoyens par région ont été tirés au sort en respectant la parité et une diversité d'âge. Quatre suppléants ont également été tirés au sort dans chaque région pour anticiper d'éventuels désistements, en respectant également la parité.

Notons que pour des raisons logistiques, le tirage au sort pour la Guadeloupe et la Guyane a été effectué en amont de ces deux conférences, par visioconférence et en présence de citoyens pour s'assurer de la neutralité du dispositif. En effet, ces deux conférences se déroulant une semaine avant la conférence nationale, le tirage au sort fut avancé pour permettre aux citoyens de ces territoires de préparer leur venue.

Parmi les cent citoyens tirés au sort, une quinzaine de citoyens a été remplacée par des suppléants pour des raisons d'ordre sanitaire ou de disponibilité, principalement parmi les citoyens ultramarins. Par ailleurs, deux citoyens se sont désistés la veille de la conférence nationale et n'ont pas pu être remplacés, portant le nombre final de participants à la conférence nationale à 98 citoyens.

Panel de la conférence nationale (98 participants finaux)



Annexe III — Questionnaires d'évaluation des participants

a. Évaluation des conférences régionales

En fin de conférence régionale, chaque participant a rempli un questionnaire de satisfaction de manière anonyme. Cet exercice participatif a suscité un fort enthousiasme : 95,0% sont satisfaits de cette expérience et du rendu de la conférence et 93,4% sont fiers d'avoir participé à cette conférence. **91,3% se sont sentis écoutés et 93,4% ont eu l'impression d'avoir pu s'exprimer librement.** Enfin, 85,6% considèrent que les propositions développées sont utiles pour la société.

Les deux nuages de mots ci-après ont été réalisés à partir des commentaires libres issus des questionnaires de satisfaction (le premier réalisé à partir des appréciations positives et le second à partir des appréciations négatives). Plus l'occurrence d'énonciation est haute, plus le terme apparaît dans une taille de police importante :



b. Évaluation de la conférence nationale

En fin de conférence nationale, chaque participant a également rempli, de manière anonyme, un questionnaire de satisfaction. Il en ressort là aussi un haut niveau de satisfaction : **97% des répondants sont satisfaits de cette expérience et du rendu de la conférence nationale.** Les participants ont fortement apprécié le dialogue avec les experts (87% d'entre eux ont estimé que la présence d'experts a permis d'approfondir les changements), et se retrouvent majoritairement dans les trois changements prioritaires à mettre en place pour l'Europe de 2035. Ils étaient par ailleurs 93% à estimer fidèle la synthèse de leur conférence régionale. Voici certains verbatims issus des questionnaires :

« Nous avons manqué de temps pour affiner les changements » ; « Une expérience riche et intéressante. L'exercice d'approfondissement et de synthèse était très utile pour donner un sens à toute préoccupation sur l'avenir de l'Europe. » ; « Échanges riches. Plus de clarté »

et de précisions dans les débats (par rapport aux discussions locales), grâce notamment aux experts »

Annexe IV — Rapport final des garants



Patrick BERNASCONI

Nommé par le
Gouvernement



Elisabeth GUIGOU

Nommée par le Président
du Parlement européen



Bernard POIGNANT

Nommée par le Président
de l'Assemblée Nationale

La mise en place d'un collège de garants a été décidée pour assurer la qualité et la transparence du processus dès son démarrage.

Le Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes a nommé au nom du Gouvernement M. Patrick BERNASCONI. Ancien président du CESE, il a fortement renforcé la dimension citoyenne de l'institution notamment par l'organisation de la Convention citoyenne pour le climat. Chef d'entreprise, il mène actuellement à la demande du Premier Ministre un travail de réflexion sur la participation citoyenne à l'échelle des politiques publiques nationales.

Le Président du Parlement européen a nommé au nom de son institution Mme Elisabeth GUIGOU. Ancienne ministre, successivement ministre déléguée aux Affaires européennes, ministre de la Justice et ministre de l'Emploi et de la Solidarité, elle a également été députée de Seine-Saint-Denis et Présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Elle est aujourd'hui Présidente de la fondation Anna Lindh, fondation euro-méditerranéenne pour le dialogue des cultures, et présidente d'un groupe de travail sur la présomption d'innocence.

Le Président de l'Assemblée nationale a nommé au nom de son institution M. Bernard POIGNANT, ancien député du Finistère, conseiller régional, député et maire de Quimper.

Le Président du Sénat a désigné un garant après la tenue des conférences régionales.

Les missions des garants étaient de :

- Contrôler la sincérité du tirage au sort des citoyens et l'application des critères de représentativité dans la composition des panels des conférences régionales ;
- Formuler des recommandations sur le déroulé des panels et la sélection des experts ;
- Assister aux conférences régionales et à la conférence nationale de synthèse en tant qu'observateurs ;
- Assister au tirage au sort du comité de suivi citoyen ;
- Participer à l'évènement de restitution du rapport final au Gouvernement ;
- Rédiger un rapport public et indépendant à l'issue du volet national de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Le texte ci-dessous est le rapport final du collège des garants, rédigé à l'issue du volet national de la Conférence sur l'avenir de l'Europe en octobre 2021.

« Sur les 13 conférences régionales pour l'avenir de l'Europe dans l'Hexagone, 10 ont reçu la visite d'un des trois garants, chacun étant présent sur au moins une journée. Il s'agit d'Elisabeth Guigou, ancienne députée européenne et ministre des affaires européennes, nommée par le Président du Parlement européen, de Patrick Bernasconi, ancien Président de Conseil économique, social et environnemental, nommé par le Gouvernement, et Bernard Poignant, ancien député européen, nommé par le président de l'Assemblée Nationale. Cinq autres conférences se sont tenues dans les 5 départements et régions d'Outre-mer. L'éloignement, l'indisponibilité des garants et la tension sanitaire n'ont pas permis leur présence dans ces cinq conférences ultramarines. Seul, par visioconférence, le choix des participants pour la conférence nationale a pu être « garanti » pour la Guadeloupe-Saint-Martin et la Guyane. Tout s'est parfaitement déroulé.

La sélection des participants par tirage au sort a montré la difficulté à obtenir le meilleur équilibre de chaque panel. Parmi les 746 participants, les femmes sont moins nombreuses que les hommes, surtout les jeunes femmes sans doute pour des raisons de garde d'enfants, y compris par défaut d'indemnisation. A cet égard une indemnisation des participants aurait pu être envisagée pour celles et ceux qui exercent une profession indépendante ou sont détenteurs d'un contrat salarié, quel que soit la nature de ce contrat. Quelques moyens supplémentaires auraient corrigé cette situation. On constate un bon nombre de retraités car disponibles et ayant vécu la construction européenne depuis longtemps. La plupart ont un bon niveau de formation générale. Au total il y a moins de personnes de condition ouvrière et d'employés. Cela donne aux personnes retenues la conscience qu'ils ne sont pas parfaitement représentatifs de toute la société française. Cela permet plus de modestie. Un point à signaler : au moment de l'échange téléphonique avec les enquêteurs, une question est apparue délicate et a surpris certains quand il s'est agi d'appréhender l'opinion politique des interrogés jusqu'à les interroger sur leur vote de 2017 (question à laquelle les personnes

interrogées étaient libres de répondre ou non). Pour un tel sujet sur l'Europe, il le fallait bien mais c'est entrer dans l'intimité politique du citoyen. Nous avons entendu cette réserve sans qu'elle nous amène à condamner la méthode. Sinon, leur opinion sur l'Union européenne est plutôt favorable. S'ils la critiquent c'est qu'elle n'en fait pas assez. Ils ont tendance à vouloir plus d'intégration, ce qui n'est pas l'avis de tous les Français. Nos concitoyens hostiles à la présence de la France dans l'Union ou très critiques l'égard des politiques suivies étaient présents mais peu nombreux. Ils étaient certes minoritaires mais ont tous été gagnés par la dynamique de groupe et l'esprit constructif de la majorité des participants. Au total, tous ont joué le jeu et à la fin se sont montrés satisfaits de la rencontre.

La méthode proposée par les organisateurs s'est déroulée selon le même schéma dans toutes les conférences sur les trois jours. Elle a été excellente et elle s'est avérée bien rodée par des organisateurs et des animateurs de qualité. Les participants ont joué le jeu et se sont montrés respectueux des consignes données. Les animateurs, les facilitateurs et les experts ont respecté le rôle qui leur était attribué. Et les garants ont su retenir leur parole sauf au moment des pauses et des déjeuners. Enfin on peut considérer que toutes les propositions ont été accueillies sans filtre et sans influence de quiconque. On peut retenir une chose, un constat qui ne surprendra pas : une dynamique de groupe ne peut se déclencher qu'en présentiel et non pas en ligne.

Des participants ont regretté d'être ainsi jetés dans le grand bain d'une Europe de 2035 sans une connaissance des rouages de l'Union. Cela s'est parfois manifesté par le regret que le temps imparti était bien court. Il y avait de ce point de vue un décalage entre les citoyens, certains mieux informés que d'autres ou suivant régulièrement l'actualité européenne. Les animateurs ont su corriger cette situation en leur disant que rien ne les empêchait d'avoir des souhaits pour le futur de l'Europe qu'il s'agisse des politiques menées, du fonctionnement des institutions ou de l'état actuel des traités. Dans les échanges auxquels nous avons assisté dans les différents groupes, nous avons constaté le classique « défaut » qui consiste à projeter la France sur l'Europe. Pour exemple, pour la recherche il est proposé un CNRS européen, pour le cinéma un CNC européen, pour les institutions un Président de l'Europe élu au suffrage universel etc...Mais c'est un biais qu'on retrouverait chez d'autres peuples. Rien d'anormal à cela.

Les participants savaient tous que la Présidence de l'Union européenne revenait à la France du 1er janvier au 30 juin 2022. Rares étaient ceux qui connaissaient l'actuelle présidence slovène et la future tchèque. Ils se sont interrogés sur le programme semestriel de la France pour l'Europe et sur le sort de leurs propositions dans ce programme. C'est un point délicat : l'articulation d'une présidence immédiate et une vision de moyen et long terme allant jusqu'en 2035, date de la prochaine présidence française si l'Union reste à 27. Il reviendra au Président de faire le lien pour éviter déceptions et frustrations. Au moment des pauses, nous avons entendu leur

questionnement : « A quoi va servir ce que nous faisons ? Serons-nous entendus, et certaines de nos propositions seront-elles prises en compte ? ». Le succès d'une conférence ou d'une convention avec des citoyens tirés au sort ne réside pas seulement dans un bon déroulement des trois jours et le respect de la méthode mais dans la sortie de ce moment. On dirait : dans le service après-vente. Que fait-on du travail effectué ?

Il y a donc besoin d'un minimum de pédagogie dans le volet national de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. En Europe il y a 27 pays et pas seulement la France, même si son rôle moteur est reconnu par son histoire, par sa taille, par la force de son économie, parce qu'elle est un des six pays fondateurs. Sa présidence est donc toujours attendue et ses résultats espérés. Il y a aussi des traités et il faut l'accord de tous pour en changer. Il y a la culture du compromis qui passe des accords entre les trois institutions, Commission, Conseil et Parlement. Il y a aussi des crises qui viennent bouleverser les schémas préconçus, tel l'endettement solidaire européen à la suite de la pandémie. Et des crises, il peut en avoir d'ici 2035.

L'actualité a pesé sur les souhaits et propositions des participants. Ils ont parlé défense dans la foulée de la crise du contrat des sous-marins australiens. Ils ont parlé climat parce que c'est un thème permanent. Ils ont parlé GAFAM, migrations, souveraineté etc. Par contre l'euro, le marché unique, la libre circulation sont à leurs yeux des évidences qui interdisent un retour en arrière. Donc on ne s'appesantit pas sur les questions qu'elles soulèvent, comme le déficit et la dette. En résumé, pour les participants, l'Union européenne est un fait acquis mais ils la veulent plus cohérente, plus harmonisée, plus proche de leurs préoccupations, plus influente dans le monde.

La conférence de synthèse nationale est venue clore la série des 18 conférences régionales. Clément Beaune, Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, est venu conclure cette consultation qui entre dans le processus mis en place par la présidence portugaise en février 2020 et qui doit se terminer en 2022. Le lieu a été bien choisi : le Conseil économique, social et environnemental, ce qui a permis un échange fructueux entre cinq conseillers du CESE et les participants, ces derniers découvrant le rôle et le lieu de cette troisième Chambre de nos institutions. La centaine de citoyens présents, par le truchement d'un tirage au sort indirect, reflétait mieux les équilibres de la société.

Cette étape du travail étant terminée, il convient de transmettre le rapport final, avec tous les souhaits et propositions à l'Assemblée Nationale, au Sénat, et au Parlement européen, le Gouvernement étant initiateur de ces rencontres.

Pendant ces journées passées auprès de ces citoyens, les garants ont entendu évoqués de très nombreux sujets et vu défiler de multiples propositions. Chacun a pu en retenir une qui a attiré leur attention. Nous retenons celle d'une intervenante disant : « *Vers où veut aller l'Europe ?* », comme s'il manquait un récit européen comme l'on parle d'un récit national. La personne évoquait la Chine et sa puissance, la Russie et la

Turquie et leur nostalgie impériale, les Etats-Unis qui regardent ailleurs. La réponse appartient désormais au Président de la République.

Au total, l'implication des citoyens-participants, leur engagement, le sérieux des échanges, le respect des différents points de vue nous ont donné le sentiment, pour ceux qui en douteraient, que la culture démocratique restait vivace et ancrée dans le cœur de nos compatriotes. »